

CORPORATION NUVEI

Rapport annuel

EXERCICE CLOS
LE 31 DÉCEMBRE

2021



nuvei

La *plateforme*
de paiement
de demain





LETTRE DE PHILIP FAYER

FONDATEUR, PRÉSIDENT
ET CHEF DE LA DIRECTION DE NUVEI

L'année 2021 fut exceptionnelle pour Nuvei. Nous avons fait d'énormes progrès en « propulsant les entreprises de nos clients grâce à la plateforme de paiement de demain ». Nos réalisations reflètent la stratégie claire et simple que nous continuons à mettre en œuvre.

L'innovation au travers de nos produits est le fondement de notre croissance. C'est le socle sur lequel nous continuons à bâtir en multipliant les ventes auprès de nos clients existants, en attirant de nouveaux clients et en développant nos capacités par le biais d'acquisitions stratégiques.

Nous continuons à développer et à améliorer notre plateforme spécialisée : forte de sa technologie moderne, évolutive et modulaire, elle continue à fournir la souplesse dont nos clients ont besoin. Grâce à l'acquisition locale sur 46 marchés et à plus de 530 méthodes de paiement alternatives pour les entrées et les sorties de fonds par le biais d'une intégration unique, nous croyons désormais que nous offrons la gamme d'options la plus étendue pour les paiements. Notre offre va désormais bien au-delà de l'acquisition, avec des services tels que les paiements bancaires ouverts, les fonctionnalités de rampe d'accès et de sortie des actifs numériques, l'émission de cartes et la banque en tant que service, pour n'en citer que quelques-uns.

Nos près de 500 technologues, qui font partie de notre équipe croissante de plus de 1 350 personnes, innovent constamment : ils ont réalisé 12 lancements majeurs au cours de l'année dernière. Parallèlement, notre modèle de commercialisation et d'exploitation exceptionnel axé sur la personnalisation, l'interopérabilité à la carte et le soutien humain en tout temps continue de séduire les clients existants et nouveaux.

Nous croyons que nous sommes une entreprise de technologie financière unique en son genre.

Nos bases solides nous ont permis d'augmenter, comparé à 2020, le revenu de 93 %, à 725 millions de dollars, et le volume total traité de 121 %, à plus de 95 milliards de dollars en 2021. La robustesse de notre activité centrée sur le client, la solidité de notre bilan, notre génération de flux de trésorerie disponibles et notre faible niveau d'endettement sont autant d'atouts qui nous offrent du choix et de la souplesse alors que nous continuons à explorer des possibilités pour l'avenir.

Environ 80 % de notre croissance est due à l'augmentation de la part de portefeuille des clients existants, résultat de notre détermination à l'égard de l'accélération de la croissance du chiffre d'affaires et de notre stratégie « décrocher et développer », qui consiste à augmenter progressivement la portée de nos services auprès des commerçants, est conçu pour un succès à long terme. Nous avons contribué au succès de nos clients avec nos visées sur certains marchés verticaux à forte croissance qui bénéficient de tendances favorables.

Nous avons également connu un succès retentissant en remportant de nouvelles affaires (augmentation de plus de 114 % du revenu des nouveaux clients) dans le canal direct du commerce électronique, grâce à l'adhésion de marques à forte notoriété qui contribuent à diversifier davantage notre portefeuille de clients multiverticaux en pleine croissance.

Les fusions et acquisitions restent un pilier important de notre visée stratégique. Cette année, nous avons réalisé les acquisitions de Base Commerce, de Mazooma, de Paymentez et de Simplex. Chacune de ces entreprises en démarrage a renforcé notre portée géographique, notre technologie et notre proposition de valeur, tout en apportant des possibilités de croissance à long terme et des capacités supplémentaires à notre plateforme technologique de paiement.

Alors que nous continuons à élargir la portée de notre offre, à nous étendre dans des zones géographiques telles que l'Amérique latine, l'Asie-Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, la taille totale de notre marché potentiel continue de croître. Cela nous amène à penser qu'en dépit de nos résultats exceptionnels, nous ne faisons qu'effleurer la surface d'un marché mondial de solutions de paiements valorisé, selon nous, à plus de 50 000 milliards de dollars*. En d'autres termes, nous n'en sommes qu'aux balbutiements!

Au nom de notre conseil d'administration, je tiens à remercier tous les employés de Nuvei pour leur concentration, leur énergie et leur dévouement, ainsi que nos actionnaires pour leur soutien au cours de l'année écoulée.



Philip Fayer

* Source : Données de la compagnie et Euromonitor International, Consumer Finance, édition 2022. Les informations publiées par Euromonitor contiennent des données statistiques, des estimations et des prévisions. Voir « Données sur le marché et le secteur ».



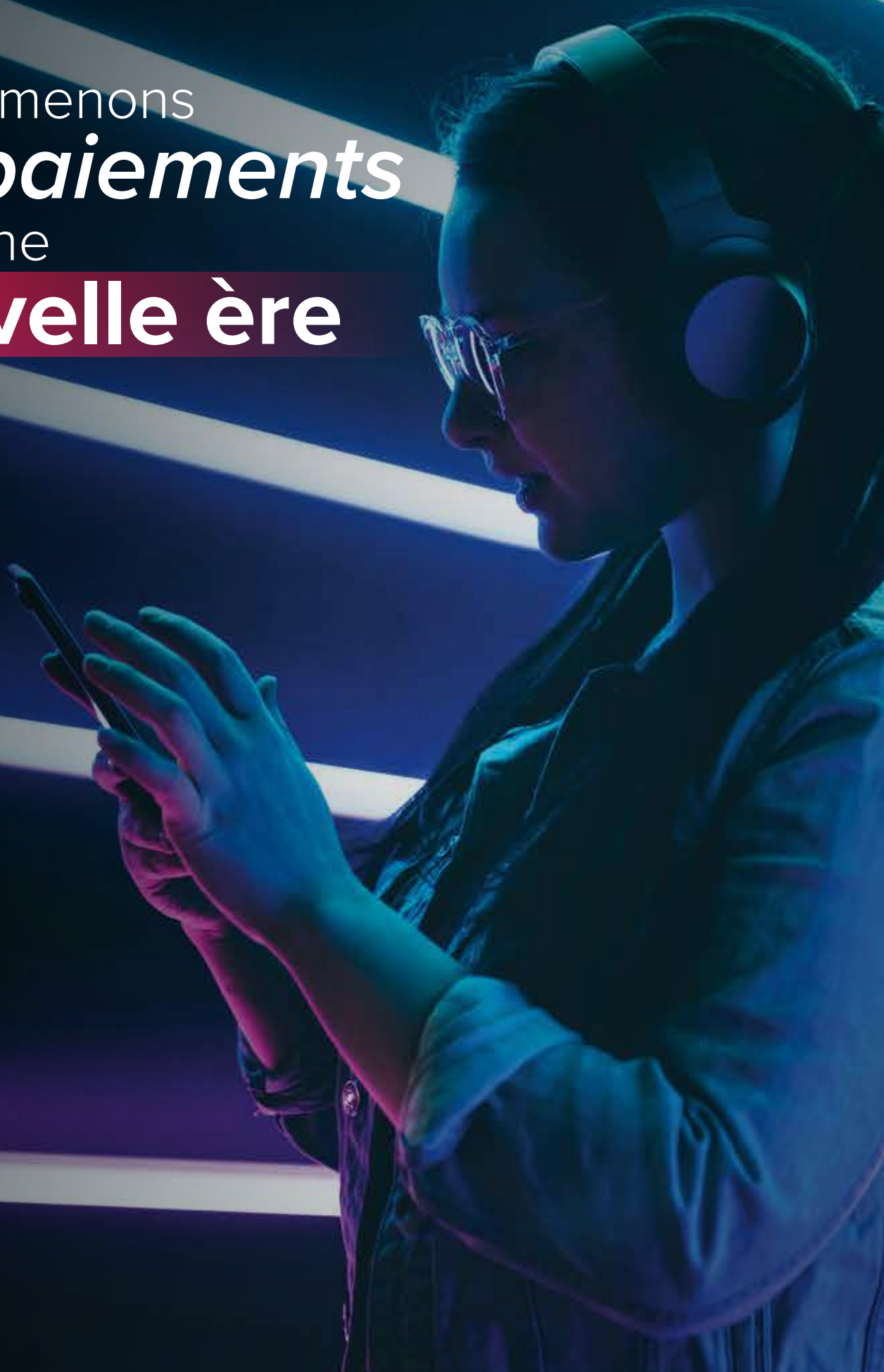
Propulsez
votre activité

grâce à des
*solutions de
paiement
puissantes*



Une dynamique croissante
 grâce à la conquête de clients
existants et nouveaux

Nous amenons
les paiements
dans une
nouvelle ère



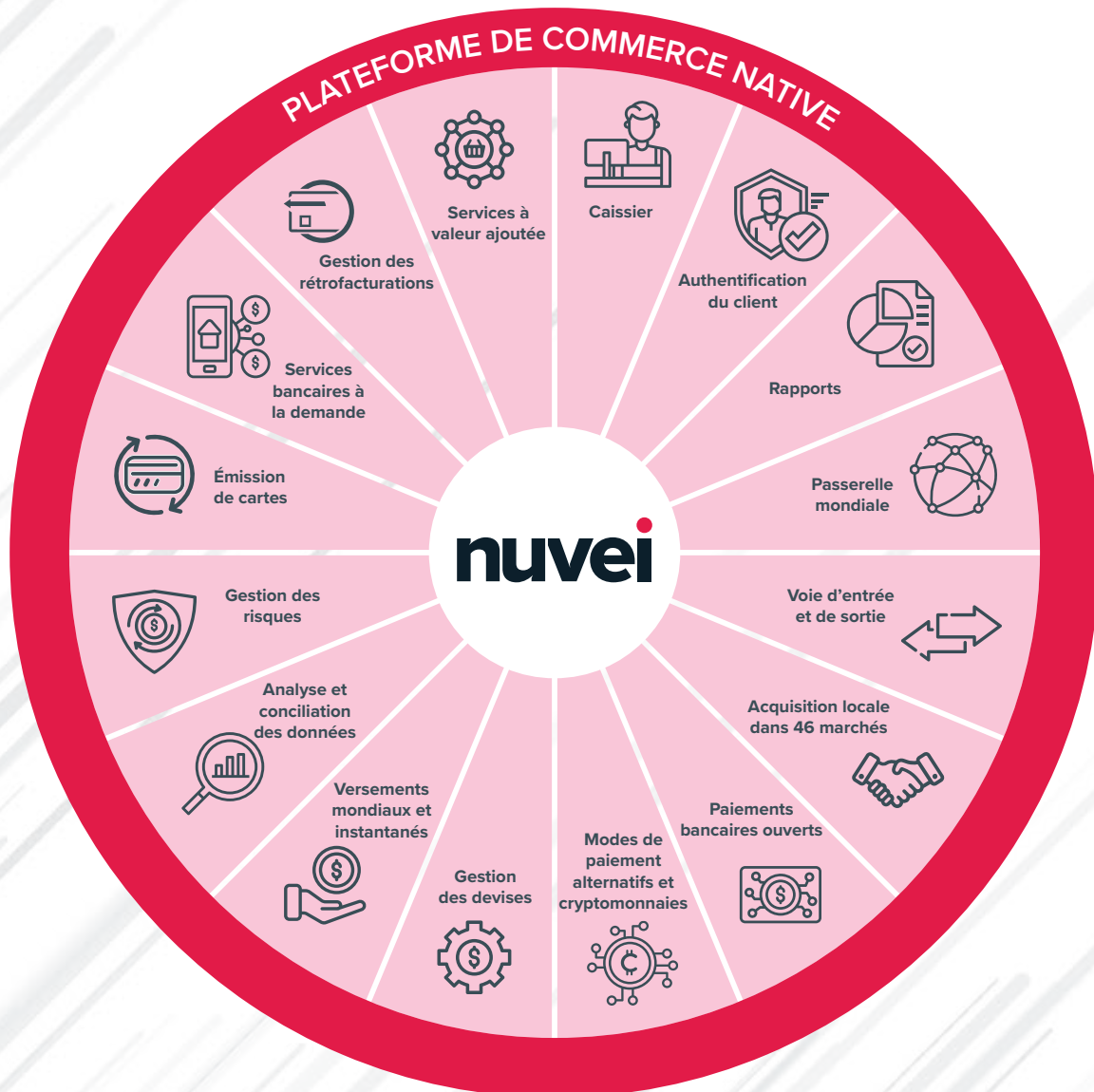
Exploitation de l'ensemble de nos capacités pour soutenir nos clients



MARCHANDS MONDIAUX



- Intégration **unique** •
- Une **seule** relation •
- Connectivité **mondiale** •
- Conciliation •
- Règlement net **simplifié** •



RÉSEAUX DE PAIEMENT



BANQUES

nuvei

EN CHIFFRES

VOLUME TOTAL **+95** **MILLIARDS \$***
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

86 % **VOLUME PROVENANT DU
COMMERCE ÉLECTRONIQUE***
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

530+
**MODES DE
PAIEMENT**

~150
DEVICES

200+
**MARCHÉS
MONDIAUX**

46
**MARCHÉS
D'ACQUISITION**

1 368
EMPLOYÉS

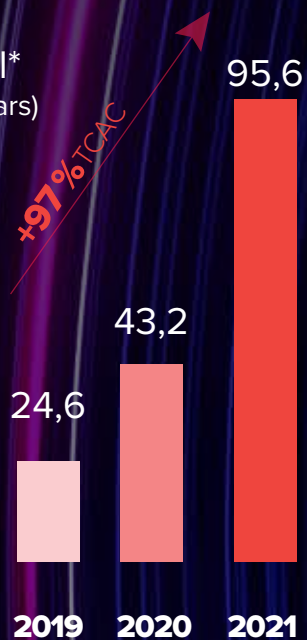
146 %
RRN**

LES MONTANTS INDIQUÉS SONT EN DOLLARS AMÉRICAINS.

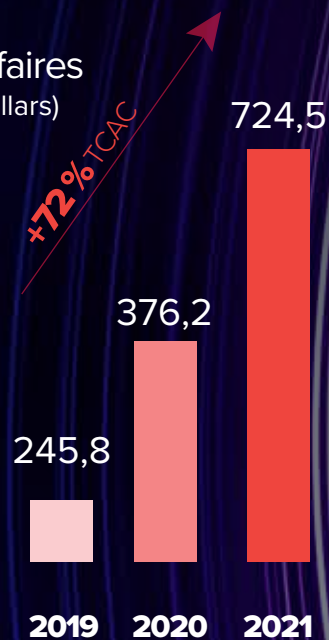
* Le volume total ne représente pas les recettes de l'entreprise, mais plutôt la valeur totale en dollars des transactions traitées par les marchands dans le cadre d'une entente contractuelle avec l'entreprise. Le concept de volume total est expliqué plus en détail dans le dernier rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de l'entreprise inclus dans le rapport annuel.

** RRN : Retenue de recettes nette, qui est calculé en divisant les revenus obtenus durant une période spécifique par les revenus obtenus du même client dans la même période de l'année précédente. Notre calcul de retenue de recettes nette pour une période n'inclus que les revenus des clients qui étaient avec nous dans la période correspondante de l'année précédente et exclus les revenus des nouveaux clients qui nous ont rejoint dans les 12 mois précédents. Voir « Informations financières supplémentaires » dans le rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de l'entreprise.

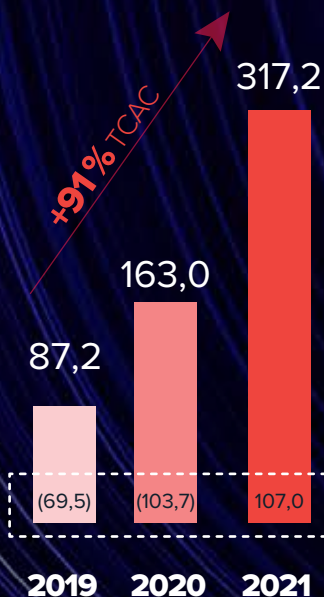
Volume total*
(milliards de dollars)



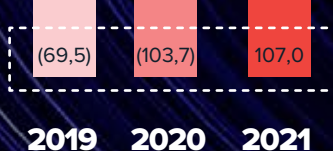
Chiffre d'affaires
(millions de dollars)



BAIIA ajusté**
(millions de dollars)



Bénéfice net (perte nette)
(millions de dollars)



LES MONTANTS INDIQUÉS SONT EN DOLLARS AMÉRICAINS.

* Le volume total ne représente pas les recettes perçues de l'entreprise, mais plutôt la valeur totale en dollars des transactions traitées par les marchands dans le cadre d'une entente contractuelle avec l'entreprise. Le concept de volume total est expliqué plus en détail dans le dernier rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation de l'entreprise.

** Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux normes IFRS. Veuillez consulter l'annexe pour obtenir le rapprochement avec la mesure IFRS la plus près.



La
plateforme
de paiement
qui dépasse
toutes les attentes



Intégration d'API unique



Paiements entrants et sortants



Optimisation du rendement



Personnalisée pour vos besoins



Évolutive et fiable



Rapports exploitables



Orchestration des paiements



Approche humaine



Nous ne sommes pas à l'affût
de la prochaine
solution de paiement.

Nous la créons

Et nous ne faisons que commencer.

RAPPORT DE GESTION POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

Dans le présent rapport de gestion, sauf si le contexte indique ou exige le contraire, les termes la « société », « Nuvei », « nous », « nos » ou « notre » renvoient à Corporation Nuvei et à ses filiales, sur une base consolidée.

Le présent rapport de gestion établi en date du 7 mars 2022 doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la société, y compris les notes annexes, pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (les « états financiers consolidés »). L'information financière qu'il renferme a été établie à partir des états financiers consolidés qui ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »). Tous les montants sont en dollars américains, sauf indication contraire. En outre, les chiffres des tableaux figurant dans le présent rapport de gestion sont présentés en milliers de dollars américains, sauf indication contraire. Ce rapport de gestion est présenté en date des états financiers consolidés et est à jour à cette date, à moins d'indication contraire.

Nous avons établi le présent rapport de gestion en nous référant au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. En vertu du régime d'information multinational entre les États-Unis et le Canada, nous sommes autorisés à préparer ce rapport de gestion conformément aux exigences canadiennes en matière d'information à fournir, lesquelles sont différentes de celles des États-Unis.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion renferme de l'information prospective et des énoncés prospectifs (collectivement, l'« information prospective ») au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables. Cette information prospective peut comprendre de l'information concernant nos objectifs et les stratégies visant à les atteindre, ainsi que de l'information concernant nos opinions, projets, attentes, prévisions, estimations et intentions. On reconnaît l'information prospective à l'emploi de mots ou d'expressions, utilisés à la forme affirmative ou négative, tels que « peut », « devrait », « pourrait », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « anticiper », « planifier », « prévoir », « croire » et « continuer », ainsi qu'à l'emploi de mots ou d'expressions de nature semblable, notamment à la mention de certaines hypothèses, bien que l'information prospective ne contienne pas toujours ces mots et expressions. Constituent plus particulièrement de l'information prospective les renseignements portant sur les résultats, le rendement, les réalisations, les perspectives, les occasions ou les marchés dans lesquels nous sommes présents, les attentes à l'égard de l'évolution du secteur et à l'égard de la taille et des taux de croissance de nos marchés potentiels, nos projets commerciaux et stratégies de croissance, les occasions de commercialisation de nos solutions, les attentes à l'égard des occasions de croissance et de ventes croisées, et l'intention de conquérir une part croissante de nos marchés potentiels, le coût et la réussite de nos efforts de vente et de marketing, l'intention de développer nos relations actuelles, de pénétrer davantage nos marchés verticaux, de conquérir de nouveaux marchés géographiques ainsi que d'étendre et d'augmenter la pénétration des marchés internationaux, l'intention de réaliser des acquisitions triées sur le volet et de mener à bien leur intégration, ainsi que les retombées et bénéfices que nous attendons de ces acquisitions, les futurs investissements dans notre entreprise et les dépenses d'investissement prévues à cet effet, notre intention d'innover, de nous démarquer et d'améliorer sans cesse notre plateforme et nos solutions, le rythme prévu des mesures législatives en cours régissant les activités et les secteurs réglementés, nos atouts concurrentiels et notre position dans le secteur, les attentes concernant nos produits des activités ordinaires, la répartition de ceux-ci et la capacité de nos solutions à les générer, les attentes concernant nos marges et notre rentabilité future, nos perspectives et nos prévisions financières ainsi que nos objectifs à moyen et à long terme relativement à divers indicateurs financiers, de même que les répercussions de la pandémie de COVID-19.

En outre, tout énoncé faisant référence à des attentes, à des intentions, à des projections ou à d'autres descriptions d'événements ou de circonstances futurs renferme de l'information prospective. Les énoncés qui renferment de l'information prospective ne constituent pas des faits historiques mais véhiculent plutôt

les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements ou des circonstances futurs. Les perspectives et les objectifs financiers, selon le cas, peuvent également constituer des « perspectives financières » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont présentés pour aider le lecteur à comprendre la performance financière de la société et à évaluer les progrès vers l'atteinte des objectifs de la direction. L'utilisation de cette information à toute autre fin pourrait ne pas convenir aux besoins du lecteur.

L'information prospective fait intervenir des risques et des incertitudes connus et inconnus, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus par cette information prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux décrits à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la société, tels que : les risques liés à nos activités et au secteur, tels que les risques soulevés par l'actuelle pandémie de COVID-19, dont l'incertitude économique mondiale qui en résulte et les mesures prises pour y faire face; l'évolution rapide de notre secteur et les changements qui s'y produisent; la concurrence intense, tant dans notre secteur que de la part d'autres modes de paiement; les difficultés liées à la mise en œuvre de notre stratégie de croissance; les difficultés à élargir notre portefeuille de produits et à accroître notre présence sur le marché; les difficultés à étendre notre présence dans de nouveaux marchés étrangers et à poursuivre notre croissance dans nos marchés actuels; les difficultés à conserver les clients existants, à augmenter les ventes à ceux-ci et à attirer de nouveaux clients; la gestion efficace de notre croissance; la difficulté à maintenir le même taux de croissance au fur et à mesure que notre entreprise gagne en maturité et à évaluer nos perspectives d'avenir; nos antécédents de pertes nettes et les investissements importants que nous continuons à effectuer dans notre entreprise; notre niveau d'endettement; les risques liés aux acquisitions passées et futures; les difficultés soulevées par le fait qu'un nombre important de nos marchands sont de petites et moyennes entreprises (« PME »); le fait que nos produits des activités ordinaires proviennent en grande partie des services de paiement; le respect des exigences des réseaux de paiement; les difficultés liées au remboursement des rejets de débit pour les transactions de nos marchands; le fait que nous détenons des comptes bancaires auprès de banques situées dans de multiples territoires et dépendons de nos partenaires bancaires pour maintenir ces comptes; l'incidence du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne; la baisse de l'utilisation des modes de paiement électronique; l'incidence des variations de change sur les résultats d'exploitation; la détérioration de la qualité des produits et services que nous offrons; la perte de membres clés du personnel ou les difficultés à embaucher du personnel qualifié; une dépréciation d'une partie importante des immobilisations incorporelles ou du goodwill; des augmentations de frais des réseaux de paiement; les difficultés soulevées par la conjoncture économique et la situation géopolitique, les cycles économiques de nos clients et le risque de crédit lié à ceux-ci; le fait que nous dépendons de partenaires externes afin de vendre certains de nos produits et services; le détournement par nos employés de fonds relatifs aux opérations destinés à des utilisateurs finaux; la fraude de la part des marchands, de leurs clients ou d'autres personnes; la couverture offerte par nos polices d'assurance; l'efficacité de nos politiques et procédures en matière de gestion des risques afin de réduire notre exposition aux risques; l'intégration de nos services à une variété de systèmes d'exploitation, de logiciels, de matériel, de navigateurs Web et de réseaux; les coûts et les répercussions des litiges en cours ou à venir; diverses prétentions telles que l'embauche illicite de membres du personnel de concurrents, le recours illégal à des renseignements confidentiels de tiers par nos employés, consultants ou sous-traitants, ou l'utilisation illégale par nos employés de renseignements commerciaux appartenant à un ancien employeur; la difficulté à obtenir du financement ou à en obtenir selon des modalités avantageuses; l'incidence des variations saisonnières sur nos résultats d'exploitation; les risques associés au fait de détenir moins que la totalité des droits de contrôle à l'égard de certaines de nos filiales; les changements apportés aux normes comptables; les évaluations et les hypothèses prises en compte dans l'application des méthodes comptables; la survenance d'une catastrophe naturelle, d'une épidémie de grande ampleur, d'une pandémie ou d'un autre événement; les répercussions des changements climatiques; les difficultés liées à notre structure de société de portefeuille, de même que les risques liés à la propriété intellectuelle et à la technologie, les risques liés aux mesures réglementaires et aux poursuites judiciaires, et les risques liés à nos actions à droit de vote subordonné.

L'information prospective repose sur les opinions et les hypothèses de la direction, ainsi que sur les informations dont elle dispose actuellement, notamment en ce qui concerne la conjoncture économique et la situation concurrentielle qui prévaut dans notre secteur, y compris les hypothèses suivantes : a) les résultats d'exploitation de Nuvei et sa capacité à dégager des marges suffisantes continueront à répondre aux attentes de la direction; b) la société continuera d'exécuter efficacement ses principales priorités stratégiques de croissance sans que la pandémie de COVID-19 porte préjudice à ses activités, à sa situation financière, à ses résultats financiers ou à sa liquidité, ou à ceux des marchands avec qui elle fait affaire, ni qu'elle entraîne une baisse importante de la demande pour ses produits et services; c) les pertes découlant des défaillances d'entreprise visant nos marchands et clients resteront conformes aux niveaux prévus; d) la société parviendra à conquérir une part croissante des marchés potentiels en maintenant et en développant ses relations avec la clientèle actuelle dans des secteurs verticaux à forte croissance tout en faisant en sorte que le taux d'adoption de sa technologie de traitement des transactions soit égal ou supérieur à ses taux antérieurs dans les régions où elle est présente et dans de nouvelles régions; e) Nuvei pourra continuer à rivaliser avec les produits et services de la concurrence, même si les modalités, les conditions ou les tarifs évoluent; f) Nuvei pourra continuer à gérer effectivement sa croissance; g) la société continuera à attirer et à maintenir en poste les talents et les membres clés du personnel dont elle a besoin pour mener à bien ses projets et ses stratégies à l'échelle nationale et internationale, notamment dans les domaines de la vente, du marketing, du soutien après-vente et des activités liées aux produits et aux technologies; h) la société sera en mesure de repérer, de conclure et d'intégrer avec succès des acquisitions, d'en tirer les bénéfices escomptés et de gérer les risques qui y sont associés, i) aucun changement important ne modifiera la conjoncture économique dans nos principaux marchés, régions et marchés verticaux; j) la taille et le taux de croissance de nos marchés potentiels et de nos marchés verticaux, y compris les secteurs où nous sommes présents, continueront à se développer comme le prévoit la direction; k) nos hypothèses sont exactes en ce qui a trait au taux de change et aux taux d'intérêt, notamment à l'inflation et à la volatilité des marchés financiers; l) aucun changement défavorable ne surviendra en matière législative ou réglementaire; m) aucun changement défavorable ne surviendra dans la législation fiscale en vigueur; n) les charges d'exploitation et les dépenses d'investissement projetées; o) le recul durable de la pandémie de COVID-19, y compris ses variants, grâce à l'immunité collective atteinte dans nos principaux marchés, régions et marchés verticaux, dont la levée des mesures de distanciation sociale et des autres restrictions généralement en vigueur dans ces marchés. Sauf indication contraire, l'information prospective ne tient pas compte de l'incidence que pourraient avoir les fusions, acquisitions, cessions ou autres opérations de regroupement d'actifs susceptibles d'être annoncées ou conclues après la date du présent rapport de gestion. Bien que l'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion soit fondée sur ce que la direction croit être des hypothèses raisonnables, les investisseurs sont avertis de ne pas se fier indûment à cette information, car les résultats réels pourraient s'en écarter considérablement.

En conséquence, l'information prospective qui figure dans le présent rapport de gestion est présentée sous réserve de la mise en garde qui précède, et rien ne garantit que les résultats et les événements que nous prévoyons se matérialiseront ni, s'ils se matérialisent en bonne partie, qu'ils auront les conséquences ou les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou à moins que le contexte n'exige une autre interprétation, l'information prospective figurant dans le présent rapport de gestion est formulée à la date du présent rapport de gestion ou à la date à laquelle il est déclaré qu'elle a été établie, selon le cas, et peut changer après cette date. Cependant, nous n'avons pas l'intention, ni l'obligation, ni le devoir de mettre à jour ou de modifier cette information prospective à la suite de l'obtention de nouveaux renseignements, de la survenance d'événements futurs ou pour toute autre raison, sauf si la loi applicable nous y oblige.

Aperçu

Nous sommes une société de paiements mondiale qui fournit des solutions de paiement aux entreprises en Amérique du Nord, en Europe, en Asie-Pacifique et en Amérique latine. Nous estimons que notre plateforme technologique exclusive, conçue expressément pour les marchés en pleine expansion du commerce électronique et du commerce mobile, nous distingue de nos concurrents. Notre plateforme permet aux clients d'accepter des paiements dans le monde entier indépendamment de l'emplacement, de l'appareil ou de la méthode de paiement privilégié du client. Nos solutions couvrent tout l'environnement de paiement, et comprennent un moteur de paiement pleinement intégré offrant des capacités de traitement mondiales, une solution clé en main pour une expérience de paiement fluide, et une vaste suite d'outils de veille stratégique et de service de gestion des risques guidés par les données. Grâce à l'intégration unique, nous fournissons des fonctions de paiement et de virement fluides et sécurisées, reliant nos clients à leurs clients dans plus de 200 marchés mondialement avec acquisition locale dans 46 de ces marchés. Grâce à la prise en charge de plus de 530 méthodes de paiement alternatives (« MPA »), y compris les cryptomonnaies, et près de 150 devises, nos clients peuvent saisir toutes les opportunités de paiement qui se présentent à eux. En bref, nous fournissons les renseignements et la technologie en matière de paiements dont nos clients ont besoin pour réussir à l'échelle locale comme à l'échelle internationale, au moyen d'une seule intégration. Nous les propulsons vers le succès, et ce, mieux que quiconque.

À l'heure du virage en ligne du commerce mondial, les canaux de commerce électronique et de commerce mobile convergent et créent de nouvelles et de plus en plus nombreuses occasions de croissance pour les entreprises de toutes tailles. Une expansion rapide dans ces canaux de commerce peut toutefois s'avérer complexe et coûteuse pour les entreprises qui font affaire avec plusieurs fournisseurs dans chaque marché local. Par exemple, les marchands peuvent utiliser toutes sortes de systèmes différents pour les services d'accès par passerelle, le traitement des paiements, la prévention de la fraude en ligne et la veille stratégique, notamment, ce qui crée des distractions pouvant nuire au déroulement des activités et des problèmes sur le plan du flux opérationnel, qui à leur tour peuvent entraîner des coûts supplémentaires et une inefficacité financière. Par ailleurs, les consommateurs s'attendent à obtenir une expérience d'achat uniforme sur tous les canaux, qu'ils utilisent un appareil mobile ou un ordinateur. C'est pourquoi nous croyons que les entreprises sont de plus en plus à la recherche de fournisseurs de services de paiement tels que Nuvei, qui propose une approche unifiée et des solutions de bout en bout pour les guider dans cet univers complexe.

Nous vendons et distribuons nos solutions partout dans le monde par l'intermédiaire de trois principaux canaux : les ventes directes, les ventes indirectes pour les PME et les revendeurs du commerce électronique. Notre approche en matière de distribution nous permet de commercialiser efficacement nos solutions technologiques de paiement à grande échelle, et nous l'adaptions en fonction de la région et du marché vertical pour optimiser les ventes. Grâce à nos équipes de ventes locales et à nos revendeurs du commerce électronique, qui agissent comme fournisseurs de technologies de confiance auprès de nos clients, nous pensons être en mesure de servir un plus grand nombre de clients à l'échelle internationale et de grandir avec eux au fil de leur croissance et de leur expansion dans de nouveaux marchés. Nous nous concentrons sur les besoins de nos clients et sur la manière dont nous pouvons les aider à accroître leurs ventes et, par conséquent, notre volume avec eux. En raison de la nature évolutive de notre modèle d'affaires et du levier d'exploitation inhérent, les augmentations de volume total stimulent la croissance rentable des produits.

Nos produits d'exploitation sont principalement basés sur le volume de ventes généré par les ventes quotidiennes de nos clients et par divers frais fondés sur les opérations et les abonnements pour notre technologie modulaire. La technologie modulaire comprend, par exemple, la passerelle, le traitement mondial, les MPA, la gestion des devises, les paiements mondiaux, la gestion du risque de fraude, l'émission de cartes, les paiements en cryptomonnaie, le système bancaire ouvert, la communication de données, les outils de rapprochement, ainsi qu'une longue liste de capacités à valeur ajoutée. Nos produits d'exploitation sont en grande partie récurrents en raison de la nature critique de notre offre de produits et services et de l'intégration poussée de nos technologies de paiement dans les systèmes de planification des ressources d'entreprise de nos clients. De plus, notre modèle nous

a permis de faire croître rapidement nos revenus liés au commerce électronique et au commerce mobile. Nous croyons que l'étendue et la variété de nos fonctionnalités de paiement aident les clients à établir et à accroître leur présence dans les canaux de commerce émergents dans de nombreux marchés. Nous pouvons ainsi développer avec eux des relations à long terme, qui nous valent un taux de fidélisation élevé et d'importantes occasions de ventes croisées.

Faits saillants financiers pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 par rapport à 2020 :

- Le volume total^{a)} a augmenté de 127 %, passant de 13,9 G\$ à 31,5 G\$, le commerce électronique ayant représenté 88 % du volume total^{a)};
- Les produits des activités ordinaires^{b)} se sont accrus de 83 %, passant de 115,9 M\$ à 211,9 M\$;
 - la croissance interne des produits des activités ordinaires^{b)} a été de 55 %, les produits des activités ordinaires générés en interne^{b)} passant de 115,9 M\$ à 179,1 M\$;
- Le bénéfice net a diminué de 45 % passant de 22,6 M\$ à 12,3 M\$, en raison essentiellement de la hausse de 29,7 M\$ des paiements fondés sur des actions attribués aux employés qui se sont joints à la société dans le cadre des acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre et d'autres attributions incitatives aux employés;
- Le BAIIA ajusté^{b)} a augmenté de 78 %, passant de 51,3 M\$ à 91,5 M\$;
- Le bénéfice net ajusté^{b)} a augmenté de 52 % pour s'établir à 70,6 M\$, comparativement à 46,5 M\$;
- Le bénéfice net dilué par action a diminué de 53 % pour se chiffrer à 0,07 \$, comparativement à 0,16 \$;
- Le bénéfice net ajusté dilué par action^{b)} a augmenté de 43 % pour s'établir à 0,47 \$, comparativement à 0,33 \$.

Faits saillants financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à 2020 :

- Le volume total^{a)} a augmenté de 121 %, passant de 43,2 G\$ à 95,6 G\$, le commerce électronique ayant représenté 86 % du volume total^{a)};
- Les produits des activités ordinaires se sont accrus de 93 %, passant de 376,2 M\$ à 724,5 M\$;
 - la croissance interne des produits des activités ordinaires^{b)} a été de 61 %, les produits des activités ordinaires générés en interne^{b)} passant de 373,7 M\$ à 600,9 M\$;
- Le bénéfice net a augmenté de 210,7 M\$, pour se chiffrer à 107,0 M\$ par rapport à une perte nette de 103,7 M\$;
- Le BAIIA ajusté^{b)} a augmenté de 95 %, passant de 163,0 M\$ à 317,2 M\$;
- Le bénéfice net ajusté^{b)} a augmenté de 179 % pour s'établir à 248,6 M\$, comparativement à 89,0 M\$;
- Le bénéfice net dilué par action s'est chiffré à 0,71 \$, contre une perte nette par action de 1,08 \$;
- Le bénéfice net ajusté dilué par action^{b)} a augmenté de 99 % pour s'établir à 1,69 \$, comparativement à 0,85 \$;
- Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 266,9 M\$, en hausse de 182 % par rapport à 94,8 M\$;
- Les flux de trésorerie disponibles^{b)} ont augmenté de 100 % pour s'établir à 290,1 M\$, comparativement à 145,1 M\$;
- Le solde de trésorerie s'est établi à 748,6 M\$ au 31 décembre 2021, en comparaison de 180,7 M\$ au 31 décembre 2020.

a) Le volume total ne représente pas les produits des activités ordinaires gagnés par la société, mais plutôt la valeur totale en dollars des transactions traitées par les commerçants en vertu d'une entente contractuelle avec la société. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

b) Le BAIIA ajusté, les produits des activités ordinaires générés en interne, la croissance interne des produits des activités ordinaires, le bénéfice net ajusté, le bénéfice net ajusté dilué par action et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures et des ratios non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Acquisitions

Base Commerce LLC

Le 1^{er} janvier 2021, nous avons conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs et la prise en charge de certaines dettes de Base Commerce, LLC (« Base Commerce ») pour une contrepartie de 92,7 M\$ qui inclut une contrepartie conditionnelle estimée à 3,0 M\$. Base Commerce est une société de traitement des paiements axée sur la technologie et spécialisée dans les solutions de traitement des paiements par carte bancaire et par chambre de compensation automatisée.

Nous croyons que l'acquisition de Base Commerce renforcera notre position de chef de file dans le domaine des paiements du commerce électronique grâce à ce qui suit :

- a) L'expansion des capacités de nos produits grâce à une plateforme de traitement par chambre de compensation automatisée exclusive;
- b) La diversification accrue de notre portefeuille d'acquisition;
- c) L'amélioration de la couverture des banques commanditaires;
- d) L'expansion de notre réseau de distribution.

Mazooma Technical Services Inc.

Le 3 août 2021, nous avons acquis Mazooma Technical Services Inc. (« Mazooma »), un fournisseur nord-américain de services de paiement offrant des virements instantanés de banque à banque et de paiements en temps réel pour des retraits rapides. Le prix d'achat pour cette acquisition, y compris le fonds de roulement et les ajustements de clôture, s'est élevé à 54,5 M\$. La contrepartie initiale comprenait un montant en trésorerie de 43,1 M\$ et un montant de 11,4 M\$ payé par l'émission de 138 522 actions à droit de vote subordonné à l'intention des vendeurs. Le prix d'achat comprend également une contrepartie conditionnelle maximale totale, y compris la contrepartie initiale, de 400 M\$ canadiens (316,5 M\$). La contrepartie conditionnelle est soumise à certains critères de performance sur une période de trois ans.

L'acquisition rehausse et élargit notre portefeuille d'options de paiement en Amérique du Nord grâce aux paiements de banque à banque instantanés pour les virements et les paiements et grâce aux paiements en temps réel pour les retraits accélérés, ce qui permet aux clients de recevoir des paiements immédiatement dans leurs comptes bancaires tous les jours, toute l'année. Mazooma a des autorisations dans 15 États, y compris 11 enregistrements et licences de fournisseur, et détient des permis de société de transfert de fonds et d'exemptions dans 47 États au total. Nuvei proposera Mazooma, une méthode de paiement de plus en plus populaire et acceptée, à sa clientèle de commerçants dans tous les marchés verticaux de l'industrie.

SimplexCC Ltd.

Le 1^{er} septembre 2021, nous avons acquis SimplexCC Ltd. (« Simplex »), un important fournisseur d'infrastructure de monnaie fiduciaire dans le secteur des actifs numériques, pour une contrepartie en trésorerie de 290,6 M\$, y compris 40,6 M\$ au titre du fonds de roulement et des ajustements de clôture. Les ajustements de clôture s'expliquent principalement par le solde de trésorerie de 52,8 M\$ détenu par Simplex à la clôture de l'acquisition. Simplex fournit l'infrastructure permettant aux clients utilisant des cartes de crédit et de débit d'acheter ou de vendre (c.-à-d. des capacités de chargement et de déchargement) des actifs numériques, notamment, au 31 décembre 2021, 109 cryptomonnaies, des jetons non fongibles, et peut prendre en charge 89 monnaies fiduciaires. Grâce à ses outils exclusifs de gestion des fraudes et des risques qui s'appuient sur une technologie d'intelligence artificielle (IA), Simplex offre à ses clients une garantie « aucuns frais de débit compensatoire », ce qui se traduit par des taux de conversion plus élevés et une plus grande liquidité simplifiant les achats instantanés de monnaie fiduciaire pour les cryptomonnaies, les jetons non fongibles et les fournisseurs de finance décentralisée. Nous avons l'intention d'offrir les capacités de pointe et les solutions améliorées de Simplex à ses commerçants dans tous les marchés verticaux qu'elle cible, en proposant aussi aux clients de Simplex toutes les solutions et capacités de nos produits. De plus, en tant que membre principal du réseau Visa, Simplex est autorisée à émettre des cartes Visa, ce qui permet à ses clients d'accéder quotidiennement à des devises numériques. La direction est d'avis que l'acquisition de Simplex permettra à Nuvei :

- d'étendre nos capacités en ajoutant une simplicité clé en main au processus d'achat et de vente de cryptomonnaies par les consommateurs et de reconversion en monnaie fiduciaire au sein d'un compte d'utilisateur – réduisant finalement la complexité pour les commerçants et les consommateurs;
- d'étendre nos capacités à offrir des solutions de lutte contre le blanchiment d'argent et de connaissance de la clientèle sur mesure, des solutions de garantie des transactions et des services à valeur ajoutée à 190 fournisseurs de liquidités et partenaires;
- de nous fournir une licence d'établissement de monnaie électronique pour offrir des comptes bancaires internationaux aux utilisateurs finaux et aux marchands, ce qui ouvre la voie à des opportunités comme la banque en tant que services.

Paymentez LLC

Le 1^{er} septembre 2021, nous avons acquis Paymentez LLC (« Paymentez »), un important fournisseur de solutions de paiement en Amérique latine, pour une contrepartie en trésorerie de 24,5 M\$. Paymentez propose une vaste gamme de solutions de paiement aux commerçants et aux institutions financières, y compris des options de passerelle, de marque blanche, d'acquisition de cartes et de cartes prépayées. Paymentez appuie les marchés verticaux à forte croissance du commerce électronique, notamment les secteurs des jeux en ligne, des plateformes de livraison, de l'accessibilité, du transport et du sport, ainsi que d'autres secteurs en Amérique latine. Paymentez offre une connectivité directe dans onze pays, grâce à l'acquisition locale dans neuf pays (Mexique, Équateur, Venezuela, Colombie, Brésil, Pérou, Argentine, Uruguay et Chili), et prend en charge plus de 80 modes de paiement locaux et MPA, notamment le virement bancaire, les portefeuilles électroniques, le réseau de paiement instantané ainsi que les principaux réseaux de paiement en argent comptant, afin de fournir une plateforme de paiement locale complète à plus de 4 000 commerçants de la région.

Inscription à la cote du Nasdaq

Le 8 octobre 2021, nous avons réalisé l'inscription de Nuvei au Nasdaq, aux États-Unis, en procédant à l'émission d'un total de 3,45 millions d'actions à droit de vote subordonné (ce qui comprend l'exercice intégral par les preneurs fermes de leur option de surallocation), au prix de 123,14 \$ par action à droit de vote subordonné, pour un produit brut total d'environ 424,8 M\$. Dans le cadre de ce placement, nos actions à droit de vote subordonné ont commencé à se négocier en dollars américains sur le Nasdaq sous le symbole « NVEI ». Le 13 octobre 2021, à la suite de l'inscription des actions au Nasdaq, nous avons volontairement radié de la cote notre symbole en dollars américains « NVEI.U » de la TSX. Nos actions à droit de vote subordonné continuent de se négocier à la TSX en dollars canadiens sous le symbole « NVEI ».

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 7 mars 2022, le conseil a approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat aux fins d'annulation d'un maximum de 6 617 416 actions à droit de vote subordonné, représentant environ 10 % du « flottant » de la société (tel qu'il est défini dans le Guide à l'intention des sociétés de la TSX) des actions à droit de vote subordonné au 28 février 2022. La société est autorisée à effectuer des rachats aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de la période allant du 10 mars 2022 au 9 mars 2023, conformément aux exigences de la TSX et du Nasdaq et aux lois sur les valeurs mobilières applicables.

Répercussions de la COVID-19 sur notre exploitation

En mars 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré que l'épidémie de COVID-19 était une pandémie. Devant cette situation, de nombreux gouvernements, États, villes et autres régions géographiques ont mis en place des mesures de prévention ou de protection, notamment les interdictions et les restrictions concernant les voyages, la fermeture temporaire d'entreprises, la mise en quarantaine ou l'ordre de rester à domicile ou de confinement total. La pandémie de COVID-19 a perturbé l'économie et mis des pressions sans précédent sur les gouvernements, les réseaux de soins de santé publics, les entreprises et les particuliers du monde entier.

La propagation de la COVID-19 nous a obligés à modifier nos pratiques commerciales afin de tenter de réduire au minimum le risque d'infection chez nos employés, nos partenaires, nos marchands et leurs clients, ainsi que dans les collectivités où nous sommes présents. En réaction à la pandémie de COVID-19, nous avons adopté une approche axée sur les personnes, en accordant la priorité à la santé et à la sécurité de nos employés et des collectivités locales et en permettant rapidement à nos employés de faire du télétravail, en mettant en place des restrictions de voyage pour toutes les activités non essentielles et en modifiant les événements de la société pour qu'ils soient exclusivement virtuels. La pandémie de COVID-19 n'a pas entraîné de licenciements ni de chômage technique. Nous avons mis en œuvre notre plan de continuité des activités, qui englobe la gestion du portefeuille de commerçants (examen et surveillance renforcés des commerçants des secteurs les plus touchés, modification du processus de facturation qui passe de mensuel à quotidien) et la gestion de la chaîne d'approvisionnement (intervention visant à assurer la continuité du service ou de l'approvisionnement, négociations de rabais s'il y a lieu). L'incidence négative de la pandémie de COVID-19 à ce jour sur nos activités et les résultats présentés dans nos états financiers consolidés a été limitée grâce à notre forte présence dans le commerce électronique^{a)} (représentant environ 86 % du volume total au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021), ce qui a permis d'atténuer toute incidence négative de la pandémie sur nos activités.

L'incertitude persiste quant à la gravité, à l'ampleur et à la durée de la pandémie de COVID-19, y compris l'apparition de nouveaux variants tels que le Delta ou l'Omicron, et à la capacité à contrôler la recrudescence des cas dans le monde entier, ce qui complique l'évaluation de l'incidence future sur nos employés, nos partenaires, nos commerçants et leurs clients, les marchés finaux que nous servons et l'effet qui en résulte sur notre entreprise et nos activités, à court et à long terme. L'importance de la pandémie de COVID-19 pour nos activités et son incidence continue sur celles-ci dépendront de certains facteurs futurs, y compris les suivants : la durée de la pandémie et la propagation du virus; les réponses des gouvernements à la pandémie; des retards dans le déploiement de la vaccination; l'efficacité des vaccins contre le virus et ses mutations; les répercussions sur nos clients et sur nos cycles de vente; les répercussions sur les événements touchant les clients, le secteur ou les employés; l'incidence sur les activités économiques et le commerce national et international; et les répercussions sur nos partenaires, nos marchands et leurs clients, les fournisseurs de services tiers, les consommateurs et les chaînes d'approvisionnement, lesquels développements sont tous incertains et ne peuvent être prévus. Par conséquent, il existe un niveau d'incertitude plus élevé en ce qui concerne les jugements, les hypothèses et les estimations de la direction. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques liés à nos activités et au secteur – La pandémie de COVID-19 qui sévit actuellement, y compris l'incertitude économique mondiale qui en découle et les mesures prises en réponse à la pandémie, a et devrait continuer d'avoir une incidence défavorable sur nos activités ainsi que sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation futurs, et cette incidence défavorable pourrait être importante » de notre notice annuelle, pour plus de détails sur la façon dont la COVID-19 pourrait avoir une incidence sur nos résultats futurs.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Nos états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board. Dans le présent rapport de gestion, il est fait référence à des mesures financières non conformes aux IFRS, à des ratios financiers non conformes aux IFRS et à des mesures financières supplémentaires, à savoir le BAIIA ajusté, les produits des activités ordinaires générés en interne, la croissance interne des produits des activités ordinaires, le bénéfice net ajusté le bénéfice net ajusté de base, par action, le bénéfice net ajusté dilué par action, les flux de trésorerie disponibles, le volume total et le volume de commerce électronique. Ces mesures ne sont pas des mesures reconnues par les IFRS et n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS; par conséquent, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures sont plutôt fournies à titre d'information supplémentaire destinée à compléter les mesures établies conformément aux IFRS en vue de favoriser une meilleure compréhension de nos résultats d'exploitation de notre point de vue. Ces mesures ne doivent donc pas être prises en considération isolément ni être considérées comme pouvant remplacer, aux fins d'analyse, l'information financière de la société établie conformément aux IFRS. Ces mesures sont présentées afin de fournir aux investisseurs des informations supplémentaires permettant d'évaluer notre rendement d'exploitation et elles font donc ressortir des tendances de nos principales activités que les mesures conformes aux IFRS seules ne permettraient pas nécessairement de faire ressortir. Nous croyons également que les analystes financiers, les investisseurs et les autres parties intéressées ont fréquemment recours à ces mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières pour évaluer les émetteurs. Nous utilisons également ces mesures afin de faciliter les comparaisons de rendement d'une période à l'autre, de préparer les budgets d'exploitation et prévisions annuels et d'établir les composantes de la rémunération de la direction. Nous estimons que ces mesures sont des mesures supplémentaires importantes de notre rendement, du fait principalement que ces mesures, tout comme d'autres mesures similaires, sont communément utilisées par les parties prenantes du secteur des technologies de paiement pour évaluer le rendement d'exploitation sous-jacent d'une société.

Mesures financières non conformes aux IFRS

BAIIA ajusté : Nous utilisons le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement d'exploitation, en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie. Le BAIIA ajusté est défini comme étant le bénéfice net (la perte nette) avant les charges financières, les produits financiers, la dotation aux amortissements, la charge d'impôt sur le résultat, les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et les indemnités de départ, les paiements fondés sur des actions et les cotisations sociales connexes, la perte (le profit) de change et les règlements juridiques et autres.

Produits des activités ordinaires générés en interne : Nous utilisons les produits des activités ordinaires générés en interne pour évaluer le rendement. Cette mesure aide à donner un aperçu de la croissance interne et de la croissance liée aux acquisitions et présente des informations utiles sur la croissance des produits des activités ordinaires comparables. Les produits des activités ordinaires générés en interne désignent les produits des activités ordinaires compte non tenu des produits des activités ordinaires attribuables aux entreprises acquises pendant une période de 12 mois suivant leur acquisition et compte non tenu des produits des activités ordinaires attribuables aux entreprises cédées.

Dans les périodes précédentes, nous présentions des mesures non conformes aux IFRS différentes pour les produits ajustés. Alors que nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition et que nous nous alignons sur celle d'autres sociétés de notre secteur, nous sommes d'avis que les produits des activités ordinaires générés en interne et la croissance interne des produits des activités ordinaires sont des moyens utiles pour évaluer notre rendement et pour fournir un éclairage sur la croissance interne et celle liée aux acquisitions. Étant donné que notre activité d'acquisition s'est intensifiée au cours des dernières périodes, nous croyons que ces mesures fournissent de l'information plus utile sur la croissance comparable pour la période.

Bénéfice net ajusté : Nous utilisons le bénéfice net ajusté comme indicateur du rendement et de la rentabilité des activités dans le cadre de notre structure fiscale et de notre structure du capital actuelles. Le bénéfice net ajusté est défini comme étant le bénéfice net (la perte nette) avant les coûts d'acquisition, les coûts d'intégration et les indemnités de départ, les paiements fondés sur des actions et les cotisations sociales connexes, la perte (le profit) de change, l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et la charge ou le produit d'impôt se rapportant à ces éléments. Le bénéfice net ajusté exclut également la variation de la valeur de rachat des actions ordinaires et privilégiées classées à titre de passifs et l'amortissement accéléré des coûts de transaction différés et des règlements juridiques et autres.

Flux de trésorerie disponibles : Nous utilisons les flux de trésorerie disponibles comme indicateur supplémentaire de notre rendement d'exploitation. Les flux de trésorerie disponibles sont définis comme étant, pour toute période, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement.

Ratios financiers non conformes aux IFRS

Bénéfice net ajusté de base et dilué par action : Nous utilisons le bénéfice net ajusté de base et dilué par action comme indicateur du rendement et de la rentabilité de nos activités par action. Le bénéfice net ajusté de base et dilué par action correspond au bénéfice net ajusté diminué du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle, divisé par le nombre moyen pondéré de base et dilué d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le nombre d'attributions fondées sur des actions utilisé dans le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation pour calculer le bénéfice net ajusté par action dilué est déterminé à l'aide de la méthode du rachat d'actions conformément aux IFRS.

Croissance interne des produits des activités ordinaires : La croissance interne des produits des activités ordinaires s'entend de la variation des produits des activités ordinaires générés en interne d'un exercice à l'autre, divisée par les produits des activités ordinaires générés en interne de la période précédente. Nous utilisons la croissance interne des produits des activités ordinaires pour évaluer les tendances des produits dans notre entreprise sur une base comparable par rapport à l'exercice précédent.

Mesures financières supplémentaires

Nous surveillons les indicateurs de rendement clés suivants pour nous aider à évaluer notre entreprise, à mesurer notre rendement, à reconnaître les tendances qui influencent nos activités, à formuler des plans d'affaires et à prendre des décisions stratégiques. Nos indicateurs de rendement clés peuvent être calculés d'une manière qui diffère des indicateurs de rendement clés similaires utilisés par d'autres sociétés.

Volume total et volume de commerce électronique : Nous sommes d'avis que le volume total et le volume de commerce électronique sont des indicateurs du rendement de notre entreprise. Le volume total et d'autres mesures similaires sont communément utilisés par les parties prenantes du secteur des paiements pour évaluer le rendement d'une société. Nous définissons le volume total comme la valeur totale en dollars des transactions traitées au cours de la période par les commerçants en vertu d'un accord contractuel conclu avec nous. Le volume du commerce électronique s'entend de la portion du volume total pour laquelle la transaction n'a pas eu lieu dans un emplacement physique. Le volume total et le volume de commerce électronique ne représentent pas les produits que nous avons gagnés. Le volume total comprend le volume d'acquisition, qui suppose des mouvements de fonds dans le cycle des transactions de règlement, et le volume lié à nos services technologiques et de passerelle, qui suppose la prestation de ces services sans mouvements de fonds dans le cycle des transactions de règlement, ainsi que la valeur totale en dollars des transactions traitées au titre des méthodes de paiement alternatives et des paiements. Étant donné que nos produits des activités ordinaires se composent principalement des produits tirés du volume de ventes et des services de transaction générés par les ventes quotidiennes des commerçants et par divers services à valeur ajoutée fournis aux commerçants, une fluctuation du volume total aura généralement des effets sur nos produits des activités ordinaires.

Rapprochement du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie disponibles avec le bénéfice net (la perte nette) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA ajusté et des flux de trésorerie disponibles avec le bénéfice net (la perte nette) et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2021 \$	2020 \$	2021 \$	2020 \$
(en milliers de dollars américains)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	64 972	45 783	266 857	94 752
Ajustements pour tenir compte des éléments suivants :				
Amortissement des immobilisations corporelles	(1 535)	(979)	(5 811)	(5 121)
Amortissement des immobilisations incorporelles	(24 403)	(17 430)	(85 017)	(64 552)
Amortissement des actifs sur contrat	(595)	(417)	(2 180)	(2 114)
Paiements fondés sur des actions	(32 935)	(3 200)	(53 180)	(10 407)
Charges financières nettes	(4 451)	(1 237)	(14 020)	(153 664)
Perte (profit) de change	2 486	(1 029)	513	(18 918)
Perte de valeur sur cession d'une filiale	-	-	-	(338)
Charge d'impôt	(7 535)	892	(24 916)	(3 087)
Réduction des stocks à la valeur de réalisation nette	-	(513)	-	(513)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(6 218)	(4 432)	(21 604)	2 281
Intérêts payés	4 792	1 495	14 351	43 788
Impôt payé	17 761	3 644	32 052	14 223
Bénéfice net (perte nette)	12 339	22 577	107 045	(103 670)
Charges financières	5 001	2 494	16 879	159 091
Produits financiers	(550)	(1 257)	(2 859)	(5 427)
Dotations aux amortissements	25 938	18 410	90 828	69 673
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7 535	(892)	24 916	3 087
Coûts d'acquisition et d'intégration et indemnités de départ ^{a)}	8 773	4 673	25 831	9 970
Paiements fondés sur des actions et cotisations sociales connexes ^{b)}	34 674	3 200	54 919	10 407
Perte (profit) de change	(2 486)	1 029	(513)	18 918
Règlements juridiques et autres ^{c)}	230	1 079	188	933
BAIIA ajusté	91 454	51 313	317 234	162 982
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(9 642)	(5 572)	(27 169)	(17 843)
Flux de trésorerie disponibles	81 812	45 741	290 065	145 139

a) Ces charges se rapportent :

- i) aux honoraires de professionnels, aux frais juridiques, aux frais de consultation, aux frais comptables ainsi qu'aux autres frais liés à nos activités d'acquisition et de financement. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, ces charges se sont élevées respectivement à 4,3 M\$ et à 14,7 M\$ (5,7 M\$ et 10,9 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020). Ces charges sont présentées au poste « Honoraires de professionnels » sous les « Frais de vente et charges générales et administratives »;
- ii) à la rémunération liée aux acquisitions. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, ces charges ont été de 4,5 M\$ et de 10,8 M\$ (0,1 M\$ et 0,8 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020). Ces charges sont présentées au poste rémunération des employés des frais de vente et charges générales et administratives;
- iii) à la variation de la contrepartie d'achat différée relative aux entreprises acquises antérieurement. Aucun montant n'a été comptabilisé en 2021. Des profits de 1,2 M\$ et de 2,5 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces montants sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives;
- iv) aux indemnités de départ et aux coûts d'intégration, qui ont été négligeables pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 (0,1 M\$ et 0,7 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020). Ces coûts sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives.

b) Ces charges représentent des charges comptabilisées relativement à des options sur actions et à d'autres attributions faites dans le cadre de régimes d'attributions fondées sur des actions, ainsi que les cotisations sociales connexes qui sont directement attribuables aux paiements fondés sur des actions. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, les charges se composent des paiements fondés sur des actions sans effet de trésorerie de 32,9 M\$ et de 53,2 M\$ (3,2 M\$ et 10,4 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020), ainsi que de charges en trésorerie au titre des cotisations sociales connexes de 1,7 M\$ (néant en 2020).

c) Ce poste représente principalement des règlements juridiques et des coûts juridiques connexes, ainsi que des profits, des pertes et des provisions hors trésorerie et certains autres coûts. Ces charges sont présentées dans les frais de vente et charges générales et administratives.

Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, le BAIIA ajusté s'est établi respectivement à 91,5 M\$ et à 317,2 M\$, ce qui dépasse la limite supérieure de nos perspectives financières précédemment publiées de 86 M\$ à 90 M\$ et de 312 M\$ à 316 M\$, du fait principalement du fort volume et des produits des activités ordinaires élevés.

Rapprochement des produits des activités ordinaires générés en interne et de la croissance interne des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires

Le tableau suivant présente un rapprochement des produits des activités ordinaires avec les produits des activités ordinaires générés en interne et la croissance interne des produits des activités ordinaires pour les périodes indiquées :

	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2021 \$	2020 \$	2021 \$	2020 \$
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Produits des activités ordinaires	211 875	115 907	724 526	376 226
Ajustements pour tenir compte des entreprises acquises ou cédées ^{a)}	(32 740)	–	(123 659)	(2 524)
Produits des activités ordinaires générés en interne	179 135	115 907	600 867	373 702
Croissance des produits des activités ordinaires	83 %		93 %	
Croissance interne des produits des activités ordinaires	55 %		61 %	

a) Nous avons acquis Smart2Pay Technology & Services B.V. le 2 novembre 2020, Base Commerce le 1^{er} janvier 2021, Mazooma le 3 août 2021, ainsi que Simplex et Paymentez le 1^{er} septembre 2021. En mai 2020, nous avons cédé CreditGuard.

Rapprochement du bénéfice net ajusté et du bénéfice net ajusté par action de base et par action dilué avec le bénéfice net (la perte nette)

Le tableau qui suit présente un rapprochement du bénéfice net ajusté avec le bénéfice net (la perte nette) pour les périodes indiquées :

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2021 \$	2020 \$	2021 \$	2020 \$
Bénéfice net (perte nette)	12 339	22 577	107 045	(103 670)
Variation de la valeur de rachat des actions ordinaires et privilégiées classées à titre de passifs ^{a)}	—	—	—	76 438
Amortissement accéléré des frais de transaction différés	—	—	—	24 491
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ^{b)}	22 828	16 008	78 979	59 219
Coûts d'acquisition et d'intégration et indemnités de départ ^{c)}	8 773	4 673	25 831	9 970
Paiements fondés sur des actions et cotisations sociales connexes ^{d)}	34 674	3 200	54 919	10 407
Perte (profit) de change	(2 486)	1 029	(513)	18 918
Règlements juridiques et autres ^{e)}	230	1 079	188	933
Ajustements	64 019	25 989	159 404	200 376
Charge d'impôt sur le résultat liée aux ajustements ^{f)}	(5 784)	(2 074)	(17 867)	(7 720)
Bénéfice net ajusté	70 574	46 492	248 582	88 986
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	(1 531)	(851)	(4 752)	(2 560)
Bénéfice net ajusté attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société	69 043	45 641	243 830	86 426
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation				
De base	142 698 569	135 837 128	139 729 116	98 681 060
Dilué	147 640 841	139 929 183	144 441 502	101 576 193
Bénéfice net ajusté par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société^{s)}				
De base	0,48	0,34	1,75	0,88
Dilué	0,47	0,33	1,69	0,85

a) Ce poste représente la variation de la valeur de rachat des actions classées à titre de passifs avant notre inscription à la TSX. Dans le cadre de l'inscription à la TSX, ces actions ont été converties en actions à droit de vote subordonné classées dans les capitaux propres. Ces charges sont incluses dans les charges financières.

b) Ce poste a trait à la dotation aux amortissements comptabilisée à l'égard des immobilisations incorporelles par suite du processus d'ajustement du coût d'achat lié aux sociétés et aux entreprises acquises et d'un changement de contrôle de la société.

c) Ces charges se rapportent :

i) aux honoraires de professionnels, aux frais juridiques, aux frais de consultation, aux frais comptables ainsi qu'aux autres frais liés à nos activités d'acquisition et de financement. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, ces frais se sont élevés respectivement à 4,3 M\$ et à 14,7 M\$ (5,7 M\$ et 10,9 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020). Ces charges sont présentées au poste « Honoraires de professionnels » sous les « Frais de vente et charges générales et administratives »;

ii) à la rémunération liée aux acquisitions. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, ces frais ont été de 4,5 M\$ et de 10,8 M\$ (0,1 M\$ et 0,8 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020). Ces charges sont présentées au poste rémunération des employés des frais de vente et charges générales et administratives;

iii) à la variation de la contrepartie d'achat différée relative aux entreprises acquises antérieurement. Aucun montant n'a été comptabilisé en 2021. Des profits de 1,2 M\$ et de 2,5 M\$ ont été comptabilisés pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces montants sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives;

iv) aux indemnités de départ et aux coûts d'intégration, qui ont été négligeables pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021 (0,1 M\$ et 0,7 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020). Ces coûts sont présentés dans les frais de vente et charges générales et administratives.

d) Ces charges représentent des charges comptabilisées relativement à des options sur actions et à d'autres attributions faites dans le cadre de régimes d'attributions fondées sur des actions, ainsi que les cotisations sociales connexes qui sont directement attribuables aux paiements fondés sur des actions. Pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2021, les charges se composent de paiements fondés sur des actions sans effet de trésorerie de 32,9 M\$ et de 53,2 M\$ (3,2 M\$ et 10,4 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2020), ainsi que de charges de trésorerie au titre des cotisations sociales connexes de 1,7 M\$ (néant en 2020).

e) Ce poste représente principalement des règlements juridiques et des coûts juridiques connexes, ainsi que des profits, des pertes et des provisions hors trésorerie et certains autres coûts. Ces charges sont présentées dans les frais de vente et charges générales et administratives.

f) Ce poste représente la charge d'impôt sur le résultat sur les ajustements imposables au moyen du taux d'impôt de la juridiction applicable.

- g) Le nombre d'attributions fondées sur des actions utilisé dans le nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation pour calculer le bénéfice net ajusté par action dilué est déterminé à l'aide de la méthode du rachat d'actions conformément aux IFRS.

Sommaire des facteurs qui influencent notre rendement

Nous pensons que la croissance et le succès futurs de notre entreprise dépendent de nombreux facteurs, notamment ceux qui sont décrits ci-dessous. Si chacun de ces facteurs présente des possibilités importantes pour notre entreprise, ils posent également des défis importants, dont certains sont abordés ci-dessous ainsi qu'à la rubrique « Risques liés à nos activités et au secteur » de notre notice annuelle, et dans nos autres documents déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, qui peuvent tous être consultés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov.

Croissance grâce à nos clients actuels. Notre succès est directement lié à celui de nos clients. Nous nous concentrons sur les marchés à forte croissance dans les domaines du commerce électronique et du commerce mobile et prévoyons de croître parallèlement à nos clients actuels, à mesure qu'ils percent de nouveaux marchés au sein de marchés finaux sélectionnés à forte croissance notamment dans la vente au détail en ligne, les places de marché en ligne, les biens et services numériques, les jeux en ligne réglementés, les jeux sociaux, les services financiers et les voyages. La majeure partie de notre volume total provient des clients du commerce électronique et du commerce mobile, qui représentaient 86 % de notre volume total pour la période de 12 mois close le 31 décembre 2021. Les principales caractéristiques de ces marchés verticaux sont la croissance inhérente, la longévité et la propension à exercer des activités à l'échelle mondiale.

En outre, nos clients actuels nous offrent une occasion importante de vente croisée et de vente incitative de biens et de services, avec des dépenses supplémentaires réduites liées à la vente et au marketing. À mesure que nos clients augmentent leur volume d'activités, nous pouvons proposer davantage de solutions à partir de notre propre plateforme commerciale. La croissance de nos produits ainsi que l'atteinte et le maintien de la rentabilité dépendent de notre capacité à maintenir les relations avec les clients existants et à continuer de les encourager à utiliser notre suite complète de solutions.

Acquisition de nouveaux clients. La croissance de nos produits des activités ordinaires dépendra aussi largement de l'efficacité de nos efforts de vente et de marketing. Nous disposons d'une expérience importante en matière de vente et de marketing, après avoir conclu des ententes de services avec des PME en Amérique du Nord et de grandes entreprises en Europe. Nous avons l'intention de tirer parti de cette expérience et d'élargir notre bassin de clients en ciblant les grandes entreprises en Amérique du Nord et en mettant l'accent sur les canaux du commerce électronique et du commerce mobile. La clé du succès en ce qui a trait à l'expansion de notre bassin de clients est l'investissement continu dans notre équipe de vente directe et l'exploitation de notre réseau étendu et diversifié de partenaires de distribution.

Expansion dans des régions à l'échelle internationale. Nous comptons également étendre et approfondir notre présence dans les zones géographiques où nous commençons actuellement à exercer nos activités, comme l'Asie-Pacifique et l'Amérique latine. Notre expansion a également été motivée par les besoins de nos clients. Pour chaque nouveau pays où nous cherchons à prendre de l'expansion, nous nous concentrons sur la compréhension des besoins du marché local et investissons pour établir des relations, tout en acquérant une compréhension des cadres réglementaires et de conformité locaux appropriés. Nous pensons que cela contribuera à notre stratégie de croissance qui consiste à obtenir une présence et une connectivité mondiales sur tous les marchés ciblés.

Investissement dans notre technologie et notre portefeuille de produits. Nous croyons que notre culture de technologie à l'avant-plan nous permet d'améliorer notre offre afin de demeurer aux premiers rangs de l'innovation en matière de services de paiement. Plus précisément, notre plateforme commerciale nous permet de fournir des solutions de paiement complètes et ainsi d'offrir une expérience de transactions pratique et sécurisée à nos clients et à leurs clients. Il est nécessaire d'investir davantage dans cette plateforme afin d'élargir

et de tenir notre portefeuille de services destinés aux clients à jour sur le plan technologique. Il est également essentiel de maintenir une collaboration étroite avec nos clients au moyen d'une communication permanente et de boucles de rétroaction, car cela permet de mieux concevoir et de fournir des solutions qui répondent à leurs besoins spécifiques et changeants.

Maintien et renforcement de nos relations avec les banques acquéreuses. Nous avons établi des relations solides avec des banques acquéreuses en Amérique du Nord. C'est en maintenant ou en développant ces relations, et grâce à une collaboration étroite visant le maintien de procédures adéquates de suivi du profil de risque de notre bassin de clients, que nous pourrions mettre en œuvre nos stratégies de croissance.

Adaptation aux changements réglementaires. En raison de la nature de notre offre de produits et de services, nous devons respecter des régimes de réglementation stricts dans les pays où nous exerçons nos activités. Nos équipes d'exploitation connaissent parfaitement les différentes exigences réglementaires. Au fur et à mesure que la réglementation évoluera ou que nous pénétrerons de nouveaux marchés où les exigences réglementaires sont différentes, nous continuerons d'améliorer et de modifier, au besoin, nos capacités sur le plan de la conformité, comme nos capacités en matière de souscription, de gestion des risques, d'identification des clients et de lutte contre le blanchiment d'argent, de manière aussi transparente que possible, afin de réduire au minimum les perturbations sur les activités de nos clients.

Réussite des acquisitions récentes et futures. Nous avons l'intention d'accroître nos capacités et notre croissance interne au moyen d'acquisitions stratégiques et tactiques. Il est essentiel pour notre succès de continuer à faire preuve d'une grande discipline pour intégrer dans notre société les acquisitions récentes, comme celles de Base Commerce, de Mazooma, de Simplex et de Paymentez, ainsi que les acquisitions futures, de manière à nous permettre de réaliser tout le potentiel de ces acquisitions.

Principaux éléments des résultats d'exploitation

Produits des activités ordinaires

Services de transaction et de traitement offerts aux commerçants. Nos produits tirés des services de transaction et de traitement offerts à nos clients proviennent principalement du commerce électronique et des services de traitement des paiements aux points de vente au détail et découlent des relations établies avec les différents commerçants. De plus, les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement proviennent de contrats conclus avec des institutions financières et d'autres acquéreurs commerçants, dont la durée varie généralement de trois à cinq ans. Les contrats stipulent les types de services et précisent la manière dont les frais seront engagés et calculés. Les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement offerts aux commerçants sont générés par le traitement des transactions de paiement électronique pour le compte des commerçants.

Nos produits tirés des services de transaction et de traitement sont principalement composés a) de frais calculés en fonction d'un pourcentage de la valeur monétaire des transactions traitées; b) de frais calculés en fonction du nombre de transactions traitées; c) de frais de service; ou d) d'une combinaison de ces frais qui sont associés aux services de transaction et de traitement.

Nous présentons les produits des activités ordinaires déduction faite des frais d'interchange perçus par les institutions financières émettrices de cartes et des frais perçus par les réseaux de paiement lorsqu'il est établi que nous agissons en tant que mandataire et n'avons pas la capacité de décider de l'utilisation des services et d'en tirer la quasi-totalité des avantages.

Autres produits des activités ordinaires. Dans le cadre de nos contrats conclus avec nos clients, nous pouvons vendre du matériel (« équipement au point de vente »). Le matériel se compose de terminaux ou de dispositifs de passerelle. Nous ne fabriquons pas de matériel, mais en achetons auprès de fournisseurs tiers et le conservons en stock jusqu'à ce qu'un client l'achète.

Pour plus de précisions sur nos méthodes de comptabilisation des produits des activités ordinaires, se reporter à la note 3 des états financiers consolidés.

Coût des ventes

Coûts de traitement. Les coûts de traitement sont constitués des frais versés aux fournisseurs de services de traitement des paiements. Dans le cas où nous sommes le principal débiteur fournissant des services de traitement des paiements, nous comptabilisons les frais de traitement versés aux fournisseurs de services de traitement comme un coût des ventes. Si nous ne sommes pas le principal débiteur fournissant des services de traitement des paiements, les frais de traitement sont déduits des produits des activités ordinaires inscrits à l'égard de cette transaction et nous ne comptabilisons pas les frais de traitement distincts comme un coût des ventes. Les coûts de traitement incluent également les pertes découlant des solutions de garantie des transactions.

Coût des produits vendus. Le coût des produits vendus se compose principalement des coûts associés à la vente d'équipement au point de vente, comme le coût d'acquisition de l'équipement, y compris le prix d'achat, les dépenses associées à une entreprise tierce chargée de s'occuper des commandes, de l'expédition, de la manutention et des ajustements des stocks.

Frais de vente et charges générales et administratives

Nos frais de vente et charges générales et administratives représentent principalement les montants liés i) aux commissions, ii) à l'amortissement des immobilisations corporelles et à l'amortissement des immobilisations incorporelles et iii) à la rémunération des employés.

Commissions. Les commissions représentent les incitatifs versés à des intermédiaires tiers pour avoir recommandé des commerçants.

Amortissement des immobilisations corporelles. L'amortissement des immobilisations corporelles représente l'amortissement des biens et du matériel, principalement l'équipement aux points de vente, le matériel de bureau, le matériel informatique, le mobilier et les agencements, les améliorations locatives et les actifs au titre de droits d'utilisation relatifs aux bâtiments. Nous calculons l'amortissement des immobilisations corporelles selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif concerné ou sur la durée restante du contrat de location, selon le cas.

Amortissement des immobilisations incorporelles. L'amortissement des immobilisations incorporelles représente l'amortissement des actifs incorporels, qui se composent de logiciels mis au point à l'interne et de logiciels achetés à l'externe qui sont utilisés pour fournir des services de traitement aux clients. Les immobilisations incorporelles comprennent également des marques de commerce, des technologies et les relations avec les partenaires et les commerçants, qui sont acquises par la société. Les immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif concerné.

Rémunération des employés. La rémunération des employés comprend les salaires et les avantages (à l'exclusion des paiements fondés sur des actions, qui sont présentés à part) gagnés par nos employés. La rémunération des employés comprend les coûts liés aux divers services au sein de la société, y compris celui de la technologie, celui des ventes et de la commercialisation et celui de l'exploitation, ainsi que les divers services de soutien des activités commerciales.

Les frais de vente et charges générales et administratives comprennent également les pertes sur transactions, les honoraires de professionnels, les paiements fondés sur des actions, l'ajustement de la contrepartie conditionnelle et d'autres charges.

Nous nous attendons à voir augmenter nos charges générales et administratives, notamment les frais comptables et juridiques, du fait que nous procéderons à des investissements dans notre équipe des ventes et que nous devons engager des coûts de conformité liés au statut de société ouverte inscrite à la cote de deux bourses. Se reporter à la rubrique intitulée « Risques liés à la réglementation » de notre notice annuelle.

Charges financières nettes

Les charges financières nettes représentent essentiellement les montants liés aux éléments suivants :

Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts. Les charges d'intérêts comprennent essentiellement les intérêts payés à l'égard de ce qui suit : i) les emprunts à terme contractés en vertu des facilités de crédit; et ii) la débenture convertible non garantie émise par la société en faveur de certains de ses actionnaires dans le cadre de l'acquisition de SafeCharge, qui ont été partiellement remboursées en décembre 2019, le solde ayant quant à lui été converti en actions ou remboursé au moyen du produit de l'inscription à la TSX en 2020.

Produits d'intérêts sur les avances consenties à des tiers. Depuis l'exercice clos le 31 décembre 2018, nous consentons des avances à une organisation commerciale indépendante tierce. Aux termes des conventions conclues avec l'organisation commerciale indépendante tierce, nous avons acquis les droits aux flux de trésorerie provenant d'un portefeuille de contrats avec des commerçants. Les conventions prévoient des paiements garantis minimaux pour les trois premières années. Au terme de ces trois années, le portefeuille de contrats avec les commerçants est fixe, et les flux de trésorerie ne sont plus garantis. Les montants reçus seront alors imputés à l'état consolidé du résultat net.

Perte (profit) de change

La perte (le profit) de change découle des éléments monétaires qui sont détenus par la société ou ses filiales dans une monnaie différente de sa monnaie fonctionnelle. Ces éléments sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au moyen des cours de change en vigueur à la date des transactions ou, lorsque les éléments sont réévalués, à la date de clôture. Les profits et pertes en résultant qui sont comptabilisés par la suite sont classés à titre de perte (profit) de change.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés en résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les autres éléments du résultat global.

Résultats d'exploitation

Le tableau qui suit présente de l'information tirée de nos états consolidés du résultat net et du résultat global pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2021 \$	2020 \$	2021 \$	2020 \$
Produits des activités ordinaires	211 875	115 907	724 526	376 226
Coût des ventes	49 115	23 519	147 755	69 255
Marge brute	162 760	92 388	576 771	306 971
Frais de vente et charges générales et administratives	140 921	68 437	431 303	234 972
Bénéfice d'exploitation	21 839	23 951	145 468	71 999
Produits financiers	(550)	(1 257)	(2 859)	(5 427)
Charges financières	5 001	2 494	16 879	159 091
Charges financières nettes	4 451	1 237	14 020	153 664
Perte (profit) de change	(2 486)	1 029	(513)	18 918
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	19 874	21 685	131 961	(100 583)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7 535	(892)	24 916	3 087
Bénéfice net (perte nette)	12 339	22 577	107 045	(103 670)
Autres éléments du résultat global				
Établissements à l'étranger – écart de conversion	(10 920)	18 394	(31 031)	32 855
Résultat global	1 419	40 971	76 014	(70 815)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux éléments suivants :				
Porteurs d'actions ordinaires de la société	10 808	21 726	102 293	(106 230)
Participation ne donnant pas le contrôle	1 531	851	4 752	2 560
	12 339	22 577	107 045	(103 670)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation^{a)}				
De base	142 698 569	135 837 128	139 729 116	98 681 060
Dilué	147 640 841	139 929 183	144 441 502	98 681 060
Bénéfice net (perte nette) par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société				
De base	0,08	0,16	0,73	(1,08)
Dilué	0,07	0,16	0,71	(1,08)

a) Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation avant l'inscription à la cote de la TSX a été ajusté pour tenir compte de la restructuration mentionnée à la note 14 des états financiers consolidés.

Le tableau qui suit présente sommairement nos produits des activités ordinaires par région en fonction du lieu de facturation du commerçant pour les trimestres et les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 décembre		Variation		Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021	2020			2021	2020		
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Produits des activités ordinaires								
Amérique du Nord	76 229	52 001	24 228	47 %	301 257	183 803	117 454	64 %
Europe, Moyen-Orient et Afrique	127 856	58 884	68 972	117 %	394 758	176 771	217 987	123 %
Amérique latine	6 404	3 315	3 089	93 %	22 841	10 771	12 070	112 %
Asie-Pacifique	1 386	1 707	(321)	(19) %	5 670	4 881	789	16 %
	211 875	115 907	95 968	83 %	724 526	376 226	348 300	93 %

Résultats d'exploitation pour les trimestres clos les 31 décembre 2021 et 2020

Produits des activités ordinaires

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 décembre		Variation	
	2021	2020		%
	\$	\$	\$	%
Produits des activités ordinaires	211 875	115 907	95 968	83

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 96,0 M\$, ou 83 %, comparativement à ceux inscrits pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. La hausse des produits des activités ordinaires s'explique principalement par la croissance interne qui a découlé surtout de la hausse du volume de commerce électronique et, dans une moindre mesure, par nos acquisitions. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la croissance interne des produits des activités ordinaires a été de 55 %. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ». Les produits des activités ordinaires du trimestre clos le 31 décembre 2021 ont également dépassé la limite supérieure des perspectives financières communiquées précédemment de 204 M\$ à 210 M\$ en raison principalement d'une combinaison de volume plus favorable que prévu.

Le volume total a augmenté de 17,6 G\$, ou 127 %, passant de 13,9 G\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020 à 31,5 G\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021. Le volume total du trimestre clos le 31 décembre 2021 a été plus élevé que la limite supérieure des perspectives financières communiquées précédemment de 25,5 G\$ à 26,5 G\$, en partie en raison de certains gains importants réalisés récemment dans les secteurs des services gouvernementaux et des services de bienfaisance, qui ont également tendance à afficher un volume plus élevé au quatrième trimestre.

Coût des ventes

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 décembre		Variation	
	2021	2020		%
	\$	\$	\$	%
Coût des ventes	49 115	23 519	25 596	109
En pourcentage des produits des activités ordinaires	23,2 %	20,3 %		

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, le coût des ventes a augmenté de 25,6 M\$, ou 109 %, comparativement à celui inscrit pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, en raison surtout de la hausse des coûts de traitement.

L'augmentation des coûts de traitement est principalement attribuable à la croissance interne du volume total à la prise en compte des entreprises acquises. Le coût des ventes en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté pour s'établir à 23,2 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, en comparaison de 20,3 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, du fait essentiellement que le coût des ventes de Smart2Pay et de Simplex est plus élevé que celui associé aux activités de Nuvei, en raison des coûts liés au modèle de service de ses commerçants.

Frais de vente et charges générales et administratives

	Trimestres clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Frais de vente et charges générales et administratives				
Commissions	28 423	18 103	10 320	57
Dotation aux amortissements	25 938	18 410	7 528	41
Rémunération des employés	35 164	14 662	20 502	140
Honoraires de professionnels	8 036	8 054	(18)	—
Paiements fondés sur des actions	32 935	3 200	29 735	n. s.
Autres	10 425	6 008	4 417	74
	140 921	68 437	72 484	106

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 72,5 M\$, ou 106 %, comparativement à ceux inscrits pour le trimestre clos le 31 décembre 2020, en raison essentiellement des éléments suivants :

Commissions. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la charge liée aux commissions a augmenté de 10,3 M\$, ou 57 %, par rapport à celle inscrite pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. L'augmentation est surtout attribuable à l'acquisition de Base Commerce réalisée en janvier 2021 et à l'accroissement du volume et des produits des activités ordinaires découlant de la croissance interne et fondés sur des commissions.

Dotation aux amortissements. L'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 ont augmenté de 7,5 M\$, ou 41 %, par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux technologies et aux relations avec les partenaires et les commerçants découlant des acquisitions réalisées par la société.

Rémunération des employés. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, la rémunération des employés a augmenté de 20,5 M\$, ou 140 %, par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2020. La rémunération des employés comprend les coûts liés aux divers services au sein de la société, y compris celui des technologies, celui des ventes et de la commercialisation, celui des ressources humaines et celui de l'administration. Cette hausse enregistrée d'un exercice à l'autre reflète surtout une augmentation des effectifs attribuable à la croissance interne et à celle liée aux acquisitions, y compris ceux des ventes directes et de la gestion de comptes, afin de stimuler la croissance future et de mettre en œuvre notre stratégie. Nos acquisitions ont entraîné également une augmentation des effectifs, de la rémunération des employés et de la rémunération liée aux acquisitions. En 2021, dans le cadre des acquisitions, nous avons conclu des accords de rémunération pour le maintien en poste et les services futurs, qui ont entraîné la comptabilisation de charges de 4,5 M\$ au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021. La rémunération des employés a également augmenté en raison des cotisations sociales liées à l'exercice des options sur actions.

Honoraires de professionnels. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les honoraires de professionnels sont demeurés relativement inchangés par rapport à ceux du trimestre clos le 31 décembre 2020.

Paiements fondés sur des actions. Les paiements fondés sur des actions ont augmenté de 29,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 par rapport au trimestre clos le 31 décembre 2020, en raison principalement des attributions accordées aux employés qui se sont joints à la société par suite des acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre et des autres attributions aux employés.

Autres. Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les autres charges ont augmenté de 4,4 M\$ par rapport à celles inscrites pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cette augmentation s'explique principalement par l'accroissement des dépenses liées aux technologies de l'information et des frais d'assurance liés aux administrateurs et dirigeants.

Charges financières nettes

	Trimestres clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Produits financiers				
Intérêts sur les avances consenties à des tiers et produit d'intérêts	(550)	(1 257)	707	56
Charges financières				
Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts	4 920	2 091	2 829	135
Autres	81	403	(322)	(80)
Charges financières nettes	4 451	1 237	3 214	260

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, les charges financières nettes ont augmenté de 3,2 M\$ par rapport à celles inscrites pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. L'augmentation découle essentiellement des éléments suivants :

Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts. L'augmentation de 2,8 M\$ est principalement attribuable à une hausse du solde de la dette résultant du nouveau financement lié aux acquisitions d'entreprises réalisées en 2021.

Perte (profit) de change

	Trimestres clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Perte (profit) de change	(2 486)	1 029	(3 515)	n. s.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2021, le profit de change s'est établi à 2,5 M\$, contre une perte de change de 1,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2020. Cela s'explique principalement par l'exposition au risque de change liée à la dette libellée en dollars américains et à la trésorerie détenues par notre filiale canadienne.

Impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Charge d'impôt	7 535	(892)	8 427	n. s.

Une charge d'impôt de 7,5 M\$ a été inscrite pour le trimestre clos le 31 décembre 2021 sur un résultat avant impôt de 19,9 M\$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 37,9 % pour la période. Le fait que le taux d'imposition effectif soit supérieur au taux d'imposition prévu par la loi s'explique principalement par les paiements fondés sur des actions de 32,9 M\$ comptabilisés au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 qui ne sont pas déductibles aux fins de l'impôt dans certains territoires.

Résultats d'exploitation pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

Produits des activités ordinaires

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
Produits des activités ordinaires	724 526	376 226	348 300	93 %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 348,3 M\$, ou 93 %, par rapport à ceux inscrits pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation des produits des activités ordinaires s'explique essentiellement par la hausse du volume de commerce électronique ainsi que par la croissance du volume des paiements avec carte en raison d'un environnement d'exploitation plus favorable en 2021 qu'en 2020, exercice au cours duquel la fréquentation des magasins a reflété l'incidence négative des fermetures liées à COVID-19. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la croissance interne des produits des activités ordinaires a été de 61 %. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ». Nos acquisitions en 2021 ainsi que la prise en compte des produits des activités ordinaires de Smart2Pay pour un exercice complet ont également contribué à l'augmentation.

Le volume total a augmenté de 52,4 G\$, ou 121 %, passant de 43,2 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 à 95,6 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Coût des ventes

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
Coût des ventes	147 755	69 255	78 500	113 %
En pourcentage des produits des activités ordinaires	20,4 %	18,4 %		

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le coût des ventes a augmenté de 78,5 M\$, ou 113 %, comparativement à celui inscrit pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, en raison d'une hausse de 79,2 M\$ des coûts de traitement, en partie contrebalancée par une baisse de 0,7 M\$ du coût des produits vendus.

L'augmentation des coûts de traitement est principalement attribuable à la croissance interne du volume total et à la prise en compte du coût des ventes de Smart2Pay pour un exercice complet, ainsi qu'aux entreprises acquises en 2021. Le coût des ventes en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté pour s'établir à 20,4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en comparaison de 18,4 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, du fait surtout que le coût des ventes de Smart2Pay est plus élevé que celui associé aux activités de Nuvei, en raison des coûts liés au modèle de service de ses commerçants.

Frais de vente et charges générales et administratives

(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
Frais de vente et charges générales et administratives				
Commissions	125 531	67 410	58 121	86
Dotation aux amortissements	90 828	69 673	21 155	30
Rémunération des employés	109 798	57 509	52 289	91
Honoraires de professionnels	24 532	15 493	9 039	58
Paiements fondés sur des actions	53 180	10 407	42 773	411
Autres	27 434	14 480	12 954	89
	431 303	234 972	196 331	84

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les frais de vente et charges générales et administratives ont augmenté de 196,3 M\$, ou 84 %, comparativement à ceux inscrits pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, en raison essentiellement des éléments suivants :

Commissions. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la charge liée aux commissions a augmenté de 58,1 M\$, ou 86 %, par rapport à celle inscrite pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation est attribuable à l'acquisition de Base Commerce, en janvier 2021, ainsi qu'à l'accroissement du volume et des produits des activités ordinaires découlant de la croissance interne et fondés sur des commissions.

Dotation aux amortissements. L'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont augmenté de 21,2 M\$, ou 30 %, par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Cette hausse est principalement attribuable à une augmentation de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux technologies et aux relations avec les partenaires et les commerçants découlant des acquisitions que nous avons réalisées en 2020 et en 2021.

Rémunération des employés. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, la rémunération des employés a augmenté de 52,3 M\$, ou 91 %, par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2020. La rémunération des employés comprend les coûts liés aux divers services au sein de la société, y compris celui des technologies, celui des ventes et de la commercialisation, celui des ressources humaines et celui de l'administration. Cette hausse reflète surtout une augmentation des effectifs, y compris les investissements dans les ventes directes et la gestion de comptes, afin de stimuler la croissance future et de mettre en œuvre notre stratégie. La prise en compte des entreprises acquises a entraîné également une augmentation des effectifs, de la rémunération des employés et de la rémunération liée aux acquisitions. En 2021, et dans le cadre des acquisitions, nous avons conclu des accords de rémunération pour le maintien en poste et les services futurs, ce qui a donné lieu à la comptabilisation de charges de 10,8 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Honoraires de professionnels. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les honoraires de professionnels ont augmenté de 9,0 M\$, ou 58 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation découle essentiellement des activités d'acquisition, y compris les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration des entreprises acquises en 2021.

Paiements fondés sur des actions. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les paiements fondés sur des actions ont augmenté de 42,8 M\$ par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2020, en raison principalement des attributions accordées aux employés qui se sont joints à la société par suite des acquisitions réalisées au cours du troisième trimestre et des autres attributions aux employés. L'augmentation découle également des options, des unités d'actions de négociation restreinte et des unités d'actions liées à la performance attribuées en 2021 et de l'incidence, pour un exercice complet, des options attribuées aux termes du régime incitatif général de la société (le « régime général ») parallèlement à l'inscription à la cote de la TSX.

Autres. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les autres charges ont augmenté de 13,0 M\$ par rapport à celles inscrites pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, en raison principalement de la hausse des dépenses liées aux technologies de l'information et des frais liés à l'assurance responsabilité des administrateurs et dirigeants en 2021. Un ajustement favorable de 2,5 M\$ de la contrepartie conditionnelle a également été comptabilisé dans la période comparative.

Charges financières nettes

	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Produits financiers				
Intérêts sur les avances consenties à des tiers	(2 859)	(5 427)	2 568	47
Charges financières				
Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts et les débetures non garanties	16 380	57 527	(41 147)	(72)
Variation du montant de rachat des actions	—	76 438	(76 438)	(100)
Perte sur modification de la dette et remboursement anticipé	—	24 491	(24 491)	(100)
Autres	499	635	(136)	(21)
Charges financières nettes	14 020	153 664	(139 644)	(91)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les charges financières nettes ont diminué de 139,6 M\$ par rapport à celles inscrites pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. La diminution découle essentiellement des éléments suivants :

Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts et les débetures non garanties. La diminution de 41,1 M\$ est principalement attribuable à une baisse de 25,6 M\$ des charges d'intérêts liées aux facilités de prêt et emprunts et à une baisse de 15,5 M\$ des charges d'intérêts liées aux débetures non garanties. Cela s'explique principalement par le remboursement accéléré des facilités de prêt et emprunts et des débetures non garanties en septembre 2020 à la suite de l'inscription à la TSX, ainsi que par la baisse des taux d'intérêt négociés au titre des facilités de crédit modifiées et mises à jour.

Variation du montant de rachat des actions. La diminution de 76,4 M\$ est principalement attribuable à la réévaluation des actions ordinaires de catégorie A classées à titre de passifs en 2020. Dans le cadre de l'inscription à la TSX, ces actions ont été converties en actions à droit de vote subordonné classées dans les capitaux propres. Pour un complément d'information, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés.

Perte sur modification de la dette et remboursement anticipé. L'amortissement accéléré des frais de financement différés a été comptabilisé au cours de la période précédente en raison principalement du remboursement anticipé des facilités de prêt et emprunts qui a suivi l'inscription à la cote de la TSX en 2020.

Perte (profit) de change

	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Perte (profit) de change	(513)	18 918	(19 431)	n. s.

Un profit de change de 0,5 M\$ a été inscrit pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, en comparaison d'une perte de change de 18,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Cela s'explique principalement par la réduction de l'exposition au risque de change à la suite du remboursement accéléré de notre dette libellée en dollars américains de notre filiale canadienne en septembre 2020.

Impôt sur le résultat

	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021 \$	2020 \$	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)				
Impôt sur le résultat	24 916	3 087	21 829	n. s.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge d'impôt de 24,9 M\$ a été inscrite à l'égard d'un bénéfice avant impôt sur le résultat de 132,0 M\$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 18,9 % pour la période.

Principales données annuelles

	Aux 31 décembre et pour les exercices clos à ces dates		
	2021 \$	2020 \$	2019 \$
(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)			
Produits des activités ordinaires	724 526	376 226	245 816
Bénéfice net (perte nette)	107 045	(103 670)	(69 465)
Bénéfice net (perte nette) de base par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société ^{a)}	0,73	(1,08)	(1,15)
Bénéfice net (perte nette) dilué(e) par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société ^{a)}	0,71	(1,08)	(1,15)
Total de l'actif	3 455 470	2 247 769	1 558 772
Total des passifs non courants	576 855	264 490	849 039

a) Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation avant l'inscription à la cote de la TSX a été ajusté pour tenir compte de la restructuration mentionnée à la note 14 des états financiers consolidés.

Comparaison entre l'exercice clos le 31 décembre 2021 et l'exercice clos le 31 décembre 2020

Produits des activités ordinaires

Se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation » du rapport de gestion pour obtenir plus de précisions sur les variations des produits des activités ordinaires et du résultat net entre l'exercice 2020 et l'exercice 2021.

Total de l'actif

Le total de l'actif a augmenté de 1 207,7 M\$, ou 54 %, du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de 567,9 M\$ de la trésorerie découlant du produit de l'inscription à la cote du Nasdaq et des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. L'augmentation de 277,5 M\$ des fonds distincts, qui s'explique surtout par la hausse du volume total et les acquisitions réalisées en 2021, ainsi que l'augmentation de 156,9 M\$ du goodwill et des immobilisations incorporelles attribuables essentiellement aux acquisitions réalisées en 2021, ont également contribué à l'augmentation du total de l'actif.

Les fonds distincts représentent les montants détenus dans des comptes bancaires distincts, qui sont détenus pour le compte de commerçants lorsque la société se trouve dans la composante des mouvements de fonds du cycle des transactions de règlement. Un passif correspondant (le montant à payer à des commerçants) est comptabilisé au titre des montants devant être versés aux commerçants. Les comptes bancaires distincts sont détenus auprès de nos banques et sont distincts des fonds d'exploitation. Les fonds distincts et les montants à payer à des commerçants sont radiés quand la transaction est réglée.

Total des passifs non courants

Le total des passifs non courants a augmenté de 312,4 M\$, ou 118 %, du 31 décembre 2020 au 31 décembre 2021, en raison principalement de l'emprunt de 300 M\$ contracté en vertu de la facilité d'emprunt à terme modifiée le 18 juin 2021 pour financer en partie les acquisitions de Mazooma, de Simplex et de Paymentez au troisième trimestre de 2021.

Comparaison entre l'exercice clos le 31 décembre 2020 et l'exercice clos le 31 décembre 2019

Produits des activités ordinaires

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les produits des activités ordinaires ont augmenté de 130,4 M\$, ou 53 %, par rapport à ceux inscrits pour l'exercice clos le 31 décembre 2019. L'augmentation s'explique par des acquisitions (l'acquisition de SafeCharge en août 2019 et l'acquisition de Smart2Pay en novembre 2020) ainsi que par la croissance interne.

Le volume total a augmenté de 18,6 G\$, ou 76 %, passant de 24,6 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 à 43,2 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Total de l'actif

Le total de l'actif a augmenté de 689,0 M\$ du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation de 242,8 M\$ des fonds distincts liée à la hausse du volume total, au calendrier et à la prise en compte de Smart2Pay, par l'augmentation de 317,2 M\$ du goodwill et des immobilisations incorporelles attribuable à l'acquisition de Smart2Pay, ainsi que par l'augmentation de 120,7 M\$ de la trésorerie.

Total des passifs non courants

Le total des passifs non courants a diminué de 584,5 M\$ du 31 décembre 2019 au 31 décembre 2020. Cette baisse est attribuable essentiellement à la diminution de 509,4 M\$ des facilités de prêt et emprunts et à la baisse de 109 M\$ des débetures convertibles non garanties. Dans le cadre de l'inscription à la cote de la TSX, nous avons remboursé par anticipation 615,6 M\$ du capital des facilités de prêt et emprunts et 93,4 M\$ du capital des débetures. Au trimestre clos le 31 décembre 2020, nous avons apporté des modifications à notre facilité de crédit modifiée et mise à jour en vue de contracter d'autres emprunts à terme de 110 M\$ afin de financer en partie l'acquisition de Smart2Pay et l'acquisition de Base Commerce.

Sommaire des résultats trimestriels et analyse des tendances

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 déc. 2021 \$	30 sept. 2021 \$	30 juin 2021 \$	31 mars 2021 \$	31 déc. 2020 \$	30 sept. 2020 \$	30 juin 2020 \$	31 mars 2020 \$
Produits des activités ordinaires	211 875	183 932	178 239	150 480	115 907	93 755	83 325	83 239
Coût des ventes	49 115	38 332	33 124	27 184	23 519	17 007	13 561	15 168
Marge brute	162 760	145 600	145 115	123 296	92 388	76 748	69 764	68 071
Frais de vente et charges générales et administratives	140 921	106 076	95 870	88 436	68 437	60 776	50 893	54 866
Bénéfice d'exploitation	21 839	39 524	49 245	34 860	23 951	15 972	18 871	13 205
Produits financiers	(550)	(538)	(912)	(859)	(1 257)	(1 375)	(1 449)	(1 346)
Charges financières	5 001	5 131	3 432	3 315	2 494	101 255	24 083	31 259
Charges financières nettes	4 451	4 593	2 520	2 456	1 237	99 880	22 634	29 913
Perte (profit) de change	(2 486)	727	1 691	(445)	1 029	(9 544)	(18 286)	45 719
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	19 874	34 204	45 034	32 849	21 685	(74 364)	14 523	(62 427)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	7 535	6 202	6 120	5 059	(892)	3 505	558	(84)
Bénéfice net (perte nette)	12 339	28 002	38 914	27 790	22 577	(77 869)	13 965	(62 343)
Bénéfice net (perte nette) par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société								
De base	0,08	0,19	0,27	0,19	0,16	(0,88)	0,16	(0,74)
Dilué	0,07	0,19	0,26	0,19	0,16	(0,88)	0,15	(0,74)
BAIIA ajusté^{a)}	91 454	80 943	79 375	65 462	51 313	40 991	37 390	33 288
Bénéfice net ajusté^{a)}	70 574	62 341	64 506	51 161	46 492	16 455	16 259	9 780
Bénéfice net ajusté par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société^{a)}								
De base	0,48	0,44	0,46	0,36	0,34	0,18	0,18	0,11
Dilué	0,47	0,42	0,44	0,35	0,33	0,17	0,18	0,11

a) Ces montants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Analyse des tendances trimestrielles

L'augmentation trimestrielle des produits des activités ordinaires et du coût des ventes est principalement attribuable à la croissance interne du volume total et aux acquisitions (Smart2Pay en novembre 2020, Base Commerce en janvier 2021, Mazooma en août 2021, ainsi que Simplex et Paymentez en septembre 2021).

L'augmentation trimestrielle des frais de vente et charges générales et administratives est surtout attribuable à la croissance interne, aux acquisitions et à l'augmentation des paiements fondés sur des actions qui se sont accrus en raison de l'acquisition accélérée des droits sous-jacents aux options sur actions attribuées aux termes de l'ancien régime d'options sur actions et des options attribuées aux termes du Régime général dans le cadre de l'inscription de la société à la TSX en septembre 2020, ainsi qu'aux options, aux UALP et aux UAR attribuées en 2021.

La diminution du bénéfice d'exploitation et du bénéfice net enregistrée au cours du trimestre clos le 31 décembre 2021 est principalement attribuable à l'augmentation de la charge de rémunération fondée sur des actions, en raison surtout des attributions accordées aux employés qui se sont joints à la société par suite des acquisitions réalisées au cours de l'exercice et des autres attributions aux employés, ainsi qu'à l'augmentation des coûts d'acquisition et d'intégration découlant de la réalisation de trois acquisitions au cours du troisième trimestre de 2021, alors que nous poursuivons la mise en œuvre de notre stratégie d'acquisition. Les dépenses plus élevées ont été partiellement compensées par la hausse de la marge brute au cours de la même période.

Situation de trésorerie et sources de financement

Aperçu

Notre situation financière et nos liquidités sont et seront influencées par divers facteurs, notamment les suivants :

- Notre capacité à générer des flux de trésorerie à partir de nos activités;
- Le niveau de notre dette existante et les intérêts que nous devons payer sur cette dette;
- Nos besoins en matière de dépenses d'investissement.

Les objectifs généraux de notre stratégie de gestion du capital sont de veiller à disposer de liquidités suffisantes pour poursuivre notre stratégie de croissance interne et procéder à des acquisitions sélectives, tout en maintenant un profil de crédit solide et une structure du capital qui maintient le ratio d'endettement total dans les limites fixées dans le cadre des facilités de crédit.

Nos principales sources de financement sont les liquidités provenant des activités d'exploitation, du financement par emprunts et par titres de capitaux propres. Nos principaux besoins en matière de liquidités comprennent l'investissement dans les acquisitions sélectives ainsi que nos produits et nos technologies, de même que les charges d'exploitation, les frais de vente et charges générales et administratives et le service de la dette.

Nos capitaux permanents se composent de la dette nette et des capitaux propres. La dette nette comprend la dette portant intérêt diminuée de la trésorerie. Nous employons le capital pour financer les acquisitions d'entreprises, les besoins du fonds de roulement et les dépenses d'investissement. Nous finançons ces besoins au moyen des flux de trésorerie générés à l'interne et des fonds que nous prélevons sur nos facilités de crédit à long terme ou au moyen de financements par titres de capitaux propres.

La principale mesure que nous employons pour surveiller notre levier financier est notre ratio de levier financier total, défini comme étant le ratio de l'encours de la dette nette consolidée (correspondant à la dette à long terme moins les liquidités non soumise à restrictions) sur le BAIIA ajusté consolidé, calculé conformément aux modalités de la convention de crédit liée à notre facilité de crédit. Aux termes de notre facilité de crédit, nous devons conserver un ratio de levier financier total inférieur ou égal à 7,5 : 1,00 pour la période considérée, le ratio diminuant annuellement chaque 1^{er} octobre, jusqu'à ce qu'il s'établisse à 6,50 : 1,00 pour la période postérieure au 30 septembre 2023. Au 31 décembre 2021, la société se conformait à cette exigence.

Nous estimons que les liquidités disponibles de la société, les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation, les facilités de prêt et emprunts qui lui ont été consentis seront suffisants pour financer nos charges d'exploitation et ses dépenses d'investissement projetées pour au moins les 12 prochains mois.

Facilités de crédit et activités de financement en 2021

Le 18 juin 2021, nous avons renégocié les modalités de notre facilité de crédit afin de réduire le taux d'intérêt et d'augmenter la capacité totale de financement disponible aux termes de la facilité, pour la faire passer de 212 M\$ à 512 M\$, sous la forme d'emprunts à terme, et pour la porter de 100 M\$ à 350 M\$, sous la forme d'une facilité renouvelable. L'encours de capital de l'emprunt à terme sera payable trimestriellement au taux annuel de 1,00 % et le solde résiduel sera payable à l'échéance, laquelle est demeurée la même, soit le 28 septembre 2025. L'échéance de la facilité renouvelable a été prolongée de un an, soit jusqu'au 28 septembre 2024. Aucun changement n'a été fait aux garanties et aux clauses restrictives de l'entente de facilité de crédit. Parallèlement à la conclusion de l'entente modifiée, nous avons prélevé 300 M\$ sur la facilité d'emprunt à terme modifiée, afin de financer une partie des acquisitions de Mazooma, de Simplex et de Paymentez.

Le 28 septembre 2021, nous avons renégocié les modalités de notre facilité de crédit afin d'augmenter la capacité totale de financement disponible aux termes de la facilité de crédit renouvelable, pour la faire passer de 350 M\$ à 385 M\$. En plus des fonds en caisse, au 31 décembre 2021, cette facilité de crédit était inutilisée et pouvait servir à financer les besoins courants en fonds de roulement.

Au 31 décembre 2021, nous avons des lettres de crédit émises totalisant 46,1 M\$ (30,1 M\$ au 31 décembre 2020).

Prospectus préalable de base

Le 7 décembre 2020, nous avons déposé un prospectus préalable de base simplifié auprès des autorités en valeurs mobilières de chaque province et territoire du Canada. Le prospectus préalable de base a permis à Nuvei et à certains de nos porteurs de titres de rendre admissible le placement par voie de prospectus au Canada et aux États-Unis, d'un maximum de 850 M\$ d'actions à droit de vote subordonné, d'actions privilégiées, de titres d'emprunt, de bons de souscription, de reçus de souscription, d'unités ou de toute combinaison de ceux-ci pendant la période de 25 mois durant laquelle le prospectus préalable de base est en vigueur. Le 20 mai 2021, nous avons modifié son prospectus préalable de base simplifié afin d'augmenter le montant global disponible aux termes du prospectus préalable de base pour le porter de 850 M\$ à 1 800 M\$. Le 4 octobre 2021, nous avons déposé un formulaire F-10 afin de permettre la vente d'actions à droit de vote subordonné, d'actions privilégiées, de titres d'emprunt, de bons de souscription, de reçus de souscription, d'unités ou de toute combinaison de ceux-ci, aux États-Unis. Le montant disponible aux termes du prospectus préalable de base a été réduit du montant des transactions décrites ci-après.

Le 24 mars 2021, nous avons réalisé un placement secondaire par voie de prise ferme par des fonds gérés par Novacap Management Inc., Whiskey Papa Fox Inc. (société de portefeuille contrôlée par Philip Fayer, notre fondateur, président du conseil et chef de la direction), CDP Investissements Inc. (filiale en propriété exclusive de la Caisse de dépôt et placement du Québec), et David Schwartz, notre chef des finances, d'un total de 9 169 387 actions à droit de vote subordonné, au prix d'achat de 60,22 \$ l'action à droit de vote subordonné, pour un produit brut total revenant aux actionnaires vendeurs d'environ 552 M\$. Le 7 juin 2021, nous avons réalisé un autre placement secondaire par voie de prise ferme par des fonds gérés par Novacap Management Inc., Whiskey Papa Fox Inc., CDP Investissements Inc., ainsi que trois membres de notre équipe de direction, d'un total de 7 165 378 actions à droit de vote subordonné, au prix d'achat de 69,78 \$ l'action à droit de vote subordonné, pour un produit brut total revenant aux actionnaires vendeurs d'environ 500 M\$. Ces placements ont entraîné la conversion de 15 833 188 actions à droit de vote multiple de la société (les « actions à droit de vote multiple ») en actions à droit de vote subordonné à raison de une pour une et n'ont eu aucune incidence sur la situation de trésorerie et les ressources en capital de la société.

Le 3 août 2021, dans le cadre de notre acquisition de Mazooma, nous avons émis 138 522 actions à droit de vote subordonné à l'intention des vendeurs, à titre de contrepartie pour environ 24 % du prix d'acquisition.

Inscription à la cote du Nasdaq

Le 8 octobre 2021, nous avons réalisé notre inscription au Nasdaq, aux États-Unis, en procédant à l'émission d'un total de 3,45 millions d'actions à droit de vote subordonné (ce qui comprend l'exercice intégral par les preneurs fermes de leur option de surallocation), au prix de 123,14 \$ par action à droit de vote subordonné, pour un produit brut total d'environ 424,8 M\$. Dans le cadre de ce placement, nos actions à droit de vote subordonné ont commencé à se négocier en dollars américains sur le Nasdaq sous le symbole « NVEI ». Le 13 octobre 2021, à la suite de l'inscription des actions au Nasdaq, nous avons volontairement radié de la cote notre symbole en dollars américains « NVEI.U » de la TSX. Nos actions à droit de vote subordonné continuent de se négocier à la TSX en dollars canadiens sous le symbole « NVEI ».

Le produit net de 408,2 M\$ reçu dans le cadre de notre inscription au Nasdaq demeure disponible en date du 31 décembre 2021.

Débetures convertibles non garanties à payer à des actionnaires

En août 2019, des débetures convertibles non garanties ont été émises par la société à l'égard de certains actionnaires. Le produit net de l'inscription à la TSX a été utilisé pour rembourser en entier le montant de capital, le solde de l'escompte d'émission initial et les intérêts courus sur les débetures convertibles non garanties à payer à des actionnaires d'un montant de 93,4 M\$. Dans le cadre de l'inscription à la TSX en septembre 2020, un montant de 30,2 M\$ en capital et en intérêts courus sur les débetures convertibles non garanties a été converti en actions ordinaires de catégorie A de la société.

Flux de trésorerie

	Exercices clos les 31 décembre		Variation	
	2021	2020	\$	%
(en milliers de dollars américains, sauf les pourcentages)	\$	\$	\$	%
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) :				
Activités d'exploitation.	266 857	94 752	172 105	182
Activités d'investissement	(395 108)	(58 617)	(336 491)	n. s.
Activités de financement	706 075	82 702	623 373	n. s.
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie	(9 970)	1 813	(11 783)	n. s.
Augmentation nette de la trésorerie	567 854	120 650	447 204	371
Trésorerie à l'ouverture de la période	180 722	60 072	120 650	201
Trésorerie à la clôture de la période	748 576	180 722	567 854	314

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les activités d'exploitation ont généré des entrées de trésorerie de 266,9 M\$, comparativement à 94,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. L'augmentation est essentiellement attribuable à la croissance des activités et, dans une moindre mesure, à nos acquisitions. Les intérêts payés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ont diminué de 29,4 M\$ par rapport à l'exercice 2020, ce qui s'explique par le remboursement partiel de la dette à l'aide du produit tiré de l'inscription à la cote de la TSX en septembre 2020 ainsi que par les taux d'intérêt inférieurs négociés dans le cadre de la facilité de crédit modifiée et mise à jour. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la hausse de l'impôt sur le résultat payé de 17,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 par rapport à l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, des flux de trésorerie de 395,1 M\$ ont été affectés aux activités d'investissement, ce qui s'explique principalement par la contrepartie en trésorerie versée pour nos acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, des flux de trésorerie de 58,6 M\$ ont été affectés aux activités d'investissement, ce qui s'explique principalement par la contrepartie en trésorerie de 67,5 M\$ versée pour l'acquisition de Smart2Pay, déduction faite de la trésorerie acquise.

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de 706,1 M\$, qui proviennent essentiellement du produit des prêts et emprunts et de notre inscription à la cote du Nasdaq. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, les flux de trésorerie provenant des activités de financement reflètent surtout le remboursement net de facilités de prêt et emprunts, ainsi que le produit tiré de l'inscription à la cote de la TSX en septembre 2020.

Obligations et engagements contractuels

Nous avons des obligations et engagements contractuels comportant diverses dates d'échéance. Nos obligations et engagements contractuels au 31 décembre 2021, y compris les paiements d'intérêts estimatifs, sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

(en milliers de dollars américains)	Flux de trésorerie contractuels			
	Total \$	Moins de un an \$	De un an à cinq ans \$	Plus de cinq ans \$
Dettes fournisseurs et autres obligations (exclusion faite de la taxe de vente)	91 490	91 490	—	—
Montant à payer à des commerçants	720 874	720 874	—	—
Facilités de crédit	557 591	20 402	537 189	—
Obligations locatives	11 258	3 290	6 078	1 890
Autres passifs	16 540	12 317	4 223	—
Engagements contractuels	3 899	1 098	2 801	—
	1 401 652	849 471	550 291	1 890
Fonds distincts	(720 874)	(720 874)	—	—
	680 778	128 597	550 291	1 890

Arrangements non comptabilisés

Nous n'avons aucun arrangement non comptabilisé. De temps à autre, nous pourrions avoir une responsabilité éventuelle dans le cadre de litiges et de réclamations survenant dans le cours normal des activités.

Transactions entre parties liées et rémunération de la haute direction

Nous n'avons conclu aucune transaction avec des parties liées hormis celles présentées à la note 23 de nos états financiers consolidés, qui sont les suivantes :

Transactions avec les principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants se compose de ce qui suit :

(en milliers de dollars américains)	Trimestres clos les 31 décembre		Exercices clos les 31 décembre	
	2021 \$	2020 \$	2021 \$	2020 \$
Salaires et avantages du personnel à court terme	1 854	1 534	5 861	4 369
Paiements fondés sur des actions	15 442	449	23 895	5 955
	17 296	1 983	29 756	10 324

Attributions du chef de la direction

Dans le cadre de notre inscription à la cote du Nasdaq, nous avons accordé à Philip Fayer, fondateur, président du conseil et chef de la direction de la société, des attributions spéciales consistant en 665 000 unités d'actions liées à la performance (« UALP ») et 2 200 000 options permettant d'acquérir des actions à droit de vote subordonné conformément à notre régime général. Ces attributions ont été accordées en reconnaissance du rôle déterminant de M. Fayer dans les réalisations de la société ainsi que de l'incidence potentielle considérable qu'il devrait avoir sur l'atteinte des objectifs stratégiques et d'affaires de la société à l'avenir. Ces attributions sont également conçues pour fournir des mesures incitatives de maintien en poste sur plusieurs années et pour aligner la stratégie de la société et la réalisation des objectifs d'affaires et d'exploitation sur la création de valeur à long terme pour les actionnaires.

L'acquisition des droits sous-jacents aux UALP et aux options est assujettie à une condition d'acquisition des droits fondée sur la performance et à une condition d'acquisition des droits fondée sur le temps.

Les droits sous-jacents aux UALP seront acquis par tranches égales de 33,33 % par année sur une période de trois ans, sous réserve du maintien en poste et de l'atteinte d'un taux de rendement soutenu et significatif du cours de l'action avant le 31 décembre 2024 (augmentation de 50 % par rapport au cours de base de 123,14 \$ au Nasdaq pendant 45 jours de bourse consécutifs). Les droits sous-jacents aux options sur actions seront acquis par tranches égales de 25 % par année sur une période de quatre ans, sous réserve du maintien en poste et de l'atteinte d'un taux de rendement soutenu et significatif du cours de l'action avant le sixième anniversaire de la date d'attribution (augmentation respective de 100 % et de 200 % pour chaque tranche attribuée par rapport au prix d'exercice de 123,14 \$ au Nasdaq pendant 45 jours de bourse consécutifs).

Autres transactions entre parties liées

(en milliers de dollars américains)		Trimestres clos les		Exercices clos les	
		31 décembre		31 décembre	
		2021	2020	2021	2020
		\$	\$	\$	\$
Charges – Voyages	i)	34	489	305	1 907
Débetures convertibles non garanties à payer à des actionnaires	ii)	—	—	—	15 503
		34	489	305	17 410

i) Dans le cours normal des activités, nous recevons des services d'une entreprise détenue par un actionnaire de la société. Les services reçus consistent en des services de voyages.

ii) En août 2019, la société a émis des débetures convertibles non garanties à certains actionnaires. Dans le cadre de l'inscription à la cote de la TSX en septembre 2020, des débetures convertibles non garanties d'un montant de 30 180 \$, capital et intérêts courus, ont été converties en actions ordinaires de catégorie A de la société, et le solde a été remboursé au moyen du produit en trésorerie de l'inscription à la cote de la TSX.

Instruments financiers et autres instruments

Dans le cours normal de ses activités commerciales, nous sommes exposés à divers risques liés au marché qui échappent à notre contrôle, comme les fluctuations des cours de change et des taux d'intérêt, et qui peuvent nuire à la valeur des actifs et passifs financiers, flux de trésorerie et bénéfices futurs de Nuvei. Notre politique relative à ces risques liés au marché consiste à évaluer la possibilité de subir des pertes et l'ensemble de leurs répercussions, sur une base consolidée, et à atténuer ces risques dans la mesure jugée appropriée (voir la rubrique « Risques liés à nos activités et à notre secteur » de la notice annuelle).

Risque de crédit et risque de concentration

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte financière si un client ou une contrepartie à un instrument financier devait manquer à ses obligations contractuelles. Il découle principalement de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des avances consenties à des tiers, des fonds distincts et des dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Trésorerie et dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements

Le risque de crédit associé à la trésorerie, aux fonds distincts et aux dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements est limité, car ceux-ci sont conservés uniquement auprès de grandes institutions financières dignes de confiance.

Créances clients et autres débiteurs

Nous accordons du crédit à nos clients dans le cours normal de ses activités. Nous évaluons la solvabilité des contreparties concernées au moins à chaque date de clôture, ainsi que dans des circonstances particulières. L'octroi de crédit à nos clients nécessite beaucoup de jugement et repose sur une évaluation de la situation financière et des habitudes de paiement de chaque client. Nous avons établi divers contrôles internes afin d'atténuer le risque de crédit, y compris des limites de crédit et des modalités de paiement qu'elle examine et approuve. Les créances clients dépréciées se rapportent principalement à des clients qui éprouvent des difficultés financières.

Au 31 décembre 2021, il existe une concentration de risque de crédit associée à nos créances sur nos principaux fournisseurs de services de traitement des paiements, qui représentaient environ 37 % (39 % au 31 décembre 2020) des créances clients et autres débiteurs.

Avances consenties à des tiers

Le risque de crédit lié aux avances consenties à des tiers est limité, car les avances sont remboursées par les institutions financières lorsque nous avons droit au paiement aux termes des ententes.

Risque de change

Nous sommes exposés au risque financier lié aux fluctuations des cours de change et à l'instabilité de ces taux. Le risque de change est limité à la partie de nos transactions commerciales libellées en d'autres monnaies que le dollar américain. Les fluctuations des cours de change peuvent entraîner des variations imprévues de nos résultats d'exploitation. Pour l'heure, nous ne concluons pas d'ententes en vue de couvrir notre risque de change.

Environ 54 % de nos produits des activités ordinaires et environ 32 % de nos charges sont libellés en monnaies autres que le dollar américain. Les principales autres devises sont l'euro et la livre sterling, qui ont représenté respectivement 16 % et 11 % de nos produits des activités ordinaires.

Le tableau qui suit indique nos expositions importantes au risque de change découlant des fluctuations des monnaies étrangères, indiquées en dollars américains au 31 décembre 2021 :

(en milliers de dollars américains)	CAD \$	EUR \$	GBP \$	Autres \$	Total \$
Trésorerie	2 265	40 490	9 483	16 934	69 172
Créances clients et autres débiteurs	5 800	6 229	1 530	4 310	17 869
Dettes fournisseurs et autres obligations	(16 463)	(28 979)	(2 261)	(27 885)	(75 588)
Obligations locatives	—	(381)	—	(3 767)	(4 148)
Exposition nette	(8 398)	17 359	8 752	(10 408)	7 305

Une augmentation soudaine et soutenue de 10 % des devises mentionnées ci-dessus par rapport au dollar américain aurait fait varier la valeur des instruments financiers libellés dans ces devises ainsi que les capitaux propres et la perte nette des montants indiqués ci-après. La présente analyse présume que toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurent constantes, et elle fait abstraction de l'incidence des ventes et achats prévus. Une diminution soudaine et soutenue de 10 % des devises par rapport au dollar américain aurait un effet égal mais en sens inverse.

(en milliers de dollars américains)	CAD \$	EUR \$	GBP \$	Autres \$	Total \$
Augmentation (diminution) des capitaux propres et du bénéfice net	(840)	1 736	875	(1 041)	731

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux du marché. Nous ne comptabilisons aucun actif ou passif financier à taux d'intérêt fixe à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les autres facilités de prêt et emprunts portent intérêt à des taux variables, et nous sommes donc exposés au risque de flux de trésorerie découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Selon l'encours des facilités de prêt et emprunts à taux variables, une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait entraîné une diminution de 3 719 \$ du résultat net en 2021 (2 119 \$ en 2020). Une baisse de 100 points de base à la date de clôture n'aurait pas eu d'incidence sur les charges d'intérêts, le taux effectif en vigueur étant le taux plancher de l'accord. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes, plus particulièrement les cours de change.

Risque lié à la juste valeur

Certaines de nos méthodes comptables et de nos obligations d'information nécessitent l'établissement de la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées, aux fins de la comptabilisation ou des informations à fournir, selon les méthodes décrites ci-après.

Lorsque nous établissons la juste valeur, nous utilisons une hiérarchie des justes valeurs fondée sur les niveaux définis ci-dessous :

- a) Niveau 1 : données observables, telles que les prix cotés sur des marchés actifs;
- b) Niveau 2 : données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont directement ou indirectement observables;
- c) Niveau 3 : données non observables basées sur peu ou pas de données existantes sur le marché, exigeant des entités qu'elles établissent leurs propres hypothèses.

Nous avons déterminé que la valeur comptable de nos actifs et de nos passifs financiers courants se rapproche de leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

La juste valeur des passifs non courants à taux d'intérêt variable se rapproche de leur valeur comptable, car les passifs portent intérêt à un taux qui varie en fonction du taux du marché.

La juste valeur de la partie non courante des débetures convertibles non garanties à taux d'intérêt fixe à payer à des actionnaires se rapproche de leur valeur comptable aux dates de clôture.

Se reporter à la note 22 des états financiers consolidés pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Principales méthodes et estimations comptables

L'établissement des états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que nous formulions des estimations, des jugements et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations, les jugements et les hypothèses sont passés en revue régulièrement et reposent sur l'expérience et d'autres facteurs, y compris les attentes à l'égard d'événements futurs dont l'occurrence est jugée raisonnable dans les circonstances. Toute révision des estimations comptables est comptabilisée de manière prospective.

Les jugements critiques posés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus significative sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés comprennent les suivants :

Comptabilisation des produits des activités ordinaires. L'identification des contrats conclus avec des clients qui sont générateurs de produits des activités ordinaires, l'identification des obligations de prestation, la détermination du prix de transaction et de la répartition entre les obligations de prestation identifiées, l'utilisation de la méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires appropriée pour chaque

obligation de prestation et le degré d'avancement des obligations de prestation remplies progressivement constituent les principaux aspects du processus de comptabilisation des produits des activités ordinaires. Ils nécessitent tous le recours au jugement et l'utilisation d'hypothèses. Par ailleurs, nous avons exercé notre jugement pour évaluer si nous agissons pour notre propre compte ou comme mandataire à l'égard de la transaction et des services de traitement.

Détermination de la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables après un regroupement d'entreprises. Nous avons recours à des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans un regroupement d'entreprises, qui sont généralement fondées sur des prévisions relatives à la totalité des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses que nous formulons relativement au rendement futur des actifs connexes et au taux d'actualisation appliqué, hypothèses que poserait un intervenant du marché.

Juste valeur des transactions dont le paiement est fondé sur des actions. Nous avons comptabilisé une charge de rémunération par suite de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en titres de capitaux propres, qui sont évaluées en fonction de la juste valeur des instruments connexes. La juste valeur des options attribuées a été estimée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes. Le taux d'intérêt sans risque est basé sur le rendement d'un titre coupon zéro du gouvernement américain dont la durée à courir jusqu'à l'échéance est égale à la durée de vie prévue de l'option à partir de la date d'attribution. L'hypothèse de volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique moyenne de sociétés comparables pour la période précédant immédiatement l'octroi d'options. Nous ne prévoyons pas verser de dividendes en trésorerie dans un avenir prévisible et, par conséquent, elle utilise un rendement en dividende attendu de zéro dans le modèle d'évaluation des options.

Lorsque nous attribuons une rémunération sous forme de paiements fondés sur des actions assortis de conditions de performance, nous évaluons si ces conditions de performance sont des conditions de marché ou non. Les conditions de marché sont prises en compte dans l'estimation de la juste valeur à la date d'attribution, et cette juste valeur n'est pas révisée par la suite. Pour les conditions non liées au marché, nous estimons le résultat attendu des cibles de performance et révisons ces estimations ainsi que la charge connexe jusqu'à ce que le résultat final soit connu.

Valeur recouvrable du goodwill. Notre test de dépréciation du goodwill est fondé sur les estimations internes de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et se fonde sur des modèles d'évaluation tels que le modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses sur lesquelles nous avons fondé notre calcul de la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent des estimations du volume des ventes, du coût des intrants et des frais de vente et charges générales et administratives, ainsi que des multiples appliqués au BAIIA ajusté prévisionnel. Ces estimations, y compris la méthode utilisée, peuvent avoir une incidence significative sur les valeurs respectives et, ultimement, sur le montant de la perte de valeur du goodwill, le cas échéant.

Provision pour pertes sur les comptes de commerçants. Des litiges surviennent de temps à autre entre un titulaire de carte et un commerçant, principalement lorsqu'un client est insatisfait de la qualité des marchandises ou des services offerts. Ces litiges peuvent ne pas être résolus en faveur du commerçant. Dans de tels cas, le montant de la transaction est remboursé au client par l'institution financière émettrice de la carte, mais nous remboursons ensuite ce montant à l'institution. Nous facturons ensuite au commerçant tout montant remboursé à l'institution financière. Nous sommes donc exposés à un risque de crédit associé au commerçant, puisque nous assumons la responsabilité du remboursement du montant total de la transaction au client du commerçant, même si le commerçant n'a pas les fonds suffisants pour nous rembourser. Une provision pour pertes sur les comptes de commerçants est maintenue afin d'absorber le montant non recouvrable des rejets de débit pour les transactions des commerçants qui ont été traitées précédemment et sur lesquelles des produits ont été comptabilisés. La provision pour pertes sur les comptes de commerçants comprend des provisions spécifiquement réservées aux transactions de commerçants pour lesquelles les pertes peuvent être estimées. Nous évaluons le risque lié à ces transactions et estimons les pertes occasionnées par les transactions litigieuses en nous fondant principalement sur l'expérience et sur d'autres facteurs pertinents. Nous réévaluons la provision pour pertes sur les comptes de commerçants à chaque période afin de nous assurer qu'elle est adéquate.

Valeur recouvrable des soldes d'impôt pour la comptabilisation des actifs d'impôt. Les actifs d'impôt différé reflètent nos estimations quant aux activités d'exploitation des exercices futurs, au moment du renversement des différences temporaires et aux taux d'impôt à la date du renversement, qui pourraient changer en fonction des politiques budgétaires des gouvernements. Nous devons également évaluer s'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôt différé seront réalisés et déterminer s'il est nécessaire d'établir une provision pour moins-value au titre de la totalité ou d'une partie des actifs d'impôt différé.

Nouvelles normes et interprétations comptables non encore entrées en vigueur

Un certain nombre de modifications aux normes existantes publiées par l'IASB ont été appliquées aux fins de l'établissement de nos états financiers consolidés. Aucune des modifications n'a eu une incidence sur nos états financiers consolidés.

Les modifications suivantes ont été adoptées le 1^{er} janvier 2020 :

Modifications des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS

Le 29 mars 2018, l'IASB a publié une version révisée de son *Cadre conceptuel*, qui comprenait les principales améliorations suivantes :

- nouveaux concepts d'évaluation, y compris des facteurs à prendre en considération lors du choix de la méthode d'évaluation;
- nouveaux concepts de présentation et de communication d'informations, notamment quand classer les produits et les charges dans les autres éléments du résultat global;
- nouvelles directives concernant la question de savoir quand supprimer des actifs et des passifs des états financiers;
- mise à jour des définitions d'un actif et d'un passif;
- mise à jour des critères permettant d'inclure les actifs et les passifs dans les états financiers;
- éclaircissements des notions de prudence, d'appréciation, d'incertitude relative à la mesure et de la prééminence de la substance sur la forme.

Définition du terme « entreprise » (modifications d'IFRS 3 Regroupements d'entreprises)

Nous avons adopté des modifications d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, qui visent à clarifier si une acquisition donne lieu à une acquisition d'entreprise ou d'un groupe d'actifs. La définition modifiée d'une entreprise est de portée limitée, indiquant que le processus doit être substantiel, et que les entrées et le processus doivent avoir la capacité de contribuer significativement ensemble à la création de sorties. En outre, la définition de sorties est ramenée au concept de biens et de services à fournir à des clients, alors que la définition précédente mettait l'accent sur des rendements sous forme de dividendes. Les modifications comprennent également un test de concentration de la juste valeur facultatif qui simplifie l'appréciation à porter pour pouvoir conclure si une acquisition donne lieu à une acquisition d'entreprise ou d'un groupe d'actifs.

Définition du terme « significatif » (modifications d'IAS 1 Présentation des états financiers et d'IAS 8 Méthodes comptables, changements dans les estimations comptables et erreurs)

Le 31 octobre 2018, l'IASB a clarifié la définition du terme « significatif ». Aux termes de cette modification, une information est significative si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influence les décisions que les principaux utilisateurs des états financiers à usage général prennent en se fondant sur ces états financiers.

IFRS 16 – Allègements de loyer liés à la COVID-19

Le 28 mai 2020, l'IASB a publié une modification d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui prévoit une mesure de simplification facultative à l'intention des preneurs leur permettant de ne pas évaluer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification de contrat de location.

Les modifications suivantes ont été adoptées le 1^{er} janvier 2021 :

Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2

Nous avons adopté les modifications apportées à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16. Ces modifications prévoient des exemptions temporaires qui tiennent compte des effets sur l'information financière lorsqu'un taux interbancaire offert est remplacé par un taux d'intérêt quasi sans risque. Les modifications prévoient deux exemptions principales qui s'appliquent aux changements apportés en conséquence directe de la réforme et lorsque le changement de taux est fait en conséquence directe de la réforme et sur une base économiquement équivalente :

- Les modifications apportées aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti par suite de la réforme sont reflétées de façon prospective comme une modification du taux d'intérêt effectif de l'instrument plutôt que comme un profit ou une perte immédiat.
- Selon certains critères, les relations de couverture qui sont directement touchées par la réforme pourraient continuer d'appliquer la comptabilité de couverture après la transition au nouveau taux.

Les modifications décrites ci-dessus n'ont eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

Nouvelles normes comptables et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Un certain nombre de modifications aux normes existantes publiées par l'IASB sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur à l'exercice clos le 31 décembre 2021. Nous ne nous attendons pas à ce que ces modifications aient une incidence importante sur nos états financiers consolidés.

Modifications des références au Cadre conceptuel des IFRS

Ces modifications remplacent les références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2010 par des références au Cadre conceptuel de l'information financière de 2018 pour définir ce qui constitue un actif ou un passif dans un regroupement d'entreprises, ajoutent une nouvelle exception selon laquelle, dans le cas de certains actifs et passifs éventuels, IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ou IFRIC 21 *Droits ou taxes* devrait être appliquée, et non le Cadre conceptuel de 2018, et précisent qu'un acquéreur ne doit pas comptabiliser d'actifs éventuels à la date d'acquisition. Les modifications s'appliquent aux regroupements d'entreprises effectués au cours des périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022. L'adoption anticipée est autorisée.

Modifications du classement des passifs

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers* (« les modifications »), afin de préciser les exigences en ce qui concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Plus spécifiquement :

- a) Les modifications précisent que les conditions en place à la clôture de la période de présentation de l'information financière sont celles qui serviront à déterminer si un droit de différer le règlement d'un passif existe;
- b) Les attentes de la direction à l'égard des événements qui surviendront après la date de l'état consolidé de la situation financière, par exemple à savoir si une clause restrictive ne sera pas respectée ou si un règlement anticipé aura lieu, ne sont pas pertinentes;
- c) Les modifications précisent les situations qui sont considérées comme étant un règlement d'un passif.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

Données sur les actions en circulation

Au 4 mars 2022, notre capital-actions autorisé se compose i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subordonné, dont 66 948 547 étaient émises et en circulation, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple, dont 76 064 619 étaient émises et en circulation et iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries, dont aucune n'était en circulation. Les actions à droit de vote subordonné sont des « titres faisant l'objet de restrictions » au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada.

Au 4 mars 2022, 2 558 340 options étaient en cours aux termes de l'ancien régime d'options sur actions de la société daté du 21 septembre 2017 et 6 211 082 options étaient en cours aux termes du régime général de la société. Chaque option peut ou pourrait être exercée pour obtenir une action à droit de vote subordonné.

Au 4 mars 2022, 10 371 unités d'actions différées, 969 336 unités d'actions de négociation restreinte et 1 395 169 unités d'actions liées à la performance étaient en circulation aux termes du régime général de la société.

Facteurs de risque

En plus de tous les autres éléments d'information figurant ailleurs dans le présent rapport de gestion, de même que dans nos états financiers consolidés audités et les notes annexes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les facteurs de risque particuliers qui pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nous ou sur notre entreprise, notre situation financière et nos résultats d'exploitation sont présentés sous la rubrique « Facteurs de risques » dans notre notice annuelle. D'autres risques et incertitudes que nous ne considérons pas actuellement comme étant importants ou dont nous n'avons pas encore connaissance pourraient aussi devenir importants et influencer sur nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation futurs. La matérialisation d'un de ces risques pourrait avoir un effet défavorable important sur nos activités, nos perspectives, notre situation financière, nos résultats d'exploitation ou nos flux de trésorerie.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de l'établissement et du maintien des contrôles et procédures de communication de l'information de la société (tels qu'ils sont définis dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* des autorités canadiennes en valeurs mobilières, ainsi que par la Securities and Exchange Commission des États-Unis (la « Commission ») en vertu de la règle 13a-15(e) de la loi *Exchange Act*) de manière à ce que l'information importante concernant la société, y compris ses filiales consolidées, qui doit être transmise au chef de la direction et au chef des finances par d'autres personnes au sein de la société et que la société doit présenter dans ses documents déposés ou soumis en vertu des lois sur les valeurs mobilières (y compris les lois sur les valeurs mobilières canadienne et la *Exchange Act*) soit i) enregistrée, traitée, condensée et communiquée dans les délais prévus les lois sur les valeurs mobilières (y compris les lois sur les valeurs mobilières canadiennes et les règles et formulaires de la Commission); et ii) recueillie et communiquée à la direction de la société, notamment au chef de la direction et au chef des finances, pour prendre des décisions en temps opportun concernant la communication de l'information. Le chef de la direction et le chef des finances, ainsi que la direction, ont évalué les contrôles et procédures de communication de l'information de la société et conclu qu'ils étaient efficaces au 31 décembre 2021.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles internes à l'égard de l'information financière adéquats (tels qu'ils sont définis dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* des autorités canadiennes en valeurs mobilières), et de l'évaluation de l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Nos contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de la communication de l'information financière et de la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS. Le cadre de contrôle utilisé par le chef de la direction et le chef des finances pour concevoir nos contrôles internes à l'égard de l'information financière est le *Internal Control – Integrated Framework* (2013) publié par le *Committee of Sponsoring Organizations* (COSO) de la Commission Treadway. Le chef de la direction et le chef des finances avec la direction ont évalué notre contrôle interne en matière de communication de l'information financière et conclu qu'il était efficace au 31 décembre 2021.

Changements touchant les contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision, s'il s'est produit ou non, au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2021, des changements dans nos contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ont eu une incidence significative, ou qui sont raisonnablement susceptibles d'avoir une incidence significative, sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière. Aucun changement de cette nature n'a été relevé lors de leur évaluation.

Limitations des contrôles et des procédures

La direction, y compris le chef de la direction et le chef des finances, estime que les contrôles et procédures de communication de l'information ou les contrôles internes à l'égard de l'information financière, quelle que soit leur qualité de conception et de fonctionnement, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs du système de contrôle sont atteints. En outre, la conception d'un système de contrôle doit tenir compte du fait qu'il existe des contraintes en matière de ressources et que les avantages procurés par les contrôles doivent être considérés par rapport à leurs coûts. En raison des limites inhérentes à tous les systèmes de contrôle, ces systèmes ne peuvent pas fournir une assurance absolue que tous les problèmes de contrôle et les cas de fraude, le cas échéant, au sein de la société ont été prévenus ou détectés. Parmi les limites inhérentes, on peut citer le fait que les jugements portés dans le cadre de la prise de décision peuvent être erronés et que des défaillances peuvent se produire à cause de simples erreurs ou fautes. De plus, les contrôles peuvent être contournés par des actes individuels de certaines personnes, par la collusion de deux ou plusieurs personnes ou par la neutralisation non autorisée des contrôles. La conception de tout système de contrôle est également fondée en partie sur certaines hypothèses concernant la probabilité d'événements futurs, et rien ne garantit qu'un système réussira à atteindre ses objectifs dans toutes les conditions futures possibles. Par conséquent, en raison des limites inhérentes à un système de contrôle rentable, des inexactitudes résultant d'une erreur ou d'une fraude peuvent se produire et ne pas être détectées.

Limitation de l'étendue de la conception

L'étendue de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière et des contrôles et procédures de communication de l'information a exclu les contrôles, les politiques et les procédures de Mazooma, qui a été acquise le 3 août 2021, ainsi que de Simplex et de Paymentez, qui ont été acquises le 1^{er} septembre 2021. Sur une base combinée, la contribution de ces entités à nos états consolidés du résultat net et du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 a été d'environ 3 % du total des produits des activités ordinaires. De plus, au 31 décembre 2021, les actifs et les passifs courants de ces entités, sur une base combinée, représentaient environ 5 % et 7 %, respectivement, de nos actifs et passifs courants consolidés, et les actifs non courants combinés de ces entités, qui incluent les immobilisations incorporelles et le goodwill, représentaient environ 18 % de nos actifs non courants consolidés. Les montants comptabilisés pour les actifs acquis et les passifs repris à la date d'acquisition sont décrits dans la note 4 des états financiers consolidés.

Renseignements complémentaires

Des renseignements supplémentaires sur la société, y compris les états financiers consolidés et la notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com et sur EDGAR à l'adresse www.sec.gov.



Corporation Nuvei
États financiers consolidés

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains)

Table des matières

	Pages
Rapport de l'auditeur	
États financiers consolidés	59
États consolidés de la situation financière	59
États consolidés du résultat net et du résultat global	61
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	62
États consolidés des variations des capitaux propres	63
Notes annexes	64
1 Entité publiante	64
2 Base de préparation et de consolidation	64
3 Principales méthodes comptables et nouvelles méthodes comptables	66
4 Regroupements et cessions d'entreprises	82
5 Créances clients et autres débiteurs	87
6 Stocks	87
7 Avances consenties à des tiers	88
8 Immobilisations corporelles	89
9 Immobilisations incorporelles et goodwill	90
10 Dettes fournisseurs et autres créditeurs	92
11 Autres passifs	92
12 Facilités et prêt et emprunts	93
13 Débentures convertibles non garanties à payer à des actionnaires	95
14 Capital-actions	95
15 Produits des activités ordinaires et charges par nature	101
16 Charges financières nettes	102
17 Accords de paiement fondé sur des actions	102
18 Impôt sur le résultat	106
19 Bénéfice net (perte nette) par action	109
20 Secteurs d'exploitation et engagements	110
21 Instruments financiers et engagements	110
22 Détermination des justes valeurs	114
23 Transactions entre parties liées	116
24 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	117
25 Informations à fournir sur le capital	117
26 Éventualités	118
27 Événements postérieurs à la date de clôture	118



Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Aux actionnaires et au conseil d'administration de Corporation Nuvei

Opinion sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états consolidés de la situation financière ci-joints de Corporation Nuvei et de ses filiales (collectivement, la « Société ») aux 31 décembre 2021 et 2020, et des états consolidés du résultat net et du résultat global, des états consolidés des variations des capitaux propres, des tableaux consolidés des flux de trésorerie connexes pour les exercices clos à ces dates, ainsi que des notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2021 et 2020 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (« IFRS »).

Fondement de l'opinion

La direction de la Société est responsable des présents états financiers consolidés. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la Société sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (des États-Unis) (le « PCAOB ») et sommes tenus d'être indépendants de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits des états financiers consolidés conformément aux normes du PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes. La Société n'est pas tenue de faire auditer son contrôle interne à l'égard de l'information financière et nous n'avions pas pour mission de procéder à un tel audit. Dans le cadre de nos audits, nous sommes tenus d'acquérir une compréhension des éléments du contrôle interne à l'égard de l'information financière, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. Nous n'exprimons donc aucune opinion à cet égard.

Nos audits ont compris la mise en œuvre de procédures en vue d'évaluer les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent d'erreurs ou de fraudes, et la mise en œuvre de procédures en réponse à ces risques. Ces procédures ont compris le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournies dans les états financiers consolidés. Nos audits ont également compris l'évaluation des principes comptables retenus et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à notre opinion.

PricewaterhouseCoopers LLP
1250 René-Lévesque Boulevard West, Suite 2500, Montréal, Québec, Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205 5000, F: +1 514 876 1502

"PwC" refers to PricewaterhouseCoopers LLP, an Ontario limited liability partnership.



Questions critiques de l'audit

La question critique de l'audit communiquée ci-après est une question soulevée au cours de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée qui a été ou qui doit être communiquée au comité d'audit et qui i) est liée à des comptes ou des informations fournies qui sont significatifs par rapport aux états financiers consolidés et ii) pour laquelle nous avons dû porter des jugements particulièrement difficiles, subjectifs ou complexes. La communication des questions critiques de l'audit ne modifie en rien notre opinion sur les états financiers consolidés pris dans leur ensemble et, en communiquant la question critique de l'audit ci-après, nous n'exprimons pas d'opinions distinctes sur celle-ci ni sur les comptes ou informations connexes.

Évaluation des immobilisations incorporelles liées aux technologies et aux relations avec les partenaires et les commerçants acquises lors des regroupements avec Base Commerce LLC (« Base »), Mazooma Technical Services Inc. (« Mazooma ») et SimplexCC Ltd. (« Simplex »)

Comme il est décrit à la note 4 des états financiers consolidés, la Société a conclu des regroupements avec Base, Mazooma et Simplex pour une contrepartie totalisant 437,8 M\$ en 2021, ce qui a entraîné la comptabilisation d'immobilisations incorporelles de 136,3 M\$ liées aux technologies et de 117,8 M\$ liées aux relations avec les partenaires et les commerçants. Aux fins de son estimation de la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction utilise la méthode d'actualisation des flux de redevances pour évaluer les technologies et la méthode fondée sur les bénéfices excédentaires pour évaluer les relations avec les partenaires et les commerçants au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés. La direction a exercé son jugement pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises, ce qui implique le recours à des hypothèses liées aux prévisions des produits des activités ordinaires et de la marge brute, des taux d'attrition des partenaires et des commerçants, des taux de redevance et des taux d'actualisation.

Les faits suivants ont permis de déterminer que la mise en œuvre des procédures à l'égard de l'évaluation des immobilisations incorporelles liées aux technologies et aux relations avec les partenaires et les commerçants acquises lors des regroupements avec Base, Mazooma et Simplex constituait une question critique de l'audit en raison du fait que i) les jugements importants posés et le degré élevé de subjectivité requis par l'auditeur pour mettre en œuvre les procédures relatives à la juste valeur des immobilisations incorporelles acquises en raison du jugement exercé par la direction lors de l'élaboration des estimations; ii) les efforts importants mobilisés pour évaluer les hypothèses relativement aux prévisions des produits des activités ordinaires et de la marge brute, des taux d'attrition des partenaires et des commerçants, des taux de redevance et des taux d'actualisation; et iii) les efforts déployés ont compris l'utilisation de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées.

Le traitement de cette question a consisté à mettre en œuvre des procédures et à évaluer les éléments probants nécessaires à la formulation d'une opinion globale sur les états financiers consolidés. Ces procédures consistaient, entre autres, à i) lire les contrats d'achat et ii) tester le processus de la direction pour estimer la juste valeur des immobilisations incorporelles liées aux technologies et aux relations avec les partenaires et les commerçants acquises lors des regroupements d'entreprises Base, Mazooma et Simplex. Tester le processus de la direction a consisté à apprécier caractère adéquat des méthodes et des modèles d'évaluation, tester l'exhaustivité et de l'exactitude des données sous-jacentes fournies



par la direction et évaluer le caractère raisonnable des hypothèses, notamment les prévisions des produits des activités ordinaires et de la marge brute, des taux d'attrition des partenaires et des commerçants, des taux de redevance et des taux d'actualisation. L'évaluation du caractère raisonnable des hypothèses utilisées par la direction relativement aux prévisions des produits des activités ordinaires et de la marge brute et des taux d'attrition des partenaires et des commerçants nécessite la prise en compte des performances actuelles et passées des entreprises acquises, des regroupements d'entreprises similaires effectués antérieurement par la Société et de la cohérence avec l'information de tiers. Le caractère raisonnable des taux de redevances a été évalué en tenant compte des regroupements d'entreprises similaires effectués antérieurement par la Société et des données du secteur. Apprécier, avec l'aide de professionnels ayant des compétences et des connaissances spécialisées, le caractère adéquat des méthodes et des modèles ainsi que le caractère raisonnable des taux d'actualisation utilisés par la direction.

(signé) PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal, Canada
Le 8 mars 2022

Nous agissons en tant qu'auditeurs de la Société depuis 2005.

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A111799

Corporation Nuvei

États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains)

	Note	2021 \$	2020 \$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie		748 576	180 722
Créances clients et autres débiteurs	5	39 262	32 055
Stocks	6	1 277	80
Charges payées d'avance		8 483	4 727
Impôt à recevoir		3 702	6 690
Partie courante des avances consenties à des tiers	7	3 104	8 520
Partie courante des actifs sur contrat		1 354	1 587
Total des actifs courants avant les fonds distincts		805 758	234 381
Fonds distincts		720 874	443 394
Total des actifs courants		1 526 632	677 775
Actifs non courants			
Avances consenties à des tiers	7	13 676	38 478
Immobilisations corporelles	8	18 856	16 537
Immobilisations incorporelles	4, 9	747 600	524 232
Goodwill	4, 9	1 126 768	969 820
Actifs d'impôt différé	18	13 036	3 785
Actifs sur contrat		1 091	1 300
Dépôts auprès de fournisseurs de services de traitement des paiements		4 788	13 898
Autres actifs non courants		3 023	1 944
Total de l'actif		3 455 470	2 247 769

Corporation Nuvei

États consolidés de la situation financière

Aux 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains)

	Note	2021 \$	2020 \$
Passif			
Passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	10	101 848	64 779
Impôt à payer		13 478	7 558
Partie courante des facilités de prêt et emprunts	12	7 349	2 527
Autres passifs courants	11	13 226	7 132
Total des passifs courants avant le montant à payer à des commerçants		135 901	81 996
Montant à payer à des commerçants		720 874	443 394
Total des passifs courants		856 775	525 390
Passifs non courants			
Facilités de prêt et emprunts	12	501 246	212 726
Passifs d'impôt différé	18	71 100	50 105
Autres passifs non courants	11	4 509	1 659
Total du passif		1 433 630	789 880
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			
Capital-actions	14	2 057 105	1 625 785
Surplus d'apport		69 943	11 966
Déficit		(108 749)	(211 042)
Cumul des autres éléments du résultat global		(8 561)	22 470
		2 009 738	1 449 179
Participation ne donnant pas le contrôle		12 102	8 710
Total des capitaux propres		2 021 840	1 457 889
Total du passif et des capitaux propres		3 455 470	2 247 769
Éventualités	26		
Événements postérieurs à la date de clôture	27		
Approuvé par le conseil d'administration,			
	(signé) Philip Fayer	(signé) Michael Hanley	
	Président du conseil	Président du comité d'audit	

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation Nuvei

États consolidés du résultat net et du résultat global

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)

	Note	2021 \$	2020 \$
Produits des activités ordinaires	15	724 526	376 226
Coût des ventes	15	147 755	69 255
Marge brute		576 771	306 971
Frais de vente et charges générales et administratives	15	431 303	234 972
Bénéfice d'exploitation		145 468	71 999
Produits financiers	16	(2 859)	(5 427)
Charges financières	16	16 879	159 091
Charges financières nettes		14 020	153 664
Perte (profit) de change	2	(513)	18 918
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat		131 961	(100 583)
Charge d'impôt sur le résultat	18	24 916	3 087
Bénéfice net (perte nette)		107 045	(103 670)
Autres éléments du résultat global			
Éléments pouvant être reclassés ultérieurement en résultat net			
Établissements à l'étranger – écart de conversion		(31 031)	32 855
Résultat global		76 014	(70 815)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux éléments suivants :			
Porteurs d'actions ordinaires de la société		102 293	(106 230)
Participation ne donnant pas le contrôle		4 752	2 560
		107 045	(103 670)
Résultat global attribuable aux éléments suivants :			
Porteurs d'actions ordinaires de la société		71 262	(73 375)
Participation ne donnant pas le contrôle		4 752	2 560
		76 014	(70 815)
Bénéfice net (perte nette) par action			
	19		
Bénéfice net (perte nette) par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société			
De base		0,73	(1,08)
Dilué(e)		0,71	(1,08)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation Nuvei

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains)

	Note	2021 \$	2020 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		107 045	(103 670)
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Amortissement des immobilisations corporelles	8	5 811	5 121
Amortissement des immobilisations incorporelles	9	85 017	64 552
Amortissement des actifs sur contrat		2 180	2 114
Paievements fondés sur des actions	17	53 180	10 407
Charges financières nettes	16	14 020	153 664
Perte (profit) de change		(513)	18 918
Charge d'impôt sur le résultat	18	24 916	3 087
Réduction des stocks à la valeur de réalisation nette	6	—	513
Perte de valeur sur cession d'une filiale	4b	—	338
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	24	21 604	(2 281)
Intérêts payés		(14 351)	(43 788)
Impôt sur le résultat payé		(32 052)	(14 223)
		266 857	94 752
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	4a	(387 654)	(67 537)
Produit de la vente d'une filiale, déduction faite de la trésorerie	4b	—	19 045
Diminution (augmentation) des autres actifs non courants		10 525	(1 683)
Diminution nette des avances consenties à des tiers	7	9 190	9 401
Acquisition d'immobilisations corporelles	8	(5 728)	(3 395)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	9	(21 441)	(14 448)
		(395 108)	(58 617)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Produit de facilités de prêt et emprunts	12	300 000	110 000
Coûts de transaction liés aux facilités de prêt et emprunts	12	(5 529)	(3 380)
Produit de l'exercice d'options sur actions	14	8 994	—
Produit de l'émission d'actions	14	424 833	758 597
Coûts de transaction liés à l'émission d'actions	14	(15 709)	(42 966)
Remboursement de facilités de prêts et emprunts	12	(2 560)	(642 786)
Paievement d'obligations locatives		(2 594)	(2 439)
Dividende versé par une filiale au titre de la participation ne donnant pas le contrôle		(1 360)	(940)
Remboursement de débetures convertibles des actionnaires	13	—	(93 384)
		706 075	82 702
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie		(9 970)	1 813
Augmentation nette de la trésorerie		567 854	120 650
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice		180 722	60 072
Trésorerie à la clôture de l'exercice		748 576	180 722

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation Nuvei

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains)

	Note	Attribuable aux actionnaires de la société				Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital-actions	Surplus d'apport	Déficit	Cumul des autres éléments du résultat global		
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} janvier 2020		450 523	1 603	(104 812)	(10 385)	7 090	344 019
Apports et distributions							
Émission d'actions	4, 14	1 175 066	—	—	—	—	1 175 066
Rachat d'actions	17	(1)	—	—	—	—	(1)
Exercice d'options sur actions	17	197	(44)	—	—	—	153
Paiements fondés sur des actions et réglés en titres de capitaux propres	17	—	10 407	—	—	—	10 407
Dividende versé par une filiale au titre de la participation ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	(940)	(940)
Perte nette et résultat global		—	—	(106 230)	32 855	2 560	(70 815)
Solde au 31 décembre 2020		1 625 785	11 966	(211 042)	22 470	8 710	1 457 889
Solde au 1^{er} janvier 2021		1 625 785	11 966	(211 042)	22 470	8 710	1 457 889
Apports et distributions							
Émission d'actions	14	419 609	—	—	—	—	419 609
Exercice d'options sur actions	14, 17	11 711	(2 717)	—	—	—	8 994
Paiements fondés sur des actions et réglés en titres de capitaux propres	15	—	53 180	—	—	—	53 180
Incidence fiscale des paiements fondés sur des actions et réglés en titres de capitaux propres	18	—	7 514	—	—	—	7 514
Dividende versé par une filiale au titre de la participation ne donnant pas le contrôle		—	—	—	—	(1 360)	(1 360)
Bénéfice net et résultat global		—	—	102 293	(31 031)	4 752	76 014
Solde au 31 décembre 2021		2 057 105	69 943	(108 749)	(8 561)	12 102	2 021 840

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

1 Entité publiante

Nuvei Corporation (« Nuvei » ou la « société ») est une société de paiements mondiale qui fournit des solutions de paiement aux entreprises en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, en Amérique latine et en Asie-Pacifique. Nuvei est domiciliée au Canada et son siège social est situé au 1100, boulevard René-Lévesque, 9^e étage, Montréal (Québec), Canada. Nuvei est la société mère ultime du groupe et a été constituée le 1^{er} septembre 2017 en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* (la « LCSA »).

Le 22 septembre 2020, la société a conclu son premier appel public à l'épargne à la Bourse de Toronto (la « TSX », l'« inscription à la cote de la TSX »). Les actions à droit de vote subordonné de la société sont inscrites à la TSX sous le symbole « NVEI ». Le 6 octobre 2021, la société a conclu son appel public à la cote du Nasdaq Global Select Market (« Nasdaq », l'« inscription à la cote du Nasdaq ») sous le symbole « NVEI ». Le 13 octobre 2021, à la suite de l'inscription des actions au Nasdaq, Nuvei a volontairement radié de la cote son symbole en dollars américains « NVEI.U » de la TSX. Les actions à droit de vote subordonné de Nuvei continuent de se négocier à la TSX en dollars canadiens sous le symbole « NVEI ».

2 Base d'établissement et de consolidation

Énoncé de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

La publication des états financiers consolidés aux 31 décembre 2021 et 2020 et pour les exercices clos à ces dates a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 7 mars 2022.

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui suit :

- les avances consenties à des tiers (note 7), les contreparties conditionnelles et le passif au titre des options de vente (note 11), ainsi que les placements, qui sont évalués à la juste valeur;
- les transactions relatives à la rémunération fondée sur des actions, qui sont évaluées selon IFRS 2 *Paiement fondé sur des actions* (note 17).

Secteurs d'exploitation

La société a un secteur d'exploitation à présenter au titre de la prestation de solutions technologiques de paiement à des commerçants et à des partenaires en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, en Amérique latine et en Asie-Pacifique.

Recours à des estimations, à des jugements et à des hypothèses

L'établissement des présents états financiers consolidés conformément aux IFRS exige que la direction formule des estimations, des jugements et des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits des activités ordinaires et des charges. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations, de ces jugements et de ces hypothèses.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Jugements

Les jugements critiques posés lors de l'application des méthodes comptables qui ont l'incidence la plus importante sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés comprennent les suivants :

Comptabilisation des produits des activités ordinaires (note 3)

L'identification des contrats conclus avec des clients qui sont générateurs de produits des activités ordinaires, l'identification des obligations de prestation, la détermination du prix de transaction et la répartition entre les obligations de prestation identifiées, l'utilisation de la méthode de comptabilisation des produits des activités ordinaires appropriée pour chaque obligation de prestation et le degré d'avancement des obligations de prestation remplies progressivement constituent les principaux aspects du processus de comptabilisation des produits des activités ordinaires. Ils nécessitent tous le recours au jugement et l'utilisation d'hypothèses. Par ailleurs, la société a exercé son jugement pour évaluer si elle agissait pour son propre compte ou comme mandataire à l'égard de la transaction et des services de traitement.

Détermination de la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables après un regroupement d'entreprises (note 4)

La société a recours à des techniques d'évaluation pour déterminer la juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans un regroupement d'entreprises, qui sont généralement fondées sur des prévisions relatives à la totalité des flux de trésorerie actualisés nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction relativement au rendement futur des actifs connexes et au taux d'actualisation appliqué, hypothèses que poserait un intervenant du marché.

Comptabilisation de la charge au titre des paiements fondés sur des actions subordonnés à des conditions de performance (note 17)

La charge comptabilisée au titre des paiements fondés sur des actions pour lesquels les conditions de performance n'ont pas encore été remplies est déterminée selon une estimation de la probabilité d'atteinte des conditions de performance et du moment où les conditions seront atteintes, probabilité qui est difficile à prévoir. La charge finale n'est établie qu'une fois que le résultat final est connu.

Hypothèses et incertitudes relatives aux estimations

Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif au cours du prochain exercice comprennent notamment :

- l'estimation de la valeur recouvrable du goodwill (note 9);
- l'estimation de la provision pour pertes sur les comptes de commerçants (note 11);
- l'estimation de la juste valeur des transactions dont le paiement est fondé sur des actions (note 17);
- l'estimation de la valeur recouvrable des soldes d'impôt pour la comptabilisation des actifs d'impôt (note 18);
- l'estimation de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur marchande et considérés comme des évaluations de niveau 3 (note 22).

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Répercussions de la COVID-19 sur les jugements, les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations

La pandémie de COVID-19 a perturbé l'économie et placé les gouvernements, les réseaux de santé, les entreprises et les personnes dans des situations de stress sans précédent. Il est difficile d'évaluer ou de prévoir les répercussions et la durée de la pandémie.

La propagation de la COVID-19 nous a amenés à modifier nos pratiques commerciales pour essayer d'atténuer le risque que représente le virus pour nos employés, nos partenaires, nos commerçants et leurs clients, ainsi que les collectivités dans lesquelles nous exerçons nos activités. L'incidence négative de la pandémie de COVID-19 sur nos activités et les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 a été limitée.

L'incertitude persiste quant à la gravité, à l'ampleur et à la durée de la pandémie de COVID-19, y compris l'apparition de nouveaux variants tels que le Delta ou l'Omicron, et à la capacité à contrôler la recrudescence des cas dans le monde entier, ce qui complique l'évaluation de l'incidence future sur nos employés, nos partenaires, nos commerçants et leurs clients, les marchés finaux que nous servons et l'effet qui en résulte sur notre entreprise et nos activités, à court et à long terme. L'étendue de la pandémie et ses effets continus sur notre entreprise dépendent de certains facteurs, notamment la durée et la propagation des éclosions; les réactions des gouvernements à la pandémie; des retards dans le déploiement de la vaccination; l'efficacité des vaccins contre le virus et ses mutations; l'impact sur nos clients et sur nos cycles de vente; l'impact sur les événements des clients, du secteur ou des employés; l'incidence sur les activités économiques et le commerce national et international; les effets sur nos partenaires, nos commerçants et leurs clients, les fournisseurs tiers de services, les clients et les chaînes d'approvisionnement, tous ces facteurs étant incertains et imprévisibles. Par conséquent, il existe un niveau d'incertitude plus élevé en ce qui concerne les jugements, les hypothèses et les estimations de la direction.

Reclassement des informations comparatives

Au premier trimestre de 2021, certains chiffres correspondants relatifs aux profits ou aux pertes de change ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, une perte de change de 11 020 \$, qui avait été classée dans les charges financières nettes, et une perte de change de 7 898 \$, qui avait été classée dans les frais de vente et charges générales et administratives, ont été reclassées en un montant total dans la perte (le profit) de change à l'état consolidé du résultat net. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation pour l'exercice considéré, sans incidence sur le total des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Ces reclassements ont entraîné une révision du bénéfice d'exploitation pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui est passé de 64 101 \$ tel que présenté antérieurement, à 71 999 \$, mais ils n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice net ou le bénéfice net par action. La société est d'avis que cette présentation fournit des renseignements plus pertinents sur le montant total des écarts de change de la période de présentation de l'information financière et qu'elle permet une meilleure comparabilité des frais de vente et charges générales et administratives et des charges financières nettes dans l'état consolidé du résultat net. Certains autres chiffres comparatifs ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice considéré.

3 Principales méthodes comptables et nouvelles méthodes comptables

Les principales méthodes comptables décrites ci-après ont été appliquées de la même manière à toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés, et elles ont également été appliquées de la même manière par les filiales de la société, sauf indication contraire.

Monnaie étrangère

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les présents états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, soit la monnaie fonctionnelle de la société.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Transactions en monnaie étrangère

Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société aux cours de change en vigueur à la date des transactions. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les actifs et passifs non monétaires qui sont évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur lorsque la juste valeur a été établie. Les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans le résultat net.

Établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain, y compris le goodwill et les ajustements de la juste valeur qui découlent d'acquisitions, sont convertis en dollars américains au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits des activités ordinaires et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars américains au cours de change moyen en vigueur pour la période.

Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à titre de réserve cumulée au titre des écarts de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), sauf dans la mesure où l'écart de conversion est affecté à la participation ne donnant pas le contrôle.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition à la date d'acquisition. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une entreprise correspond à la juste valeur des actifs transférés et de tout passif et tout titre de capitaux propres émis par la société à la date à laquelle le contrôle de l'entreprise acquise est obtenu. La contrepartie transférée inclut la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnelle. La contrepartie conditionnelle est ensuite réévaluée à la juste valeur, et tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé et porté dans les états consolidés du résultat net et du résultat global. La contrepartie conditionnelle dont le paiement est tributaire du maintien en poste des principaux employés au sein de la société est passée en charges sur la période de service. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont en général initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. La société évalue le goodwill comme la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris, tous ces éléments étant évalués à la date d'acquisition. Si cette contrepartie est inférieure à la juste valeur des actifs nets de l'entreprise acquise, la différence est comptabilisée immédiatement dans les états consolidés du résultat net et du résultat global à titre de profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses.

Aux fins de son estimation de la juste valeur des immobilisations incorporelles, la direction utilise la méthode fondée sur les bénéfices excédentaires pour évaluer les relations avec les partenaires et les commerçants, et la méthode de l'actualisation des flux de redevances pour évaluer les technologies au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés. La direction a élaboré des hypothèses liées aux prévisions des produits des activités ordinaires et de la marge brute, des taux d'attrition des partenaires et des commerçants, des taux de redevance et des taux d'actualisation.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Si la répartition finale du prix d'achat dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est incomplète, la société comptabilise des montants provisoires relatifs aux éléments pour lesquels la comptabilisation est inachevée. Les montants provisoires sont ajustés pendant la période d'évaluation pour refléter les nouvelles informations obtenues sur les faits et les circonstances qui existaient à la date d'acquisition et qui, si elles avaient été connues, auraient eu une incidence sur le montant comptabilisé à cette date. La période d'évaluation est la période allant de la date d'acquisition à la date à laquelle la société obtient l'information complète sur les faits et circonstances qui existaient à la date d'acquisition, sous réserve d'un maximum d'un an.

Les coûts de transaction, autres que ceux liés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres, et les autres coûts directs découlant d'un regroupement d'entreprises ne sont pas considérés comme faisant partie de l'acquisition de l'entreprise et sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés et comptabilisés en charges et inclus dans les frais de vente et charges générales et administratives à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles la société exerce le contrôle. Il y a contrôle lorsque la société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de son engagement dans l'entité et lorsqu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur les activités de celle-ci. Les états financiers des filiales sont intégrés dans les états financiers consolidés à compter de la date de prise du contrôle et jusqu'à la date de la perte du contrôle.

Les principales filiales de la société, leur territoire de constitution et le pourcentage de participation que la société détient dans chacune d'elles sont présentés ci-après :

Filiale	Territoire de constitution	Pourcentage de participation
Loan Payment Pro (« LPP »)	États-Unis	60 %
Nuvei Commerce LLC (auparavant connue sous le nom de « Base Commerce Acquisition Company, LLC »)	États-Unis	100 %
Nuvei Consulting Services Ltd. (auparavant connue sous le nom de « SafeCharge (Israel) Ltd. »)	Israël	100 %
Nuvei International Group Limited (auparavant connue sous le nom de « SafeCharge International Group Limited »)	Guernesey	100 %
Nuvei Ltd. (auparavant connue sous le nom de « SafeCharge Digital Limited »)	Chypre	100 %
Nuvei Technologies Corp.	Canada	100 %
Nuvei Technologies Inc.	États-Unis	100 %
Nuvei Technology & Services B.V. (auparavant connue sous le nom de « Smart2Pay Technology & Services B.V. »)	Pays-Bas	100 %
Nuvei US LLC (auparavant connue sous le nom de « Mazooma US Inc. »)	États-Unis	100 %
SimplexCC Ltd.	Israël	100 %

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Participation ne donnant pas le contrôle

Dans le cas d'un regroupement d'entreprises dans lequel la participation est inférieure à 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée à la juste valeur ou en fonction de la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. L'évaluation est effectuée pour chacune des transactions. Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation de la société dans une filiale qui n'entraînent pas une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur des capitaux propres.

Transactions éliminées au moment de la consolidation

Les soldes et les transactions intragroupe, ainsi que les profits et les pertes latents qui découlent des transactions intragroupe, sont éliminés aux fins de l'établissement des états financiers consolidés.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Obligations de prestation et méthodes de comptabilisation des produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsque le contrôle des biens ou services promis est transféré aux clients de la société, pour un montant qui reflète la contrepartie à laquelle la société s'attend à avoir droit en échange de ces biens et services. La nature des obligations de prestation des contrats conclus avec des clients et le moment où elles sont remplies, y compris les conditions de paiement importantes, ainsi que les méthodes de comptabilisation des produits des activités ordinaires connexes sont décrits ci-après.

Services de transaction et de traitement offerts aux commerçants

Les produits des activités ordinaires de la société tirés des services de transaction et de traitement offerts aux commerçants proviennent principalement des services de traitement des paiements liés au commerce électronique et aux points de vente au détail et découlent des relations établies avec les différents commerçants. De plus, les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement proviennent de contrats conclus avec des institutions financières et d'autres acquéreurs commerçants. Les contrats stipulent les types de services et précisent la manière dont les frais seront engagés et calculés. Les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement offerts aux commerçants sont générés par le traitement des transactions de paiement électronique pour le compte des commerçants.

Les produits des activités ordinaires de la société tirés des transactions et du traitement sont principalement composés a) de frais calculés en fonction d'un pourcentage de la valeur monétaire des transactions traitées; b) de frais calculés en fonction du nombre de transactions traitées; c) de frais de service; ou d) d'une combinaison de ces frais qui sont associés aux services de transaction et de traitement.

La société s'est engagée envers ses clients à assurer quotidiennement le traitement des transactions demandées par le client pendant la durée du contrat. La société a déterminé que les services de transaction et de traitement offerts aux commerçants correspondent à une série de jours distincts de service qui sont sensiblement les mêmes et qui suivent la même tendance de transfert vers le client. En conséquence, la société a déterminé que les ententes conclues avec les commerçants en ce qui concerne les services de transaction et de traitement représentent une obligation de prestation. La quasi-totalité des produits des activités ordinaires de la société sont comptabilisés progressivement comme une série quotidienne pendant la durée des contrats.

Pour assurer les services de transaction et de traitement, la société achemine et compense chaque transaction, obtient l'autorisation pour celle-ci et demande le règlement des fonds à l'institution financière émettrice de la carte, par l'intermédiaire du réseau de paiement applicable. Lorsque des tiers s'occupent du transfert de biens ou de services à un client, la société examine la nature de chaque bien ou service promis et évalue judicieusement si elle contrôle le bien ou le service avant qu'il ne soit transféré à un client ou si elle agit en tant que mandataire

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

du tiers. Pour déterminer si elle contrôle ou non le bien ou le service avant qu'il ne soit transféré au client, la société évalue un certain nombre d'indicateurs, notamment si elle ou le tiers est le principal responsable de la prestation et quelle partie a un pouvoir discrétionnaire pour fixer le prix du bien ou du service. En se fondant sur l'évaluation de ces indicateurs, elle a conclu que sa promesse aux clients de leur fournir des services de transaction et de traitement est distincte des services fournis par les institutions financières émettrices de cartes et les réseaux de paiement en lien avec les transactions de paiement. Lorsque la société n'est pas en mesure de diriger l'utilisation des services fournis par les institutions financières émettrices de cartes et les réseaux de paiement et d'en tirer la quasi-totalité des avantages avant que ces services ne soient transférés au client, elle ne contrôle pas ces services avant qu'ils ne soient transférés au client. Par conséquent, la société présente les produits des activités ordinaires déduction faite des frais d'interchange perçus par les institutions financières émettrices de cartes et des frais perçus par les réseaux de paiement. Dans tous les autres cas, les produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement sont constatés pour le montant brut, car la société agit pour son propre compte dans la convention.

Étant donné que le moment et la quantité des transactions à traiter par la société ne peuvent être déterminés à l'avance et que la contrepartie reçue dépend des utilisations des clients (par exemple, un pourcentage de la valeur de la transaction ou des frais fixes par transaction, le nombre de transactions de paiement traitées ou le nombre de cartes au dossier), le prix total de la transaction varie. La société a déterminé que l'obligation de prestation de services de transaction et de traitement aux commerçants répond aux critères d'exception de répartition de la contrepartie variable dans la mesure où a) les modalités du paiement variable se rapportent spécifiquement aux efforts de l'entité de satisfaire à l'obligation de prestation ou de transférer le service distinct et b) la répartition du montant de la contrepartie variable est entièrement affectée à l'obligation de prestation ou au bien ou service distinct et qu'elle est conforme à l'objectif de répartition, lorsque l'on tient compte de l'ensemble des obligations de prestation et des modalités de paiement du contrat. En conséquence, la société répartit et comptabilise la contrepartie variable durant la période où elle a le droit contractuel de facturer au client.

Autres produits des activités ordinaires

Dans le cadre de ses contrats conclus avec ses clients, la société peut vendre du matériel (« équipement au point de vente »). Le matériel se compose de terminaux ou de dispositifs de passerelle. La société ne fabrique pas de matériel, mais en achète auprès de fournisseurs tiers et le conserve en stock jusqu'à ce qu'un client l'achète. La société comptabilise les ventes de matériel comme une obligation de prestation distincte et inscrit les produits à leur prix de vente spécifique lorsqu'un client obtient le contrôle du matériel, soit généralement dès que le matériel est expédié.

Fonds distincts et montant à payer à des commerçants

Les fonds distincts représentent les montants détenus dans des comptes bancaires distincts, qui sont détenus au nom des commerçants lorsque la société se trouve dans la composante des mouvements de fonds du cycle des transactions de règlement. Un passif correspondant (le montant à payer à des commerçants) est comptabilisé au titre des montants devant être versés aux commerçants. Les comptes bancaires distincts sont détenus auprès des banques de la société et sont distincts des fonds d'exploitation. Les fonds distincts et les montants à payer à des commerçants sont radiés quand la transaction est réglée.

Actifs sur contrat

Les actifs sur contrat représentent les coûts engagés pour obtenir des contrats avec des clients, y compris les commissions de vente versées au personnel et les honoraires de mandataires tiers. Lors de la signature du contrat, la société inscrit à l'actif les coûts qu'elle s'attend à recouvrer et qui n'auraient pas été engagés si le contrat n'avait pas été obtenu.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Conformément à la base de transfert des services de traitement au client, les actifs sur contrat sont amortis selon le mode linéaire, sur la période prévue au cours de laquelle des avantages seront tirés du contrat (allant de trois à cinq ans), à partir du moment où les comptes sont activés et génèrent des produits des activités ordinaires. L'amortissement des actifs sur contrat est comptabilisé dans les frais de vente et charges générales et administratives dans l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la société. Les coûts d'obtention d'un contrat dont la période durant laquelle il est prévu que les avantages seront obtenus est d'au plus un an sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Stocks

Les stocks se composent des terminaux aux points de vente et sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût des stocks comprend les coûts d'acquisition, les coûts de transformation et les autres coûts engagés pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation est définie comme étant le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des frais de vente.

Immobilisations corporelles

Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Si des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme des parties distinctes (principales composantes) de l'immobilisation corporelle.

Amortissement

L'amortissement est calculé pour radier le coût des immobilisations corporelles, diminué de leur valeur résiduelle estimative selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, et il est comptabilisé dans le résultat net comme suit :

Actif	Période
Terminaux	De 3 à 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel de bureau, mobilier et agencements	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Actifs au titre du droit d'utilisation – immeubles	Durée du bail

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque date de clôture et ajustés au besoin.

Immobilisations incorporelles et goodwill

Comptabilisation et évaluation

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets des entités acquises à leurs dates respectives d'acquisition. Le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Recherche et développement de logiciels

La société met au point des logiciels qui sont utilisés pour fournir des services de traitement aux clients.

Les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en résultat net lorsqu'elles sont engagées.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Les frais de développement sont inscrits à l'actif uniquement si les coûts de développement peuvent être évalués de façon fiable, le produit ou le processus est techniquement et commercialement faisable, si la réalisation des avantages économiques futurs est probable, si la société a l'intention d'achever le développement de l'actif et possède suffisamment de ressources pour le faire, et d'utiliser ou de vendre l'actif. Sinon, les frais de développement sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les frais de développement sont constatés au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles, notamment les marques de commerce, les technologies ainsi que les relations avec des partenaires et des commerçants, qui sont acquises par la société et ont une durée d'utilité définie, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures ne sont inscrites à l'actif que lorsqu'elles donnent lieu à un accroissement des avantages économiques futurs associés à l'actif auquel elles correspondent. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en résultat net lorsqu'elles sont engagées.

Amortissement

L'amortissement est calculé pour radier le coût des immobilisations incorporelles diminué de leur valeur résiduelle estimative, selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, et il est comptabilisé en résultat net. Le goodwill n'est pas amorti.

Les durées d'utilité estimatives pour les périodes considérées et les périodes comparatives sont les suivantes :

Actif	Période
Frais de développement – logiciels	De 3 à 5 ans
Marques de commerce	De 3 à 15 ans
Technologies	De 3 à 15 ans
Relations avec les partenaires et les commerçants	De 5 à 15 ans

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminés à chaque date de clôture et sont ajustés au besoin.

Dépréciation des actifs non financiers

À chaque date de clôture, la société examine la valeur comptable de ses actifs non financiers afin de déterminer s'il existe un indice de dépréciation. Si c'est le cas, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois l'an au 1^{er} octobre et chaque fois qu'un indice de dépréciation est décelé.

Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs (« unités génératrices de trésorerie » ou « UGT »). Le goodwill est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne doit pas être plus grand qu'un secteur opérationnel.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de sa juste valeur diminuée des coûts de la vente ou de sa valeur d'utilité. La juste valeur est établie à l'aide de diverses techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation des flux de trésorerie, des multiples d'évaluation, des cours de marché et des évaluations indépendantes effectuées par des tiers, si cela est jugé nécessaire. Pour calculer la valeur d'utilité, la direction estime les flux de trésorerie attendus de chaque actif ou UGT, qui sont ensuite actualisés selon un taux d'actualisation avant impôt reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

des risques spécifiques de cet actif. Les données utilisées pour les tests de dépréciation sont directement liées aux prévisions les plus récentes approuvées par la société et sont ajustées au besoin afin d'exclure l'effet d'une restructuration future ou d'une amélioration des actifs.

Les pertes de valeur sont comptabilisées en résultat net. Lorsqu'elles sont comptabilisées comme des UGT, les pertes de valeur sont tout d'abord portées en diminution de la valeur comptable du goodwill affecté à l'UGT, puis de celle des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'UGT.

Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises. Les pertes de valeur des actifs non financiers autres que le goodwill sont évaluées à chaque date de clôture en vue de déterminer si la perte de valeur s'est atténuée ou a été éliminée. Il y a reprise de perte de valeur lorsque les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable ont changé. Il n'y a reprise de perte de valeur que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Provisions

Une provision est constituée si, du fait d'un événement passé, la société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de manière fiable et s'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. Le montant des provisions est déterminé par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus, à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques du passif. La désactualisation est comptabilisée dans les charges financières.

Un passif éventuel est une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou de plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de la société; ou d'une obligation actuelle résultant d'événements passés (donc l'obligation existe), mais qui n'est pas comptabilisée, car il est improbable que le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques soient nécessaires pour éteindre l'obligation, ou que le montant de l'obligation en question ne puisse pas faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Provision pour pertes sur les comptes de commerçants

Des litiges surviennent de temps à autre entre un titulaire de carte et un commerçant, principalement lorsque le client de ce dernier est insatisfait de la qualité des marchandises ou des services offerts. Ces litiges peuvent ne pas être résolus en faveur du commerçant. Dans de tels cas, le montant de la transaction est remboursé au client par l'institution financière émettrice de la carte, mais ce montant est ensuite remboursé à l'institution par la société. La société facture ensuite au commerçant tout montant remboursé à l'institution financière. La société est donc exposée à un risque de crédit associé au commerçant, puisqu'elle assume la responsabilité du remboursement du montant total de la transaction au client du commerçant, même si le commerçant n'a pas les fonds suffisants pour rembourser la société. La société offre également des solutions de garantie des transactions à certains commerçants.

Une provision pour pertes sur les comptes de commerçants est maintenue afin d'absorber le montant non recouvrable des rejets de débit pour les transactions des commerçants qui ont été traitées précédemment et sur lesquelles des revenus ont été comptabilisés. La provision pour pertes sur les comptes de commerçants comprend des provisions spécifiquement réservées aux transactions de commerçants pour lesquelles les pertes peuvent être estimées. La direction évalue le risque lié à ces transactions et estime les pertes entraînées par les transactions litigieuses en se fondant principalement sur l'expérience et d'autres facteurs pertinents. La direction réévalue la provision pour pertes sur les comptes de commerçants pour chaque période de présentation de l'information financière afin de s'assurer qu'elle est adéquate.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

La charge nette liée à la provision pour pertes sur les comptes de commerçants est présentée dans les frais de vente et charges générales et administratives à l'état consolidé du résultat net et du résultat global. Lorsqu'une solution de garantie des transactions est prévue dans le contrat avec le commerçant, la provision connexe pour pertes sur les comptes de commerçants est présentée dans le coût des ventes.

Contrats de location

Lorsqu'elle conclut un contrat, la société détermine si le contrat constitue ou comprend un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

La société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative à la date de début du contrat de location. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont présentés dans les immobilisations corporelles.

L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial de l'obligation locative, ajusté pour tout paiement au titre du contrat de location versé à la date de début ou avant cette date, majoré, le cas échéant, des coûts directs initiaux engagés et des coûts estimés pour démanteler et enlever l'actif sous-jacent ou pour remettre en état l'actif sous-jacent sur le site, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est ensuite amorti selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. La durée des contrats de location des installations est d'au plus 10 ans. Par ailleurs, l'actif au titre du droit d'utilisation est diminué de façon périodique des éventuelles pertes de valeur, et ajusté pour refléter certaines réévaluations de l'obligation locative.

L'obligation locative est évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas versés à la date de début, calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal de la société ou du taux d'intérêt implicite du contrat de location, si ce taux peut être déterminé facilement.

L'évaluation de l'obligation locative comprend les paiements de loyers qui suivent :

- les paiements fixes, y compris les paiements fixes en substance;
- les paiements variables au titre de la location qui sont fonction d'un indice ou d'un taux, initialement évalués au moyen de l'indice ou du taux en vigueur à la date de début;
- les sommes qui devraient être payées au titre de garanties de valeur résiduelle;
- le prix d'exercice de l'option d'achat que la société a la certitude raisonnable d'exercer, les paiements de loyers exigibles durant une période de prolongation facultative si la société a la certitude raisonnable d'exercer l'option, ainsi que les pénalités exigées en cas de résiliation du contrat de location, à moins que la société n'ait la certitude raisonnable de ne pas résilier le contrat de location par anticipation.

L'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Elle est réévaluée s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs découlant de la variation d'un indice ou d'un taux, s'il y a un changement dans l'estimation de la société des sommes à payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, ou si la société revoit sa décision d'exercer ou non une option d'achat, de prolongation ou de résiliation du contrat de location.

Lorsque l'obligation locative est réévaluée de cette façon, un ajustement équivalent est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation, ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été ramenée à zéro.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

À la signature d'un contrat ou lors de la modification d'un contrat comprenant une composante locative, la société a choisi de ne pas comptabiliser séparément les composantes non locatives, mais plutôt de comptabiliser les composantes locatives et non locatives comme une seule composante.

Contrats à court terme et contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur

La société a choisi de ne pas comptabiliser les actifs au titre du droit d'utilisation et les obligations locatives au titre de contrats de location à court terme et de contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. La société comptabilise en charges les paiements de loyers associés à ces contrats selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Instruments financiers

Comptabilisation et évaluation initiale

Les actifs financiers et les passifs financiers sont initialement comptabilisés lorsque la société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Classement et évaluation ultérieure

Les instruments financiers sont classés dans les catégories suivantes : au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (« JVARG ») ou à la juste valeur par le biais du résultat net (« JVRN »). Le classement dépend de la nature de l'instrument financier et de l'objectif pour lequel il a été acquis, et est déterminé lors de la comptabilisation initiale. Les instruments financiers de la société ont été classés comme suit :

Instruments financiers	Classement
<i>Actifs financiers</i>	
Trésorerie	Coût amorti
Créances clients et autres débiteurs	Coût amorti
Fonds distincts	Coût amorti
Avances consenties à des tiers	JVRN
Dépôts auprès de fournisseurs de services de traitement des paiements	Coût amorti
Placements ¹	JVRN
<i>Passifs financiers</i>	
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	Coût amorti
Passif au titre de l'option de vente ²	JVRN
Contreparties éventuelles ³	JVRN
Montant à payer à des commerçants	Coût amorti
Facilités de prêt et emprunts	Coût amorti

¹ Les placements sont présentés au poste « Autres actifs non courants » dans les états consolidés de la situation financière.

² Le passif au titre de l'option de vente est présenté au poste « Autres passifs » dans les états consolidés de la situation financière.

³ Les contreparties éventuelles sont présentées au poste « Autres passifs » dans les états consolidés de la situation financière.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Les actifs financiers classés et évalués au coût amorti sont initialement comptabilisés à la juste valeur, majorée des coûts de transaction directement attribuables, et sont par la suite comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des pertes de valeur si :

- la détention de l'actif s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts.

Les produits ou les charges d'intérêts sont comptabilisés en appliquant le taux d'intérêt effectif, sauf pour ce qui est des créances à court terme si l'effet de l'actualisation est non significatif.

Les actifs financiers qui ne satisfont pas aux conditions ci-dessus sont classés et évalués à la JVRN, et les coûts de transaction sont passés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Un passif financier est classé à la JVRN s'il est classé comme étant détenu à des fins de transaction, s'il s'agit d'une contrepartie éventuelle dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, s'il s'agit d'un dérivé ou s'il est désigné comme tel au moment de la comptabilisation initiale. Les passifs financiers à la juste valeur sont évalués à leur juste valeur, et les profits nets et les pertes nettes, y compris les charges d'intérêts, sont comptabilisés en résultat net.

Décomptabilisation

La société décomptabilise un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie découlant de l'actif expirent ou lorsqu'elle transfère les droits de recevoir les flux de trésorerie contractuels découlant de l'actif financier dans le cadre d'une transaction où la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

La société décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, qu'elles sont annulées ou qu'elles arrivent à expiration. La société décomptabilise également un passif financier si les conditions de celui-ci sont modifiées et que les flux de trésorerie du passif modifié sont substantiellement différents, auquel cas la société comptabilise à la juste valeur un nouveau passif financier fondé sur les conditions modifiées. Lors de la décomptabilisation d'un passif financier, la différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et la contrepartie payée (y compris les actifs hors trésorerie transférés ou les passifs repris) est comptabilisée en résultat net.

Compensation des instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont compensés, et le montant net est présenté aux états consolidés de la situation financière seulement si la société a un droit juridique de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Dépréciation des actifs financiers non dérivés

À chaque date de clôture, la société comptabilise des corrections de valeur pour pertes au titre des pertes de crédit attendues sur les actifs financiers constatés au coût amorti.

Comme les créances clients et autres débiteurs de la société constituent des débiteurs sans composante financement et dont l'échéance est inférieure à 12 mois, la société applique l'approche simplifiée pour calculer les pertes de crédit attendues. Par conséquent, elle ne tient pas compte des variations du risque de crédit lié à ses créances clients et autres débiteurs, mais comptabilise plutôt une correction de valeur pour pertes en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie à chaque date de clôture.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

En ce qui a trait aux autres actifs financiers faisant l'objet d'une dépréciation, la société évalue les corrections de valeur pour pertes à un montant équivalant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie, sauf dans le cas des actifs financiers suivants, qui sont évalués en fonction des pertes de crédit attendues pour une période de 12 mois :

- les titres d'emprunt qui sont considérés comme présentant un risque de crédit faible à la date de clôture;
- les autres titres d'emprunt et soldes bancaires pour lesquels il n'y a eu aucune augmentation importante du risque de crédit (c.-à-d. le risque de défaillance au cours de la durée de vie de l'instrument financier) depuis la comptabilisation initiale.

L'approche de la société à l'égard des pertes de crédit attendues reflète un montant fondé sur des pondérations probabilistes, la valeur temps de l'argent et des informations raisonnables et justifiables sur des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions de la conjoncture économique encore à venir qu'il est possible, à la date de clôture, d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables. La période maximale considérée pour estimer les pertes de crédit attendues correspond à la période contractuelle maximale au cours de laquelle la société est exposée au risque de crédit.

La société utilise une matrice de calcul comme mesure de simplification pour évaluer les pertes de crédit attendues à l'égard des créances clients, selon le nombre de jours en souffrance associé à des regroupements de créances montrant des profils de pertes similaires. Les créances clients sont regroupées en fonction de leur nature. La matrice de calcul est fondée sur l'historique des taux de perte observés sur la durée de vie attendue des créances clients de commerçants et d'entreprises de services de traitement des paiements, et est ajustée en fonction d'estimations prospectives. La société tient également compte de l'historique des recouvrements et estime la recouvrabilité selon les tendances et le classement chronologique.

Capital-actions

Actions ordinaires

Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, après déduction des incidences fiscales.

Avant l'inscription à la cote de la TSX le 22 septembre 2020, certaines actions ordinaires de catégorie A, série A, qui offraient au porteur une option de vente leur permettant d'exiger en tout temps que la société rachète la totalité ou une partie des actions ordinaires à la juste valeur en contrepartie de trésorerie, étaient classées à titre de passifs financiers.

Actions privilégiées

Avant l'inscription à la cote de la TSX qui a eu lieu le 22 septembre 2020, la société avait des actions privilégiées en circulation.

Les actions privilégiées rachetables de la société étaient classées à titre de passifs financiers, car elles étaient rachetables en trésorerie par les porteurs. Les dividendes s'y rattachant étaient comptabilisés à titre de charge d'intérêts en résultat net à mesure qu'ils devenaient exigibles.

Les actions privilégiées non rachetables étaient classées à titre de capitaux propres, car elles donnaient droit à des dividendes discrétionnaires, ne comportaient pas d'obligations de remettre de la trésorerie ou d'autres actifs financiers et n'exigeaient pas de règlement en un nombre variable d'instruments de capitaux propres de la société.

Accords de paiement fondé sur des actions

La société a des régimes incitatifs à long terme autorisés aux termes desquels des options, des unités d'actions de négociation restreinte (« UAR »), des unités d'actions liées à la performance (« UALP ») et des unités d'actions différées (« UAD ») peuvent être attribuées. La juste valeur à la date d'attribution des droits à des paiements

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

fondés sur des actions et réglés en titres de capitaux propres qui sont attribués à des administrateurs, des dirigeants, des employés et des consultants est comptabilisée à titre de charge sur la période d'acquisition des attributions, un montant équivalent étant porté au crédit des capitaux propres. Le montant comptabilisé à titre de charge est ajusté pour tenir compte du nombre d'attributions pour lesquelles il est prévu que les conditions connexes de service seront respectées, de telle manière que le montant finalement comptabilisé comme une charge s'appuie sur le nombre d'attributions respectant les conditions connexes de service à la date d'acquisition des droits.

Lorsque la société attribue des accords de paiement fondé sur des actions qui deviennent acquis lorsque certaines conditions de performance sont satisfaites, la société évalue, à la date d'attribution, si ces conditions de performance sont des conditions de marché ou non. Les conditions de marché sont prises en compte dans l'estimation de la juste valeur à la date d'attribution, et cette juste valeur n'est pas révisée par la suite. Pour les conditions qui ne sont pas des conditions de marché, la société estime le résultat attendu des cibles de performance et le nombre de droits visant les options et les UALP qui seront acquis. La société révisé ces estimations ainsi que la charge connexe jusqu'à ce que le résultat final soit connu.

Lorsque les accords de paiement fondé sur des actions ont été communiqués et que la date d'entrée en vigueur du service est réputée avoir eu lieu, mais qu'il y a absence de compréhension commune des conditions de l'accord, une charge est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits des attributions selon la meilleure estimation de la juste valeur à la date d'attribution, un montant équivalent étant porté au crédit des capitaux propres. Il y a absence d'une compréhension commune des conditions si le résultat de l'accord est fondé principalement sur des facteurs subjectifs. La juste valeur à la date d'attribution sera révisée à chaque période de présentation de l'information financière jusqu'au dénouement de l'incertitude ou de sa disparition.

Bénéfice net (perte nette) par action

Le bénéfice (la perte) de base par action est calculé(e) en divisant le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'exercice. Le bénéfice (la perte) dilué(e) par action est calculé(e) en divisant le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société, ajusté au besoin pour tenir compte de l'incidence des titres potentiellement dilutifs, par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de l'exercice, et en tenant compte de l'incidence des titres qui auraient un effet dilutif sur le bénéfice (la perte) par action.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé, qui sont comptabilisés en résultat net, sauf s'ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou à titre de composante des autres éléments du résultat global.

La société comptabilise le produit d'impôt d'une position fiscale incertaine seulement s'il est probable que, selon son fondement technique, cette position sera maintenue. Elle évalue et comptabilise les produits d'impôt de cette position en fonction de la plus grande économie qui a plus de 50 % des chances d'être réalisée au moment du règlement final. Les passifs estimatifs de la société à l'égard de ces questions sont ajustés pendant la période au cours de laquelle la position fiscale incertaine est réglée, les limitations pour examen expirent ou lorsque des informations supplémentaires sont disponibles.

Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement de l'impôt à payer relativement à des années antérieures.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé pour tenir compte des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs aux fins de la présentation de l'information financière et les montants utilisés à des fins fiscales. Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le bénéfice (la perte) comptable, ni le bénéfice imposable (la perte fiscale), ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales et des entités sous contrôle conjoint, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, l'impôt différé n'est pas comptabilisé pour tenir compte des différences temporaires imposables découlant de la comptabilisation initiale du goodwill. L'impôt différé est évalué selon les taux d'impôt censés être appliqués aux différences temporaires lorsque celles-ci s'inverseront, en fonction des lois adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé peuvent être compensés si l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et passifs d'impôt exigible, et si les actifs et passifs d'impôt différé concernent de l'impôt sur le résultat prélevé par la même administration fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs d'impôt exigible et de réaliser les actifs d'impôt sur la base de leur montant net, ou de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé au titre des pertes fiscales et des crédits d'impôt inutilisés ainsi qu'au titre des différences temporaires déductibles, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs auxquels ces éléments pourront être imputés. Les actifs d'impôt différé sont examinés à la date de clôture et sont réduits lorsque la réalisation de l'avantage fiscal connexe n'est plus probable.

Crédit d'impôt à l'investissement et autres subventions publiques

Les subventions publiques, qui se composent de subventions et de crédits d'impôt à l'investissement, sont comptabilisées en tant que réduction des charges connexes ou du coût de l'actif acquis. Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'il existe une certitude raisonnable que la société a respecté les conditions du programme de subventions approuvé, ou qu'elle les respectera, et lorsqu'il existe une certitude raisonnable que la subvention sera reçue.

Les contributions qui compensent les charges engagées sont systématiquement comptabilisées en résultat net, en réduction du résultat des exercices où ces charges sont comptabilisées. Quant aux contributions qui compensent le coût d'un actif, elles sont systématiquement comptabilisées en résultat net sur la durée d'utilité de l'actif.

La société engage des frais de recherche et de développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental (« RS&DE ») dans certains territoires. Les crédits d'impôt à l'investissement remboursables sont comptabilisés à titre de crédits d'impôt pour la RS&DE dans les états consolidés du résultat net et du résultat global s'il existe une assurance raisonnable que la réalisation des crédits d'impôt aura lieu. Les crédits d'impôt pour la RS&DE non remboursables, qui sont déductibles des impôts payables par ailleurs, sont comptabilisés en résultat net en réduction des frais de recherche et de développement lorsqu'il existe une assurance raisonnable que les crédits d'impôt seront réalisés.

Les crédits d'impôt pour la RS&DE sont comptabilisés en fonction de la meilleure estimation faite par la direction des montants qui devraient être recouverts et sont assujettis à un audit des autorités fiscales. Dans le cas où les crédits d'impôt pour la RS&DE diffèrent de l'estimation, les différences sont comptabilisées pendant la période d'évaluation des autorités fiscales à titre d'ajustement des éléments auxquels ils sont liés.

Nouvelles normes et interprétations comptables entrées en vigueur

Un certain nombre de modifications aux normes existantes publiées par l'IASB ont été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés. Aucune des modifications n'a eu une incidence sur les présents états financiers consolidés.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Les modifications suivantes ont été adoptées le 1^{er} janvier 2020 :

Modifications des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS

Le 29 mars 2018, l'IASB a publié une version révisée de son *Cadre conceptuel*, qui comprenait les principales améliorations suivantes :

- nouveaux concepts d'évaluation, y compris des facteurs à prendre en considération lors du choix de la méthode d'évaluation;
- nouveaux concepts de présentation et de communication d'informations, notamment quand classer les produits et les charges dans les autres éléments du résultat global;
- nouvelles directives concernant la question de savoir quand supprimer des actifs et des passifs des états financiers;
- mise à jour des définitions d'un actif et d'un passif;
- mise à jour des critères permettant d'inclure les actifs et les passifs dans les états financiers;
- éclaircissements des notions de prudence, d'appréciation, d'incertitude relative à la mesure et de la prééminence de la substance sur la forme.

Définition du terme « entreprise » (modifications d'IFRS 3 Regroupements d'entreprises)

La société a adopté des modifications d'IFRS 3 *Regroupements d'entreprises*, qui visent à clarifier si une acquisition donne lieu à une acquisition d'entreprise ou d'un groupe d'actifs. La définition modifiée d'une entreprise est de portée limitée, indiquant que le processus doit être substantiel, et que les entrées et le processus doivent avoir la capacité de contribuer significativement ensemble à la création de sorties. En outre, la définition de sorties est ramenée au concept de biens et de services à fournir à des clients, alors que la définition précédente mettait l'accent sur des rendements sous forme de dividendes. Les modifications comprennent également un test de concentration de la juste valeur facultatif qui simplifie l'appréciation à porter pour pouvoir conclure si une acquisition donne lieu à une acquisition d'entreprise ou d'un groupe d'actifs.

Définition du terme « significatif » (modifications d'IAS 1 Présentation des états financiers et d'IAS 8 Méthodes comptables, changements dans les estimations comptables et erreurs)

Le 31 octobre 2018, l'IASB a clarifié la définition du terme « significatif ». Aux termes de cette modification, une information est significative si on peut raisonnablement s'attendre à ce que son omission, son inexactitude ou son obscurcissement influence les décisions que les principaux utilisateurs des états financiers à usage général prennent en se fondant sur ces états financiers.

IFRS 16 – Allègements de loyer liés à la COVID-19

Le 28 mai 2020, l'IASB a publié une modification d'IFRS 16 *Contrats de location*, qui prévoit une mesure de simplification facultative à l'intention des preneurs leur permettant de ne pas évaluer si un allègement de loyer lié à la COVID-19 constitue une modification de contrat de location.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Les modifications suivantes ont été adoptées le 1^{er} janvier 2021 :

Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2

La société a adopté les modifications apportées à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16. Ces modifications prévoient des exemptions temporaires qui tiennent compte des effets sur l'information financière lorsqu'un taux interbancaire offert est remplacé par un taux d'intérêt quasi sans risque. Les modifications prévoient deux exemptions principales qui s'appliquent aux changements apportés en conséquence directe de la réforme et lorsque le changement de taux est fait en conséquence directe de la réforme et sur une base économiquement équivalente :

- Les modifications apportées aux instruments financiers comptabilisés au coût amorti par suite de la réforme sont reflétées de façon prospective comme une modification du taux d'intérêt effectif de l'instrument plutôt que comme un profit ou une perte immédiat.
- Selon certains critères, les relations de couverture qui sont directement touchées par la réforme pourraient continuer d'appliquer la comptabilité de couverture après la transition au nouveau taux.

Les modifications décrites ci-dessus n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés.

Nouvelles normes comptables et interprétations publiées mais non encore entrées en vigueur

Un certain nombre de modifications aux normes existantes publiées par l'IASB sont obligatoires mais ne sont pas encore en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. La société ne s'attend pas à ce que ces modifications aient une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Modifications des références au Cadre conceptuel des IFRS

Cette modification remplace les références au *Cadre conceptuel de l'information financière de 2010* par des références au *Cadre conceptuel de l'information financière de 2018* pour définir ce qui constitue un actif ou un passif dans un regroupement d'entreprises, ajoute une nouvelle exception selon laquelle, dans le cas de certains actifs et passifs éventuels, IAS 37 *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels* ou IFRIC 21 *Droits ou taxes* devrait être appliquée, et non le *Cadre conceptuel de 2018*, et précise qu'un acquéreur ne doit pas comptabiliser d'actifs éventuels à la date d'acquisition. Les modifications s'appliquent aux regroupements d'entreprises survenus au cours des périodes de présentation de l'information financière ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est autorisée.

Modifications du classement des passifs

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers* (« les modifications »), afin de préciser les exigences en ce qui concerne le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants. Plus spécifiquement :

- a) les modifications précisent que les conditions en place à la clôture de la période de présentation de l'information financière sont celles qui serviront à déterminer si un droit de différer le règlement d'un passif existe;
- b) les attentes de la direction à l'égard des événements qui surviendront après la date de l'état consolidé de la situation financière, par exemple à savoir si une clause restrictive ne sera pas respectée ou si un règlement anticipé aura lieu, ne sont pas pertinentes;
- c) les modifications précisent les situations qui sont considérées comme étant un règlement de passif.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

4 Regroupements et cessions d'entreprises

a) Acquisitions

Transaction pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

Base Commerce LLC

Le 1^{er} janvier 2021, la société a acquis la quasi-totalité des actifs nets de Base Commerce LLC (« Base »), une société de traitement des paiements axée sur la technologie et spécialisée dans les solutions de traitement des paiements par carte bancaire et par chambre de compensation automatisée. Le coût d'achat de l'acquisition a totalisé 92 678 \$, dont une tranche de 89 674 \$ a été payée en trésorerie à la clôture. Le solde consiste en une contrepartie éventuelle de 3 004 \$, qui est conditionnelle au respect de certains critères de performance. Depuis que la répartition initiale du prix d'achat a été comptabilisée, la contrepartie conditionnelle a diminué de 4 000 \$, les immobilisations incorporelles ont augmenté de 2 406 \$, les créances clients et autres débiteurs ont diminué de 1 621 \$ et les comptes fournisseurs et autres créditeurs ont augmenté de 1 695 \$ relativement à des faits et circonstances qui existaient au moment de l'acquisition, et ces ajustements ont été présentés comme un ajustement de 3 090 \$ du goodwill.

Afin de financer la contrepartie en trésorerie mentionnée précédemment, au 31 décembre 2020, la société a également augmenté sa facilité de crédit en modifiant sa convention de crédit pour y ajouter un emprunt à terme de 100 000 \$ (note 12).

L'apport de Base aux produits des activités ordinaires de la société s'est chiffré à 53 804 \$ pour la période allant de la date d'acquisition au 31 décembre 2021. Les coûts d'acquisition de 268 \$ ont été comptabilisés en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 (218 \$ en 2020).

Mazooma Technical Services Inc.

Le 3 août 2021, la société a acquis la totalité des actions de Mazooma Technical Services Inc. (« Mazooma »), un fournisseur nord-américain de services de paiements offrant des virements instantanés de banque à banque et de paiements en temps réel pour des retraits rapides. Le prix d'achat, y compris l'ajustement de clôture pour cette acquisition, s'élevait à 68 342 milliers de dollars canadiens (54 503 \$). La contrepartie initiale comprenait un montant en trésorerie de 54 063 milliers de dollars canadiens (43 116 \$) et un montant de 14 278 milliers de dollars canadiens (11 387 \$) payé par l'émission de 138 522 actions à droit de vote subordonné pour le vendeur, établie d'après le prix coté des actions à droit de vote subordonné à la TSX à la date de clôture. Le prix d'achat comprend également une contrepartie conditionnelle d'un montant maximal total, incluant la contrepartie initiale, de 400 000 milliers de dollars canadiens (316 531 \$). La contrepartie conditionnelle est assujettie à l'atteinte de certaines cibles de rendement sur une période de trois ans. À la date d'acquisition, la juste valeur de la contrepartie conditionnelle était estimée à néant.

L'apport de Mazooma aux produits des activités ordinaires de la société s'est chiffré à 2 194 \$ pour la période allant de la date d'acquisition au 31 décembre 2021. Les coûts d'acquisition de 1 106 \$ ont été comptabilisés en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

SimplexCC Ltd.

Le 1^{er} septembre 2021, la société a acquis la totalité des actions de SimplexCC Ltd. (« Simplex »), un fournisseur de solutions de paiement pour le secteur des actifs numériques reliant les participants au marché, notamment les bourses, les courtiers, les portefeuilles et les fournisseurs de liquidités, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 290 574 \$, y compris un montant de 40 574 \$ lié au fonds de roulement et aux ajustements de clôture. À la suite de l'estimation de la répartition initiale du prix d'achat, les passifs d'impôt différé et l'impôt à payer ont été réduits respectivement de 1 432 \$ et de 689 \$, et un actif d'impôt différé de 24 \$ a été comptabilisé relativement à des faits et à des circonstances qui existaient au moment de l'acquisition, et ces ajustements ont été présentés comme une réduction de 2 145 \$ du goodwill.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

L'apport de Simplex aux produits des activités ordinaires de la société s'est chiffré à 16 547 \$ pour la période allant de la date d'acquisition au 31 décembre 2021. Les coûts d'acquisition de 1 038 \$ ont été comptabilisés en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Parallèlement à l'acquisition de l'entreprise, la société a conclu des accords de rémunération à long terme pour le maintien en poste et les services futurs. Ces accords ont été comptabilisés séparément de l'acquisition de l'entreprise et sont comptabilisés dans les frais de vente et charges générales et administratives au fur et à mesure que les services sont rendus. En 2021, un montant de 10 750 \$ a été comptabilisé.

Paymentez LLC

Le 1^{er} septembre 2021, la société a acquis la totalité des actions de Paymentez LLC (« Paymentez »), un fournisseur de paiements sud-américain, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 24 459 \$. Depuis que la répartition initiale du prix d'achat a été estimée, certains ajustements ont été apportés à la juste valeur marchande des immobilisations incorporelles acquises, ce qui a entraîné une augmentation de 1 671 \$ du montant inscrit au poste « Technologies », une hausse de 222 \$ du montant inscrit au poste « Marques de commerce » et une diminution de 880 \$ du montant inscrit au poste « Relations avec les partenaires et les commerçants », ainsi qu'une incidence correspondante sur le goodwill, soit une diminution de 1 013 \$.

L'apport de Paymentez aux produits des activités ordinaires de la société s'est chiffré à 907 \$ pour la période allant de la date d'acquisition au 31 décembre 2021. Les coûts d'acquisition de 351 \$ ont été comptabilisés en charges au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Afin de soutenir le financement des acquisitions de Mazooma, de Simplex et de Paymentez mentionnées précédemment, au 18 juin 2021, la société a augmenté sa facilité de crédit en modifiant sa convention de crédit pour y ajouter un emprunt à terme de 300 000 \$ (note 12).

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Répartition du prix d'achat

Le tableau qui suit présente sommairement, pour toutes les acquisitions réalisées au cours de la période, les montants définitifs ou provisoires des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

	Base (montants définitifs) \$	Mazooma (montants provisoires) \$	Simplex (montants provisoires) \$	Paymentez (montants provisoires) \$	Total \$
Actifs acquis					
Trésorerie	744	5 369	52 832	1 224	60 169
Fonds distincts	122 139	18 506	3 632	94	144 371
Créances clients et autres débiteurs	6 860	809	3 641	323	11 633
Charges payées d'avance	42	238	—	—	280
Immobilisations corporelles	160	—	428	29	617
Dépôts auprès de fournisseurs de services de traitement des paiements	1 385	—	—	—	1 385
Autres actifs non courants	—	—	—	1 109	1 109
Immobilisations incorporelles					
Marques de commerce	2 396	—	—	222	2 618
Technologies	8 809	22 076	105 435	10 878	147 198
Relations avec les partenaires et les commerçants	47 232	15 158	55 422	4 420	122 232
Goodwill ¹	32 109	28 069	103 098	9 196	172 472
Actifs d'impôt différé	—	—	24	—	24
	221 876	90 225	324 512	27 495	664 108
Passifs repris					
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(7 059)	(290)	(6 104)	(1 287)	(14 740)
Autres passifs courants	—	(1 763)	—	—	(1 763)
Montant à payer à des commerçants	(122 139)	(18 506)	(3 632)	(94)	(144 371)
Impôt à payer	—	(5 565)	(4 678)	(156)	(10 399)
Passifs d'impôt différé	—	(9 598)	(19 524)	—	(29 122)
Autres passifs non courants	—	—	—	(1 499)	(1 499)
	92 678	54 503	290 574	24 459	462 214
Total de la contrepartie					
Trésorerie versée	89 674	43 116	290 574	24 459	447 823
Émission de titres de capitaux propres	—	11 387	—	—	11 387
Contrepartie éventuelle	3 004	—	—	—	3 004
	92 678	54 503	290 574	24 459	462 214

¹ Le goodwill se compose principalement de la croissance future, de la main-d'œuvre assemblée et des synergies attendues, qui n'ont pas été comptabilisées séparément puisqu'elles ne satisfaisaient pas aux critères de comptabilisation des immobilisations incorporelles identifiables. Le goodwill découlant des acquisitions de Base et de Paymentez est déductible fiscalement.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Transactions pour l'exercice clos le 31 décembre 2020

Smart2Pay Technology & Services B.V.

Le 2 novembre 2020, la société a fait l'acquisition de Smart2Pay Technology & Services B.V. (« Smart2Pay »), un prestataire de services de paiement dont le siège social est situé aux Pays-Bas. La juste valeur de la contrepartie transférée se composait d'un paiement en trésorerie de 70 900 mille euros (81 927 \$) et de 6 711 923 actions à droit de vote subordonné émises à même le capital non émis de la société et ayant une juste valeur de 37,95 \$ par action, établie d'après le prix coté des actions à droit de vote subordonné à la TSX à la date de clôture.

L'apport de Smart2Pay aux produits des activités ordinaires et au résultat net de la société s'est chiffré respectivement à 9 753 \$ et à 2 029 \$ pour la période allant de la date d'acquisition au 31 décembre 2020. L'apport au résultat net inclut l'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises. Des coûts d'acquisition de 4 044 \$ ont été comptabilisés en charges dans les frais de vente et charges générales et administratives à l'état consolidé du résultat net et du résultat global de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Répartition du prix d'achat

Le tableau qui suit présente sommairement les montants définitifs comptabilisés au titre des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition :

	Smart2Pay
	\$
Actifs acquis	
Trésorerie	14 390
Fonds distincts	25 534
Créances clients et autres débiteurs	89
Charges payées d'avance	88
Autres actifs	96
Immobilisations corporelles	276
Actif au titre des droits d'utilisation	95
Immobilisations incorporelles :	
Technologies	63 093
Relations avec les partenaires et les commerçants	103 503
Goodwill ¹	198 439
	405 603
Passifs repris	
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(1 026)
Montant à payer à des commerçants	(25 534)
Obligations locatives	(97)
Impôt à payer	(631)
Passifs d'impôt différé	(41 650)
	336 665
Total de la contrepartie	
Trésorerie versée	81 927
Émission de titres de capitaux propres	254 738
Total	336 665

¹ Le goodwill est principalement attribuable à la croissance future, aux synergies attendues et au regroupement des effectifs, éléments qui n'ont pas été comptabilisés séparément puisqu'ils ne répondent pas aux critères de comptabilisation s'appliquant aux immobilisations incorporelles identifiables. Le goodwill découlant de cette acquisition n'est pas déductible fiscalement.

Le 2 novembre 2020, pour financer une partie de la contrepartie en trésorerie dont il est fait mention ci-dessus, la société a également augmenté sa facilité de crédit (voir la note 12) en modifiant sa convention de crédit pour y ajouter un emprunt à terme de 10 000 \$.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

b) Cession d'une filiale

En mai 2020, la société a cédé CreditGuard, filiale entièrement détenue par la société, pour une contrepartie de 21 108 \$, y compris des ajustements de 1 108 \$. L'évaluation des actifs et des passifs de CreditGuard à la juste valeur diminuée des coûts de la vente a donné lieu à la comptabilisation d'une perte de valeur de 338 \$ dans les frais de vente et charges générales et administratives de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Les actifs et les passifs vendus se composent de ce qui suit :

	\$
Goodwill	7 664
Immobilisations incorporelles	9 689
Créances clients et autres débiteurs	1 673
Autres actifs	1 864
Actifs cédés	20 890
Dettes fournisseurs et charges à payer	779
Autres passifs	728
Passifs cédés	1 507
Produit en trésorerie, déduction faite d'un montant en trésorerie de 2 063 \$	19 045

5 Créances clients et autres débiteurs

	2021 \$	2020 \$
Créances clients	34 765	26 657
Crédits d'impôt à l'investissement	36	805
Autres débiteurs	4 461	4 593
Total	39 262	32 055

L'exposition de la société aux risques de crédit et de marché et aux pertes de valeur sur les créances clients est décrite à la note 21.

6 Stocks

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, le coût des ventes comprend des coûts des stocks de 2 202 \$ (2 778 \$ en 2020) et aucune réduction de valeur à la valeur de réalisation nette (513 \$ en 2020).

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

7 Avances consenties à des tiers

Les avances consenties à des tiers se composent de ce qui suit :

	2021	2020
	\$	\$
Avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce	16 616	46 680
Autres	164	318
	16 780	46 998
Partie courante	(3 104)	(8 520)
Partie non courante	13 676	38 478

En 2018, la société a conclu diverses conventions avec une seule organisation commerciale indépendante tierce dans le but d'acquérir les droits sur les flux de trésorerie futurs d'un portefeuille de contrats conclus avec des commerçants. En 2021, la contrepartie totale en trésorerie pour acquérir des droits était de néant (3 240 \$ en 2020). Dans le cadre de ces conventions, la société peut recevoir des paiements, correspondant à un pourcentage précis des frais de traitement, directement des institutions financières lorsqu'un commerçant utilise les services de traitement des paiements de l'organisation commerciale indépendante tierce. Les conventions prévoient des paiements minimums garantis pour les trois premières années de la convention, lesquels sont effectués par l'organisation commerciale indépendante tierce qui assure le remplacement des commerçants afin de respecter ces paiements minimums garantis. Après trois ans, le portefeuille des commerçants est fixe et les flux de trésorerie ne sont plus garantis. La société a comptabilisé la transaction en deux parties : 1) l'acquisition d'un portefeuille de prêts, qui sera réglé au moyen des montants résiduels reçus de commerçants pendant les trois premières années de la convention; et 2) un dépôt versé pour le droit d'acquérir un portefeuille fixe de contrats de commerçants à la fin de la troisième année. Les deux composantes de cette acquisition sont comptabilisées initialement à la juste valeur et ultérieurement comptabilisées à la JVRN, la juste valeur de chaque unité de comptabilisation étant déterminée en calculant la valeur actualisée des flux de trésorerie estimatifs futurs sur la durée des conventions au moyen d'un taux d'actualisation approprié fondé sur le marché. Les flux de trésorerie futurs sont estimés d'après l'expérience passée et le taux d'attrition attendu, établi au moyen de l'information connue, ainsi qu'à la lumière des conditions économiques courantes et prévues.

Conformément aux ententes, ces avances consenties à un tiers sont réglées en échange d'un portefeuille fixe de contrats conclus avec des commerçants à la fin de la période de garantie minimale de trois ans. Le portefeuille de contrats de commerçants est comptabilisé à la juste valeur de l'avance consentie à un tiers à la date du règlement, à titre d'immobilisation incorporelle dans les relations entre les partenaires et les commerçants.

Le tableau qui suit indique la variation des avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce :

	2021	2020
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	46 680	51 175
Intérêts sur les avances consenties à un tiers	2 568	5 427
Montants résiduels reçus de commerçants	(9 036)	(12 649)
Règlement des avances consenties à un tiers	(23 687)	—
Acquisition	—	3 240
Réévaluation de la juste valeur	91	(513)
Solde à la clôture de l'exercice	16 616	46 680

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

8 Immobilisations corporelles

	Note	Terminaux	Matériel informatique	Matériel de bureau, fournitures et agencements	Améliorations locatives	Actifs au titre du droit d'utilisation – Immeubles	Total
		\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût							
Solde au 31 décembre 2019		2 378	5 578	1 163	3 584	8 676	21 379
Acquisitions		541	2 725	47	82	3 176	6 571
Cession		—	(3 401)	(72)	(74)	—	(3 547)
Acquisition réalisée par la voie de regroupements d'entreprises	4	—	164	43	69	95	371
Incidence des fluctuations des cours de change		30	(270)	—	4	47	(189)
Solde au 31 décembre 2020		2 949	4 796	1 181	3 665	11 994	24 585
Acquisitions		649	4 452	374	253	1 747	7 475
Acquisition réalisée par la voie de regroupements d'entreprises	4	41	446	111	19	—	617
Incidence des fluctuations des cours de change		(7)	70	76	(36)	65	168
Solde au 31 décembre 2021		3 632	9 764	1 742	3 901	13 806	32 845
Cumul des amortissements							
Solde au 31 décembre 2019		1 109	2 401	196	662	1 739	6 107
Amortissement		556	1 959	159	286	2 161	5 121
Cession		—	(3 108)	(28)	(28)	—	(3 164)
Incidence des fluctuations des cours de change		(1)	—	—	—	(15)	(16)
Solde au 31 décembre 2020		1 664	1 252	327	920	3 885	8 048
Amortissement		556	2 373	223	341	2 318	5 811
Incidence des fluctuations des cours de change		—	100	18	(8)	20	130
Solde au 31 décembre 2021		2 220	3 725	568	1 253	6 223	13 989
Valeurs comptables							
Au 31 décembre 2020		1 285	3 544	854	2 745	8 109	16 537
Au 31 décembre 2021		1 412	6 039	1 174	2 648	7 583	18 856

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

9 Immobilisations incorporelles et goodwill

a) Immobilisations incorporelles

	Note	Logiciels \$	Marques de commerce \$	Technologies \$	Relations avec les partenaires et les commerçants \$	Total des immobilisa- tions incorporelles \$	Goodwill \$
Coût							
Solde au 31 décembre 2019		37 030	9 519	196 956	251 228	494 733	768 497
Acquisitions		14 448	—	—	—	14 448	—
Acquisition réalisée par la voie de regroupements d'entreprises	4	—	—	63 093	103 503	166 596	198 439
Cession		(4 183)	(196)	(3 267)	(2 572)	(10 218)	(7 664)
Incidence des fluctuations des cours de change		820	—	3 220	5 173	9 213	10 548
Solde au 31 décembre 2020		48 115	9 323	260 002	357 332	674 772	969 820
Acquisitions		25 217	—	95	—	25 312	—
Acquisition réalisée par la voie de regroupements d'entreprises	4	—	2 618	147 198	122 232	272 048	172 472
Règlement des avances consenties à un tiers	7	—	—	—	23 687	23 687	—
Incidence des fluctuations des cours de change		(178)	(6)	(4 963)	(8 141)	(13 288)	(15 524)
Solde au 31 décembre 2021		73 154	11 935	402 332	495 110	982 531	1 126 768
Cumul des amortissements							
Solde au 31 décembre 2019		10 473	4 584	9 171	62 125	86 353	—
Amortissement		10 861	3 216	13 454	37 021	64 552	—
Cession		—	(54)	(182)	(143)	(379)	—
Incidence des fluctuations des cours de change		—	—	1	13	14	—
Solde au 31 décembre 2020		21 334	7 746	22 444	99 016	150 540	—
Amortissement		11 976	1 057	22 589	49 395	85 017	—
Incidence des fluctuations des cours de change		—	—	(271)	(355)	(626)	—
Solde au 31 décembre 2021		33 310	8 803	44 762	148 056	234 931	—
Valeurs comptables							
Au 31 décembre 2020		26 781	1 577	237 558	258 316	524 232	969 820
Au 31 décembre 2021		39 844	3 132	357 570	347 054	747 600	1 126 768

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

b) Test de dépréciation du goodwill

La société a procédé à son test de dépréciation annuel du goodwill pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill a été affecté aux UGT de la société, lesquelles représentent le plus bas niveau au sein de la société auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne, comme suit :

	Note	Corporation Nuvei ¹	Paiements électroniques ²	CreditGuard	Loan Payment Pro	Total
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2019		313 560	431 890	7 664	15 383	768 497
Cession d'une filiale		—	—	(7 664)	—	(7 664)
Acquisitions réalisées par la voie de regroupements d'entreprises	4	—	198 439	—	—	198 439
Incidence des fluctuations des cours de change		—	10 548	—	—	10 548
Solde au 31 décembre 2020		313 560	640 877	—	15 383	969 820
Acquisitions réalisées par la voie de regroupements d'entreprises	4	60 178	112 294	—	—	172 472
Incidence des fluctuations des cours de change		—	(15 524)	—	—	(15 524)
Solde au 31 décembre 2021		373 738	737 647	—	15 383	1 126 768

¹ Inclut les acquisitions de Base et de Mazooma (note 4).

² Inclut les acquisitions de Smart2Pay, de Simplex et de Paymentez (note 4).

La société a établi les valeurs recouvrables des UGT au moyen de la méthode fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, qui a été estimée au moyen d'une approche axée sur le marché. La société a conclu que la valeur recouvrable des UGT faisant l'objet du test annuel était supérieure à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée en 2021 et en 2020.

Les justes valeurs ont été établies d'après un multiple appliqué au BAIIA ajusté prévisionnel (bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements) pour la prochaine année, qui tient compte des prévisions financières approuvées par la haute direction. Les principales hypothèses utilisées lors de l'application de la méthode fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie comprennent les estimations des volumes de ventes, du coût des intrants et des frais de vente et charges générales et administratives servant à déterminer le BAIIA ajusté prévisionnel futur, ainsi que le multiple appliqué au BAIIA ajusté prévisionnel. Le multiple appliqué au BAIIA ajusté a été obtenu en utilisant des données de marché pour des sociétés comparables. Les valeurs attribuées aux principales hypothèses représentent l'évaluation par la direction des tendances futures et ont été établies d'après les données historiques obtenues de sources externes et internes. Aucune modification raisonnablement possible des principales hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable n'entraînerait une perte de valeur du goodwill.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

10 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs se composent de ce qui suit :

	2021	2020
	\$	\$
Dettes fournisseurs	29 720	20 307
Primes à payer et autres charges liées à la rémunération	30 460	13 541
Taxes de vente	10 358	6 073
Intérêts à payer	262	1 212
Montant à payer aux fournisseurs de services de traitement	6 497	3 644
Montant à payer à des commerçants non lié à des fonds distincts	14 991	14 823
Autres charges à payer	9 560	5 179
	101 848	64 779

L'information à propos de l'exposition de la société au risque de change et au risque de liquidité est présentée à la note 21.

11 Autres passifs

a) Autres passifs courants

Les autres passifs courants se composent de ce qui suit :

	Note	2021	2020
		\$	\$
Provision pour pertes sur les comptes de commerçants		6 265	6 694
Contrepartie conditionnelle	22	3 004	—
Passif au titre de l'option de vente lié à LPP	22	531	—
Autres		3 426	438
		13 226	7 132

Le tableau qui suit indique les variations de la provision pour pertes sur les comptes de commerçants :

	2021	2020
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	6 694	3 736
Provision constituée au cours de l'exercice	2 199	4 342
Provision utilisée ou reprise au cours de l'exercice	(2 628)	(1 384)
Solde à la clôture de l'exercice	6 265	6 694

b) Les autres passifs non courants comprennent les suivants :

	Note	2021	2020
		\$	\$
Passif au titre de l'option de vente lié à LPP	22	—	1 036
Autres		4 509	623
		4 509	1 659

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Le passif au titre de l'option de vente lié à LPP oblige la société, dans certaines circonstances et sur demande après janvier 2022, à racheter un nombre de parts détenues par les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle correspondant à au moins i) le produit du nombre total de parts détenues par les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, multiplié par ii) le nombre total de parts du capital détenues par les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, divisé par iii) le nombre total de parts émises et en circulation des détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle. Les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle ont exercé l'option de vente le 4 février 2022 (note 27).

12 Facilités de prêt et emprunts

Le tableau qui suit présente les modalités et les conditions rattachées aux facilités de prêt et emprunts de la société :

	Notes	31 décembre 2021		31 décembre 2020	
		Facilité \$	Valeur comptable \$	Facilité \$	Valeur comptable \$
Facilité de crédit modifiée et mise à jour	a), b)				
Facilités de crédit de premier rang					
Facilités d'emprunt à terme		511 971	500 282	211 971	206 481
Facilité de crédit renouvelable		385 000	—	100 000	—
Total des facilités de crédit			500 282		206 481
Obligations locatives	c)		8 313		8 772
			508 595		215 253
Partie courante des facilités de prêt et emprunts			(7 349)		(2 527)
Facilités de prêt et emprunts			501 246		212 726

Les facilités de prêt et emprunts sont présentés déduction faite des coûts de transaction non amortis. Les coûts de transaction liés à l'émission de facilités de prêt et emprunts sont amortis sur la durée de la dette selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'information à propos de l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt, au risque de change et au risque de liquidité est présentée à la note 21.

a) Facilité de crédit modifiée et mise à jour

2021

Le 18 juin 2021, la société a renégocié les modalités de sa facilité de crédit afin de réduire le taux d'intérêt et d'augmenter la capacité totale de financement disponible aux termes de la facilité, pour la faire passer de 211 971 \$ à 511 971 \$, sous la forme d'emprunts à terme, et pour la porter de 100 000 \$ à 350 000 \$ sous la forme d'une facilité renouvelable. L'encours de capital de l'emprunt à terme sera payable trimestriellement au taux annuel de 1,00 % et le solde résiduel sera payable à l'échéance, laquelle n'a pas changé, soit le 28 septembre 2025. L'échéance de la facilité renouvelable a été prolongée d'un an, soit jusqu'au 28 septembre 2024. Aucun changement n'a été apporté aux garanties et aux clauses restrictives de l'entente de facilité de crédit. Ces modifications ont été traitées comme une modification de la dette et n'ont entraîné aucun profit ni perte. Parallèlement à l'entente, la société a prélevé 300 000 \$ sur la facilité d'emprunt à terme modifiée, prélèvement qui a été comptabilisé pour un montant net, déduction faite des coûts de transaction de 5 373 \$.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

- i) Les prêts tirés en dollars américains aux termes des facilités de crédit de premier rang portent intérêt au taux de base variable¹ majoré de 1,50 % (3,00 % au 31 décembre 2020) ou au taux ajusté de l'eurodevise² majoré de 2,50 % (4,00 % au 31 décembre 2020). Au 31 décembre 2021, le taux d'intérêt sur les facilités d'emprunt à terme était de 3,00 % (4,75 % au 31 décembre 2020).
- ii) Les prêts tirés en dollars canadiens aux termes des facilités de crédit de premier rang portent intérêt au taux préférentiel canadien majoré de 1,50 % ou au taux des acceptations bancaires majoré de 2,50 %. Au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020, aucun prêt n'était libellé en dollars canadiens.
- iii) Advenant que le LIBOR ne soit plus en vigueur après la réforme des taux d'intérêt de référence et qu'il soit remplacé par le taux de financement à un jour garanti (*Secured Overnight Financing Rate* ou « SOFR ») à terme, le LIBOR pour le calcul des intérêts sera remplacé par la somme : a) du SOFR à terme; b) et de 0,11 % pour la période d'un mois d'intérêts, de 0,26 % pour la période de trois mois d'intérêts ou de 0,43 % pour la période de six mois d'intérêts; ou, si le LIBOR est remplacé par le SOFR quotidien, par la somme : a) du SOFR simple quotidien; b) et de 0,26 %.

Le 28 septembre 2021, la société a renégocié les modalités de sa facilité de crédit afin d'augmenter la capacité totale de financement disponible aux termes de la facilité de crédit renouvelable, pour la faire passer de 350 000 \$ à 385 000 \$.

2020

En 2020, le produit net de l'inscription à la cote de la TSX a été utilisé pour réduire les facilités de prêt et l'emprunt de la société par le remboursement de 615 600 \$ du capital total des emprunts à terme au titre des facilités de crédit de premier rang et de la facilité de crédit de second rang. En raison du remboursement partiel des facilités d'emprunt à terme de premier rang et du remboursement intégral de la facilité d'emprunt à terme de second rang, une tranche de 24 491 \$ des coûts de transaction non amortis a été comptabilisée à titre de remboursement anticipé et a été incluse dans les charges financières de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Également en 2020, la société a apporté des changements à sa facilité de crédit modifiée et mise à jour afin d'ajouter des emprunts à terme de 110 000 \$ et d'augmenter sa facilité de crédit renouvelable pour la faire passer de 50 000 \$ à 100 000 \$. De plus, le taux d'intérêt associé à la facilité d'emprunt à terme de premier rang a été ramené au TIOL majoré de 4,00 % ou au taux préférentiel canadien majoré de 3,00 %, selon le cas. Ce changement n'a entraîné aucun profit ni aucune perte sur modification de dette.

b) Garanties et clauses restrictives

Les emprunts effectués aux termes des facilités sont garantis par tous les actifs actuels et futurs de la société et de ses filiales actuelles et futures. La disponibilité continue des facilités de crédit de premier rang est subordonnée à la capacité de la société à maintenir un ratio d'endettement total inférieur ou égal à 7,50 : 1,00 au 31 décembre 2021 (8,00 : 1,00 au 31 décembre 2020), le ratio diminuant annuellement chaque 1^{er} octobre, jusqu'à ce qu'il s'établisse à 6,50 : 1,00 pour la période postérieure au 30 septembre 2023. Le ratio d'endettement total tient compte du rapport entre l'encours de la dette nette consolidée, correspondant à la dette à long terme moins les liquidités non soumises à restrictions, et le BAIIA ajusté consolidé, calculé conformément aux modalités de l'entente. La société respectait toutes les clauses restrictives applicables au 31 décembre 2021 et au 31 décembre 2020.

Au 31 décembre 2021, la société avait des facilités de lettres de crédit émises totalisant 46 125 \$ (30 100 \$ en 2020).

¹ Le taux de base variable est défini comme un taux annuel égal au plus élevé des taux suivants : a) taux en vigueur des fonds fédéraux + 0,5 %, b) LIBOR majoré de 1 %, c) taux préférentiel et d) 1,50 % (1,75 % en 2020).

² Le taux ajusté de l'eurodevise est défini comme un taux d'intérêt annuel égal au plus élevé des taux suivants : a) le taux de l'eurodevise multiplié par le taux de la réserve statutaire et b) 0,50 % (0,75 % en 2020).

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

c) Obligations locatives

La société a conclu des contrats de location de bureaux. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré utilisé pour actualiser les contrats de location en cours était de 4,74 % au 31 décembre 2021 (4,74 % en 2020).

Les montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net et du résultat global relativement aux obligations locatives sont présentés dans le tableau suivant :

	2021	2020
	\$	\$
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	382	384
(Profit) perte de change	(45)	259
Paievements de loyers variables	1 859	1 891
	2 196	2 534

13 Débentures convertibles non garanties à payer à des actionnaires

En 2020, le produit net de l'inscription à la cote de la TSX a été utilisé pour rembourser intégralement le capital, l'escompte d'émission initial impayé et les intérêts courus sur la débenture convertible non garantie à payer aux actionnaires, d'un montant de 93 384 \$. Dans le cadre du placement, un montant de 30 180 \$ en capital et en intérêts courus sur les débentures convertibles non garanties a été converti en actions ordinaires de catégorie A de la société.

Le tableau qui suit présente la variation des débentures convertibles non garanties à payer à des actionnaires :

	2020
	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	109 022
Intérêts inscrits à l'actif sur les débentures non garanties	15 503
Conversion en actions ordinaires de catégorie A, série C	(30 180)
Remboursement en trésorerie	(93 384)
Autres	(961)
Solde à la clôture de l'exercice	—

14 Capital-actions

Le capital-actions autorisé de la société se compose des catégories suivantes :

- Actions à droit de vote multiple – Droits de vote à 10 voix par action, confèrent à leurs porteurs le droit de recevoir les dividendes approuvés de temps à autre par le conseil, le cas échéant, au prorata des actions qu'ils détiennent, et convertibles à raison de une action contre une action à droit de vote subordonné.
- Actions à droit de vote subordonné – Droits de vote à 1 voix par action, confèrent à leurs porteurs le droit de recevoir les dividendes approuvés de temps à autre par le conseil, le cas échéant, au prorata des actions qu'ils détiennent, ne peuvent être converties en aucune autre catégorie d'actions.
- Actions privilégiées – Sans droit de vote, confèrent un droit préférentiel par rapport aux actions à droit de vote subordonné, aux actions à droit de vote multiple et aux autres actions pour ce qui est du paiement des dividendes et de la distribution des actifs.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Avant l'inscription à la cote de la TSX, le capital-actions autorisé se composait des catégories suivantes :

a) Actions ordinaires

Actions ordinaires de catégorie A – Avec droit de vote et de participation, conférant le droit de recevoir des dividendes, sans valeur nominale. La société était autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie A. Il existe quatre séries d'actions ordinaires de catégorie A comportant chacune des caractéristiques spécifiques, qui sont décrites ci-dessous :

- i) Série A : des droits de vote à 1,0000001 voix par action ordinaire de catégorie A, série A, pourraient être émis pour une contrepartie sous forme de trésorerie ou de biens. Conformément à la convention des actionnaires, il existait une option de vente sur une partie des actions ordinaires de catégorie A, série A, émises et en circulation. Cette option de vente permettait au porteur d'exiger en tout temps que la société rachète la totalité ou une partie des actions ordinaires à la juste valeur en contrepartie de trésorerie.
- ii) Série B : des droits de vote à 1 voix par action ordinaire de catégorie A, série B, pourraient être émis pour une contrepartie en trésorerie.
- iii) Série C : des droits de vote à 1 voix par action ordinaire de catégorie A, série C, pourraient être émis pour une contrepartie en trésorerie, conférant le droit d'échanger ces actions contre des actions ordinaires de catégorie A, série B, à un taux de 1:1.
- iv) Série D : des droits de vote à 1,0000002 voix par action ordinaire de catégorie A, série D, pourraient être émis pour une contrepartie sous forme de trésorerie ou de biens.

Actions ordinaires de catégorie B – Sans droit de vote, avec droit de participation, conférant le droit de recevoir des dividendes, sans valeur nominale. La société était autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires de catégorie B.

b) Actions privilégiées

Actions privilégiées de catégorie A – La société était autorisée à émettre 1 000 actions privilégiées de catégorie A. Sans droit de vote, sans droit de participation, conférant le droit de les échanger, conformément aux dispositions de la convention des actionnaires, contre des actions ordinaires de catégorie A, série A. Conformément à la convention des actionnaires, il existait une option de vente sur l'ensemble des actions privilégiées de catégorie A émises et en circulation de la société en cas de vente de celle-ci. Cette option de vente, qui peut alors être exercée à la discrétion du porteur, permettait à celui-ci de recevoir une compensation des autres actionnaires de la société.

Actions privilégiées de catégorie B – La société est autorisée à émettre 89 239 939 actions privilégiées de catégorie B. Sans droit de vote, sans droit de participation, conférant le droit de les échanger, conformément aux dispositions de la convention des actionnaires, contre des actions ordinaires de catégorie A, séries A, B, C ou D, rachetables sur demande au gré de la société et obligatoirement rachetables par celle-ci 10 ans après leur émission. Leur valeur de rachat est égale à 1,00 \$ par action plus un montant égal à 15 % de leur valeur initiale sur une base annuelle.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

c) Parts de capital dans une filiale (Nuvei Holdings Corporation)

Une filiale de la société avait émis, directement en faveur d'actionnaires de la société dans le cadre de la convention d'actionnaires, des actions privilégiées qui ont été autorisées comme suit :

Actions privilégiées de catégorie A – Sans droit de vote, avec droit de participation, rachetables sur demande au gré de la filiale ou de l'actionnaire. Leur valeur de rachat est égale à 1,00 \$ par action plus un montant égal à 10 % de leur valeur initiale sur une base annuelle.

Actions privilégiées de catégorie B – Sans droit de vote, avec droit de participation, conférant le droit de les échanger, conformément aux dispositions de la convention des actionnaires, contre des actions ordinaires de catégorie B de la filiale, rachetables sur demande au gré de la filiale ou de l'actionnaire. Leur valeur de rachat est égale à 1,00 \$ par action plus un montant égal à 10 % de leur valeur initiale sur une base annuelle.

Actions privilégiées de catégorie C – Sans droit de vote, avec droit de participation, aucun droit de recevoir des dividendes. Aucune action n'avait été émise.

Actions privilégiées de catégorie D – Sans droit de vote, sans droit de participation, rachetables sur demande au gré de la société et obligatoirement rachetables par celle-ci au plus tôt à la survenance de certains types d'événements ou 10 ans après leur émission. Leur valeur de rachat est égale à 1,00 \$ par action.

La société a émis le capital-actions suivant

2021

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la société a émis 1 233 084 actions à droit de vote subordonné pour une contrepartie en trésorerie de 8 994 \$ à la suite de l'exercice d'options sur actions. La société a également émis 138 522 actions à droit de vote subordonné d'une juste valeur de 11 387 \$ à titre de contrepartie partielle pour l'acquisition de Mazooma (note 4a)). Le 8 octobre 2021, la société a émis 3 450 000 actions à droit de vote subordonné dans le cadre de son inscription à la cote du Nasdaq aux États-Unis. La société a également comptabilisé des frais d'émission d'actions connexes de 16 611 \$.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, 16 183 189 actions à droit de vote multiple ont été converties en actions à droit de vote subordonné par suite de deux placements secondaires par voie de prise ferme.

Au 31 décembre 2021, il y avait 76 064 619 actions à droit de vote multiple et 66 929 432 actions à droit de vote subordonné en circulation.

2020

Le 2 novembre 2020, la société a émis 6 711 923 actions à droit de vote subordonné d'une juste valeur de 254 738 \$ dans le cadre de l'acquisition de Smart2Pay (voir la note 4 a)).

L'inscription à la cote de la TSX consistait en un placement de 29 171 050 actions à droit de vote subordonné émises à même le capital non émis, payables à la clôture du placement, pour un produit net total revenant à la société de 715 481 \$, après déduction des frais d'émission de 42 966 \$ payables par celle-ci.

Immédiatement avant la réalisation du placement, la société a procédé aux opérations suivantes (la « restructuration ») :

- a) Le capital-actions de la société a été modifié pour se composer d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple, d'actions à droit de vote subordonné et d'actions privilégiées de catégorie A, pouvant être émises en séries, et de 1 000 actions privilégiées de catégorie B.
- b) Un montant de 30 180 \$ en capital et en intérêts courus sur les débentures convertibles non garanties a été converti en actions ordinaires de catégorie A de la société.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

- c) Les actions ordinaires de catégorie A en circulation (toutes les séries) et les actions ordinaires de catégorie B de la société ont été converties en actions à droit de vote subordonné à raison de 2,8 pour 1.
- d) Les actions privilégiées de catégorie B en circulation de NHC ont été converties en actions à droit de vote subordonné à raison de 2,8 pour 1.
- e) Les actions ordinaires de catégorie A, les actions ordinaires de catégorie B, les actions privilégiées de catégorie A et les actions privilégiées de catégorie D en circulation de NHC détenues par la société ont été annulées sans aucune contrepartie.
- f) Les actions privilégiées de catégorie A en circulation de la société ont été converties en actions privilégiées de catégorie B à raison de 1 pour 1. Certains actionnaires ont alors acheté la totalité des actions privilégiées de catégorie B. Par la suite, la société a racheté les actions. Le capital-actions de la société a par la suite été modifié aux termes de statuts en vertu de la LCSA afin d'éliminer les actions privilégiées de catégorie B du capital-actions autorisé de la société et de redésigner les actions privilégiées de catégorie A comme des « actions privilégiées ».
- g) Les actions à droit de vote subordonné détenues par certains actionnaires ont été échangées contre un nombre égal d'actions à droit de vote multiple aux termes de conventions d'échange d'actions conclues entre la société et certains actionnaires.

Classement à titre de capitaux propres et de passifs

Les tableaux ci-après présentent le classement à titre de capitaux propres ou de passifs du capital-actions en circulation de la société et de sa filiale, et des options de vente connexes, ainsi que les variations du capital-actions de la société.

Instruments classés à titre de passifs

	2021		2020	
	Nombre	Valeur \$	Nombre	Valeur \$
Capital-actions de la société				
Actions ordinaires de catégorie A, série A				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	14 175 549	58 262
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(14 175 549)	(131 691)
Variations du montant de rachat comptabilisé à titre de charges financières	—	—	—	73 429
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions privilégiées de catégorie B				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	32 000 000	39 967
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(32 000 000)	(42 976)
Variations du montant de rachat comptabilisé à titre de charges financières	—	—	—	3 009
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Instruments classés à titre de capitaux propres

	2021		2020	
	Nombre	Valeur \$	Nombre	Valeur \$
Capital-actions de la société				
Actions ordinaires de catégorie A, série A				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	68 032 894	103 271
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(68 032 894)	(103 271)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions ordinaires de catégorie A, série B				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	66 739 698	86 145
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(66 739 698)	(86 145)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions ordinaires de catégorie A, série C				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	56 259 910	72 618
Émission d'actions – conversion de débetures convertibles non garanties	—	—	3 250 206	30 180
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(59 510 116)	(102 798)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions ordinaires de catégorie A, série D				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	44 403 491	182 498
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(44 403 491)	(182 498)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions ordinaires de catégorie B				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	1 457 360	5 990
Émission d'actions	—	—	89 286	193
Conversion en actions à droit de vote subordonné	—	—	(1 546 646)	(6 183)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions privilégiées de catégorie A				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	1 000	1
Conversion en actions privilégiées de catégorie B	—	—	(1 000)	(1)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—
Actions privilégiées de catégorie B				
Solde à l'ouverture de l'exercice	—	—	—	—
Émission d'actions – conversion d'actions privilégiées de catégorie A	—	—	1 000	1
Rachat d'actions	—	—	(1 000)	(1)
Solde à la clôture de l'exercice	—	—	—	—

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

	2021		2020	
	Nombre	Valeur \$	Nombre	Valeur \$
Actions à droit de vote subordonné				
Solde à l'ouverture de l'exercice	45 924 637	1 139 723	—	—
Émission d'actions				
Conversion d'actions ordinaires de catégorie A, séries A, B, C et D	—	—	90 307 767	606 403
Conversion d'actions ordinaires et privilégiées de catégorie B et de débetures convertibles	—	—	11 980 945	49 159
Conversion d'actions à droit de vote multiple	16 183 189	85 271	—	—
Exercice d'options sur actions	1 233 084	11 711	760	4
Émission dans le cadre des inscriptions à la cote	3 450 000	424 833	29 171 050	758 447
Émission dans le cadre des acquisitions	138 522	11 387	6 711 923	254 738
Conversion en actions à droit de vote multiple	—	—	(92 247 808)	(486 062)
Frais d'émission	—	(16 611)	—	(42 966)
Solde à la clôture de l'exercice	66 929 432	1 656 314	45 924 637	1 139 723
Actions à droit de vote multiple				
Solde à l'ouverture de l'exercice	92 247 808	486 062	—	—
Émission d'actions	—	—	92 247 808	486 062
Conversion en actions à droit de vote subordonné	(16 183 189)	(85 271)	—	—
Solde à la clôture de l'exercice	76 064 619	400 791	92 247 808	486 062
Total	142 994 051	2 057 105	138 172 445	1 625 785

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

15 Produits des activités ordinaires et charges par nature

	2021	2020
	\$	\$
Produits des activités ordinaires		
Produits des activités ordinaires tirés des services de transaction et de traitement offerts aux commerçants	715 769	368 299
Autres produits des activités ordinaires	8 757	7 927
	724 526	376 226
Coût des ventes		
Coût de traitement	143 261	64 106
Coût des marchandises vendues	4 494	5 149
	147 755	69 255
Frais de vente et charges générales et administratives		
Commissions	125 531	67 410
Rémunération des employés	109 798	57 509
Dotations aux amortissements	90 828	69 673
Honoraires de professionnels	24 532	15 493
Paiements fondés sur des actions	53 180	10 407
Pertes sur transactions	2 662	5 362
Ajustement de la contrepartie conditionnelle	—	(2 470)
Autres	24 772	11 588
	431 303	234 972

Les frais de vente et charges générales et administratives sont présentés déduction faite de crédits d'impôt à l'investissement et des autres subventions publiques. La société n'a pas comptabilisé de crédits d'impôt ou de subventions publiques pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (995 \$ en 2020).

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

16 Charges financières nettes

	2021	2020
	\$	\$
Produits financiers		
Intérêts sur les avances consenties à des tiers et produits d'intérêts	(2 859)	(5 427)
Charges financières		
Intérêts sur les facilités de prêt et emprunts (compte non tenu des obligations locatives)	16 380	42 024
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	382	384
Autres charges d'intérêts	117	251
Variation du montant de rachat des actions ordinaires de catégorie A classées à titre de passifs	—	73 429
Variation du montant de rachat des actions privilégiées d'une filiale	—	3 009
Intérêts sur les débetures non garanties	—	15 503
Perte sur modification de dette ou remboursement anticipé	—	24 491
	16 879	159 091
Charges financières nettes	14 020	153 664

17 Accords de paiement fondé sur des actions

Régime d'options sur actions (règlement en titres de capitaux propres)

Le 22 septembre 2020, dans le cadre de l'inscription à la cote de la TSX, le conseil d'administration de la société a fermé le régime incitatif à long terme fondé sur des actions (l'« ancien régime d'options sur actions ») qui était destiné aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés, aux consultants et à tous les membres de la société. À la place, un nouveau régime incitatif à long terme (le « régime incitatif général ») a été autorisé.

Régime incitatif général

Dans le cadre de l'inscription à la cote de la TSX, la société a attribué à certains hauts dirigeants et à certains employés 3 000 000 d'options permettant d'acquérir des actions à droit de vote subordonné à un prix d'exercice égal au prix d'offre de l'inscription à la cote de la TSX de 26,00 \$. Les droits sous-jacents à ces options s'acquerront par périodes annuelles successives sur une période de cinq ans suivant la date de leur attribution et auront une durée de 10 ans. Le régime incitatif général permettra également au conseil d'administration d'attribuer, aux participants admissibles, des options, des UAR, des UALP et des UAD.

Les UAR, les UALP et les UAD au titre desquelles les droits sont acquis seront réglées au moyen de l'émission d'actions à la date de règlement. Les droits visant les UAD sont acquis immédiatement, car celles-ci sont attribuées en contrepartie de services passés. Les droits visant les UAR et les UALP seront acquis sur une période de trois ans.

Ancien régime d'options

Le 21 septembre 2017, le conseil d'administration de la société a autorisé l'ancien régime d'options sur actions, qui prévoit l'octroi d'options sur actions aux administrateurs, aux dirigeants, aux employés, aux consultants et à tout autre membre de la société. Toutes les options doivent être réglées par la livraison physique des actions. Les actions qui faisaient l'objet de l'ancien régime d'options étaient les actions ordinaires de catégorie B de la société avant l'inscription à la cote de la TSX, et elles peuvent maintenant être exercées contre des actions à droit de vote subordonné. Dans le cadre de l'ancien régime d'options, la société a autorisé l'émission d'un maximum de 11 704 100 options sur actions.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Les options viennent à échéance 10 ans après la date de leur attribution et peuvent être exercées plus tôt et résiliées dans certaines circonstances. Aux termes du régime, sauf si le conseil d'administration de la société en décide autrement, les droits sous-jacents aux options s'acquiert sur une période de cinq ans et la charge est comptabilisée sur une base accélérée, car la juste valeur de chaque versement est déterminée séparément et comptabilisée sur les périodes d'acquisition des droits respectives.

La société a conclu certaines conventions d'options régies par l'ancien régime d'options sur actions. Toutefois, outre les caractéristiques décrites ci-dessus, les options régies par ces conventions comprennent une disposition permettant à la société de récupérer n'importe lequel des instruments, afin de respecter le nombre maximal d'options sur actions autorisé aux fins d'émission, dans le cas où la société accorde des options à d'autres employés. En raison de la disposition en matière de récupération, la date d'attribution de ces options n'est pas atteinte tant que la disposition n'est pas supprimée.

Avant l'inscription à la cote de la TSX, la société ne comptabilisait aucune charge de rémunération au titre des options sur actions assorties d'une disposition en matière de récupération puisqu'il était prévu que ces options sur actions seraient entièrement récupérées. Au moment de l'inscription à la cote de la TSX, et après ajustement pour tenir compte de la restructuration, les droits sous-jacents à 205 666 options sur actions en cours assorties d'une disposition en matière de récupération sont devenus acquis et ces options sont devenues exerçables. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la société a comptabilisé une charge de rémunération de 4 587 \$ par suite de l'acquisition des droits sous-jacents à ces options, et la disposition en matière de récupération a été annulée. La juste valeur a été estimée au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, en fonction des hypothèses décrites dans le tableau ci-dessous.

i) Dernière attribution

Le 16 mars 2020, 357 143 options sur actions ont été attribuées (1 000 000 avant conversion). La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options sur actions attribuées était de 4,34 \$ (1,55 \$ avant conversion). La juste valeur a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes, d'après les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

ii) Conversion à la suite de l'inscription à la cote de la TSX

Dans le cadre de la restructuration décrite à la note 14 des présents états financiers consolidés, les modalités de l'ancien régime d'options sur actions ont été modifiées comme suit :

- Les droits sous-jacents à toutes les options sur actions attribuées avant le 20 novembre 2019 sont acquis et toutes les options sont devenues exerçables, au gré du porteur, sur une base nette contre des actions à droit de vote subordonné.
- Les droits sous-jacents à toutes les options sur actions attribuées à compter du 20 novembre 2019 continuent de s'acquérir conformément à leurs calendriers d'acquisition des droits existants, et les options peuvent être exercées en vue d'obtenir des actions à droit de vote subordonné.
- Aucune nouvelle attribution ne sera faite dans le cadre de l'ancien régime d'options sur actions.
- La disposition en matière de récupération a été supprimée, car il n'est plus possible que ces options sur actions soient entièrement récupérées.
- Le nombre d'actions et le prix d'exercice sous-jacent à chacune des options sur actions en cours de la société ont été ajustés selon un ratio de 2,8 pour 1. Par conséquent, lors de la réalisation de la restructuration, il y avait 3 621 323 options sur actions en cours permettant d'acquérir des actions à droit de vote subordonné en circulation.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Variation du solde des paiements fondés sur des actions

Le tableau qui suit présente sommairement la variation des UAR, des UALP, des UAD et des options sur actions en cours pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

	Unités d'actions de négoiation restreinte	Unités d'actions liées à la performance	Unités d'actions différées	Options sur actions	
				Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En cours à l'ouverture de l'exercice 2020	—	—	—	3 659 375	4,00
Assujetties à une clause de récupération par la société	—	—	—	(357 143)	3,75
Annulées par renonciation	—	—	—	(94 836)	24,57
Attribuées	—	—	3 076	3 795 757	27,62
Exercées	—	—	—	(32 648)	4,70
En cours à la clôture de l'exercice 2020	—	—	3 076	6 970 505	16,59
Annulées par renonciation	(617)	—	—	(264 395)	30,06
Attribuées	972 714	1 395 169	7 295	3 374 192	117,25
Exercées	—	—	—	(1 233 084)	7,29
En cours à la clôture de l'exercice 2021	972 097 ¹	1 395 169	10 371	8 847 218	55,87
Exerçables à la clôture de l'exercice 2020	—	—	3 076	3 132 644	3,71
Exerçables à la clôture de l'exercice 2021	—	—	10 371	2 656 976	8,95
Attribuées – Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution en 2020	—	—	26,00 \$	8,30 \$	—
Attribuées – Juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution en 2021	97,11 \$ ¹	92,74 \$	71,65 \$	31,48 \$	—

¹ Au total, 484 590 des 972 714 UAR ont été attribuées à un consultant tiers et n'ont pas satisfait à la définition de la date d'attribution comptable. Jusqu'à ce qu'ait été conclu un accord mutuel portant sur les services à rendre par le consultant, les UAR ne seront pas acquises et seront annulées. La juste valeur sera évaluée au moment de l'attribution lorsque et si les deux parties conviennent des services devant être fournis. Ces unités n'ont pas été prises en compte dans le calcul de la juste valeur moyenne pondérée des UAR à la date d'attribution dans le tableau.

Juste valeur à la date d'attribution

La juste valeur des options sur actions émises pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2021	2020	
		Régime incitatif général	Ancien régime – Dernière attribution
Cours de l'action	117,25 \$	28,71 \$	6,15 \$ (17,22 \$ après conversion)
Prix d'exercice	117,25 \$	28,71 \$	6,15 \$ (17,22 \$ après conversion)
Taux d'intérêt sans risque	1,08 %	0,29 %	0,49 %
Volatilité prévue	33,4 %	31,4 %	27,6 %
Durée prévue	5,9 ans	5,2 ans	5,0 ans

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Le taux d'intérêt sans risque est basé sur le rendement d'un titre coupon zéro du gouvernement américain dont la durée à courir jusqu'à l'échéance est égale à la durée de vie prévue de l'option à partir de la date d'attribution. Dans le cas des options attribuées avant l'inscription à la cote de la TSX, l'hypothèse de volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique moyenne de sociétés comparables pour la période précédant immédiatement l'octroi d'options. Dans le cas des options attribuées après l'inscription à la cote de la TSX, l'hypothèse de volatilité attendue est fondée sur la volatilité historique limitée des actions de la société depuis son inscription à la cote de la TSX ainsi que sur la volatilité des titres de sociétés similaires œuvrant dans le même secteur d'activité pendant la durée prévue des options attribuées. La société ne prévoit pas verser de dividendes en trésorerie dans un avenir prévisible et, par conséquent, elle utilise un rendement en dividende attendu de zéro dans le modèle d'évaluation des options.

La juste valeur des UAR et des UAD a été déterminée à l'aide du cours de l'action à la date d'émission. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, les 214 286 options sur actions et les 1 395 169 UALP attribuées étaient assorties de conditions de performance, et l'acquisition des droits relatifs à ces unités est subordonnée à l'atteinte des critères de rendement connexes.

La condition de marché associée aux UALP ou aux options a été examinée au moyen de la méthode de simulation de Monte-Carlo aux fins d'estimation du cours futur potentiel de l'action de la société. La principale hypothèse utilisée pour la simulation est la volatilité prévue du cours de l'action qui a été déterminée être de 32,5 %. La juste valeur des options assorties de conditions de performance non liée au marché est déterminée à l'aide d'un modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes et les hypothèses moyennes pondérées ci-dessus en tiennent compte.

Options sur actions en cours par prix d'exercice

Le tableau qui suit présente un sommaire des renseignements concernant les options sur actions en cours et exerçables au 31 décembre 2021, après ajustement pour tenir compte de la restructuration dont il est question à la note 14 :

Prix d'exercice \$	Options en cours		Options exerçables	
	Nombre d'options	Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en ans)	Nombre d'options	Durée restante moyenne pondérée (en ans)
2,80	1 069 719	6,1	1 069 719	6,1
3,42 – 4,00	827 740	6,7	827 740	6,7
4,70 – 6,30	111 028	7,1	111 028	7,1
11,51 – 17,22	557 312	8,1	173 676	8,0
26,00 – 47,21	2 918 460	8,8	474 813	8,8
57,50 – 78,58	298 504	5,7	—	—
104,53 – 127,33	3 064 455	9,7	—	—
	8 847 218	8,4	2 656 976	6,9

Une tranche de 5 351 140 des options en cours au 31 décembre 2021 (3 123 204 en 2020) est détenue par les principaux dirigeants.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

18 Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente les variations de la charge (du produit) d'impôt découlant des taux combinés fédéral et provincial canadiens de base applicables au bénéfice avant impôt sur le résultat :

	2021		2020	
	\$	%	\$	%
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat	131 961		(100 583)	
Taux d'impôt prévus par la loi		26,5		26,5
Charge (produit) d'impôt sur le résultat au taux d'impôt prévu par la loi	34 970		(26 655)	
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Différences permanentes	103		18 966	
Différentiel de taux	(20 116)		(3 773)	
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	(4 280)		2 148	
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	3 975		11 283	
Paievements fondés sur des actions	9 566		2 358	
Autres	698		(1 240)	
Total de la charge d'impôt	24 916		3 087	

Le tableau qui suit présente des renseignements sur la charge (le produit) d'impôt :

	2021	2020
	\$	\$
Charge (produit) d'impôt		
Impôt exigible	34 914	13 491
Impôt différé	(9 998)	(10 404)
	24 916	3 087

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge (du produit) d'impôt exigible :

	2021	2020
	\$	\$
Charge (produit) d'impôt exigible		
Impôt exigible	34 635	13 732
Ajustement de la charge (du produit) d'impôt d'exercices antérieurs	279	(241)
	34 914	13 491

Le tableau qui suit présente les composantes de la charge (du produit) d'impôt différé :

	2021	2020
	\$	\$
Charge (produit) d'impôt différé		
Naissance et inversion des différences temporaires	(9 417)	(27 670)
Variation des différences temporaires déductibles non comptabilisées	3 975	14 877
Ajustement de la charge (du produit) d'impôt d'exercices antérieurs	(4 556)	2 389
	(9 998)	(10 404)

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente des renseignements détaillés sur les variations de l'impôt différé pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 :

	Actifs (passifs) d'impôt différé au 31 décembre 2020	Comptabilisé en résultat net	Regroupement d'entreprises	Capitaux propres	Écarts de change	Actifs (passifs) d'impôt différé au 31 décembre 2021
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé						
Paievements fondés sur des actions	—	551	—	3 763	—	4 314
Pertes fiscales d'exploitation nettes reportées en avant	2 286	1 708	24	—	—	4 018
Immobilisations incorporelles	3 117	4 637	(3 829)	—	—	3 925
Charges à payer	1 810	665	374	—	75	2 924
Total des actifs d'impôt différé	7 213	7 561	(3 431)	3 763	75	15 181
Passifs d'impôt différé						
Immobilisations incorporelles	(54 267)	7 588	(26 740)	—	3 376	(70 043)
Autres	1 899	(4 916)	1 073	—	144	(1 800)
Immobilisations corporelles	(773)	(132)	—	—	—	(905)
Coûts différés	(392)	(103)	—	—	(2)	(497)
Total des passifs d'impôt différé	(53 533)	2 437	(25 667)	—	3 518	(73 245)
Total des actifs (passifs) d'impôt différé nets	(46 320)	9 998	(29 098)	3 763	3 593	(58 064)

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente des renseignements détaillés sur les variations de l'impôt différé pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 :

	Actifs (passifs) d'impôt différé au 31 décembre 2019	Comptabilisé en résultat net	Regroupement d'entreprises	Écarts de change	Actifs (passifs) d'impôt différé au 31 décembre 2020
	\$	\$	\$	\$	\$
Actifs d'impôt différé					
Immobilisations incorporelles	(2 944)	6 061	—	—	3 117
Pertes fiscales d'exploitation nettes reportées en avant	2 009	277	—	—	2 286
Autres	597	1 302	—	—	1 899
Charges à payer	2 834	(1 024)	—	—	1 810
Total des actifs d'impôt différé	2 496	6 616	—	—	9 112
Passifs d'impôt différé					
Immobilisations incorporelles	(14 590)	4 071	(41 650)	(2 098)	(54 267)
Immobilisations corporelles	1 332	(2 105)	—	—	(773)
Coûts différés	(408)	16	—	—	(392)
Écarts de change latents	(1 806)	1 806	—	—	—
Total des passifs d'impôt différé	(15 472)	3 788	(41 650)	(2 098)	(55 432)
Total des actifs (passifs) d'impôt différé nets	(12 976)	10 404	(41 650)	(2 098)	(46 320)

L'impôt différé est présenté dans les états consolidés de la situation financière comme suit :

	2021	2020
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	13 036	3 785
Passifs d'impôt différé	(71 100)	(50 105)
	(58 064)	(46 320)

Le tableau qui suit présente les soldes des actifs d'impôt différé non comptabilisés :

	2021	2020
	\$	\$
Pertes fiscales d'exploitation nettes reportées en avant	24 865	27 082
Différences temporaires déductibles, compte tenu des pertes en capital	12 132	11 645

Les pertes fiscales d'exploitation nettes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé expirent comme suit :

Au 31 décembre 2021	Montant brut des pertes fiscales d'exploitation nettes reportées en avant	Incidence fiscale	Période d'échéance
	\$	\$	
Ayant une date d'échéance	92 412	24 436	2031 à 2041
N'ayant aucune date d'échéance	2 413	429	s. o.
	94 825	24 865	

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Au 31 décembre 2020	Montant brut des pertes fiscales d'exploitation nettes reportées en avant	Incidence fiscale	Période d'échéance
	\$	\$	
Ayant une date d'échéance	102 196	27 082	2039 à 2040

Les différences temporaires déductibles et les pertes en capital n'expirent pas en vertu de la législation fiscale actuelle. Des actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés au titre de ces éléments car il n'est pas probable que la société génère, dans ces juridictions, un bénéfice imposable futur à l'égard duquel elle pourrait utiliser ces avantages.

La société n'a pas comptabilisé de passifs d'impôt différé au titre des bénéfices non distribués de ses filiales pour l'exercice considéré ou les exercices précédents, car elle ne prévoit pas vendre ou rapatrier des fonds de ces placements, auquel cas les bénéfices non distribués pourraient devenir imposables. À la suite de la distribution de ces bénéfices sous forme de dividendes ou autrement, la société pourrait être assujettie à l'impôt des sociétés ou à des retenues à la source.

19 Bénéfice net (perte nette) par action

Avant l'inscription à la cote de la TSX le 22 septembre 2020, la société comptait trois catégories de titres ayant un effet potentiellement dilutif : les actions convertibles classées dans les passifs, les débentures convertibles non garanties à payer à des actionnaires et les options sur actions. Depuis l'inscription à la cote de la TSX, les options sur actions, les UAR et les UALP sont considérées comme ayant un effet potentiellement dilutif.

Le bénéfice net dilué (la perte diluée) par action exclut toutes les actions ayant un effet potentiellement dilutif si leur effet est antidilutif. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les options sur actions, les UAR et les UALP antidilutives ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué. En raison d'une perte nette subie pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, tous les titres ayant un effet potentiellement dilutif ont été exclus du calcul de la perte diluée par action, car leur effet aurait été antidilutif.

	2021	2020
	\$	\$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société (de base et dilué(e))	102 293	(106 230)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base)*	139 729 116	98 681 060
Incidence des titres dilutifs	4 712 386	—
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (dilué)*	144 441 502	98 681 060
Bénéfice net (perte nette) par action attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de la société :		
De base	0,73	(1,08)
Dilué(e)	0,71	(1,08)

* Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation avant l'inscription à la cote de la TSX a été ajusté pour tenir compte de la restructuration dont il est question à la note 14.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

20 Secteurs d'exploitation

La société a un seul secteur d'exploitation à présenter, la prestation de solutions technologiques à des commerçants et à des partenaires des marchés nord-américains et internationaux du traitement des paiements.

Information par secteur géographique

La société fournit des services de traitement des paiements en Amérique du Nord, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique, en Amérique latine et en Asie-Pacifique.

Dans la présentation de l'information par secteur géographique, les produits des activités ordinaires sont fondés sur l'emplacement de facturation des commerçants et les actifs non courants sont fondés sur l'emplacement géographique des actifs.

	2021	2020
	\$	\$
Produits des activités ordinaires		
Amérique du Nord	301 257	183 803
Europe, Moyen-Orient et Afrique	394 758	176 771
Amérique latine	22 841	10 771
Asie-Pacifique	5 670	4 881
	724 526	376 226

Les actifs non courants excluent les actifs financiers et les actifs d'impôt différé, s'il y a lieu.

	2021	2020
	\$	\$
Actifs non courants		
Canada	1 083 594	1 107 228
États-Unis	252 577	56 488
Union européenne	552 372	342 208
Royaume-Uni	225	284
Reste du monde	5 547	5 681
	1 894 315	1 511 889

21 Instruments financiers et engagements

La principale exposition de la société au risque financier est décrite ci-après :

a) Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières à l'échéance. La société est donc exposée au risque de liquidité ayant trait à tous les passifs financiers comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière.

La société gère son risque de liquidité en surveillant ses obligations sur le plan de l'exploitation. Elle établit des prévisions concernant le budget et la trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour remplir ses obligations.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers et les engagements d'achat, y compris les paiements d'intérêts estimatifs, au 31 décembre 2021 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels			
		Total	Moins de un an	De un an à cinq ans	Plus de cinq ans
		\$	\$	\$	\$
Dettes fournisseurs et autres crédateurs (exception faite de la taxe de vente)	91 490	91 490	91 490	—	—
Montant à payer à des commerçants	720 874	720 874	720 874	—	—
Facilités de crédit	500 282	557 591	20 402	537 189	—
Obligations locatives	8 313	11 258	3 290	6 078	1 890
Autres passifs ^{a)}	17 736	16 540	12 317	4 223	—
Engagements contractuels	—	3 899	1 098	2 801	—
	1 338 695	1 401 652	849 471	550 291	1 890
Fonds distincts	(720 874)	(720 874)	(720 874)	—	—
	617 821	680 778	128 597	550 291	1 890

a) Les autres passifs comprennent des produits différés qui ne nécessiteront pas de flux de trésorerie contractuels.

Au 31 décembre 2021, la société disposait de fonds en caisse de 748 576 \$ et de facilités de crédit inutilisées de 385 000 \$.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque que la société subisse une perte financière si un client ou une contrepartie à un instrument financier devait manquer à ses obligations contractuelles. Il découle principalement de la trésorerie, des créances clients et autres débiteurs, des avances consenties à des tiers et des dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements. La valeur comptable de ces actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit.

Le tableau qui suit présente les pertes de valeur sur les actifs financiers comptabilisées en résultat net :

	2021	2020
	\$	\$
Solde à l'ouverture de l'exercice	632	2 602
Montant radié de la réserve	(376)	(2 806)
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes	460	836
Solde à la clôture de l'exercice	716	632

Le risque de crédit associé à la trésorerie, aux dépôts auprès des fournisseurs de services de traitement des paiements et aux fonds distincts est limité, car ceux-ci sont conservés uniquement auprès d'institutions financières réglementées.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Créances clients

La société accorde du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle évalue la solvabilité des contreparties concernées au moins à chaque date de clôture, ainsi que dans des circonstances particulières. L'octroi de crédit aux clients de la société nécessite beaucoup de jugement et repose sur une évaluation de la situation financière et des habitudes de paiement de chaque client. La société a établi divers contrôles internes afin d'atténuer le risque de crédit, y compris des limites de crédit et des modalités de paiement qu'elle examine et approuve.

Le tableau qui suit présente des renseignements à l'égard de l'exposition au risque de crédit et de la perte de crédit attendue au titre des créances clients au 31 décembre 2021 :

	Taux de perte moyen pondéré %	Valeur comptable brute \$	Correction de valeur pour pertes \$
Exigible (pas en souffrance)	0,1	33 298	40
En souffrance depuis 1 à 30 jours	10,4	657	68
En souffrance depuis 31 à 60 jours	4,2	554	23
En souffrance depuis plus de 60 jours	60,2	972	585
		35 481	716

Le tableau qui suit présente des renseignements à l'égard de l'exposition au risque de crédit et de la perte de crédit attendue au titre des créances clients au 31 décembre 2020 :

	Taux de perte moyen pondéré %	Valeur comptable brute \$	Correction de valeur pour pertes \$
Exigible (pas en souffrance)	0,2	25 836	44
En souffrance depuis 1 à 30 jours	8,3	446	37
En souffrance depuis 31 à 60 jours	17,9	140	25
En souffrance depuis plus de 60 jours	60,7	867	526
		27 289	632

Les créances clients en souffrance découlent en grande partie des clients qui ont des difficultés financières.

Au 31 décembre 2021, il existait une importante concentration de risque de crédit associée aux créances clients de la société liées à ses principaux fournisseurs de services de traitement des paiements, qui représentaient environ 37 % (39 % en 2020) des créances clients et autres débiteurs.

Avances consenties à des tiers

Le risque de crédit lié aux avances consenties à des tiers est limité, car les avances sont remboursées par les institutions financières lorsque la société a droit au paiement aux termes des ententes.

c) Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que la société subisse des pertes découlant de fluctuations défavorables des facteurs de marché sous-jacents, y compris les taux d'intérêt et les cours de change.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Risque de change

La société est exposée au risque financier lié aux fluctuations des cours de change et à l'instabilité de ces taux. Le risque de change est limité à la partie des transactions commerciales de la société libellées en d'autres monnaies que le dollar américain. Les fluctuations des cours de change peuvent entraîner des variations imprévues des résultats d'exploitation de la société.

Environ 54 % des produits des activités ordinaires de la société et environ 32 % des dépenses sont en d'autres monnaies que le dollar américain. La société ne conclut pas d'accords visant à couvrir ses risques liés aux cours de change. Les principales autres devises sont l'euro (« EUR ») et la livre sterling (« GBP »), qui représentaient respectivement 16 % et 11 % des produits des activités ordinaires de la société.

Le tableau qui suit présente un aperçu des risques de change importants auxquels la société est exposée, en dollars américains aux dates indiquées :

	CAD	EUR	GBP	Autre	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
31 décembre 2021					
Trésorerie	2 265	40 490	9 483	16 934	69 172
Créances clients et autres débiteurs	5 800	6 229	1 530	4 310	17 869
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(16 463)	(28 979)	(2 261)	(27 885)	(75 588)
Obligations locatives	—	(381)	—	(3 767)	(4 148)
Exposition nette	(8 398)	17 359	8 752	(10 408)	7 305
31 décembre 2020					
Exposition nette	(8 601)	6 739	8 513	(611)	6 040

Un raffermissement de 10 % des devises ci-dessus par rapport au dollar américain aurait affecté l'évaluation des instruments financiers libellés en ces monnaies et aurait fait varier les capitaux propres et le bénéfice net selon les montants présentés ci-dessous. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes, plus particulièrement les taux d'intérêt, et ne tient pas compte de l'incidence des ventes et des achats prévus.

	CAD	EUR	GBP	Autre	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
2021					
Augmentation (diminution) sur les capitaux propres et le bénéfice net	(840)	1 736	875	(1 041)	731
2020					
Augmentation (diminution) sur les capitaux propres et la perte nette	(860)	674	851	(61)	604

Un affaiblissement de 10 % des devises par rapport au dollar américain aurait un effet égal mais opposé.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Le tableau qui suit présente l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt aux 31 décembre 2021 et 2020 :

Trésorerie	Taux d'intérêt variable
Avances consenties à des tiers	Note 7
Dépôts auprès de fournisseurs de services de traitement des paiements	Taux d'intérêt variable
Facilités de prêt et emprunts	Note 12
Autres passifs	Note 11
Débitures convertibles non garanties à payer à des actionnaires	Note 13
Actions ordinaires et privilégiées classées à titre de passif	Note 14

La société ne comptabilise aucun actif ou passif financier à taux d'intérêt fixe à la JVRN.

Les facilités de prêt et emprunts portent intérêt à des taux variables, et la société est donc exposée au risque de flux de trésorerie découlant des fluctuations des taux d'intérêt.

Selon l'encours actuel des facilités de prêt et emprunts à taux variables, une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt à la date de clôture aurait entraîné une diminution de 3 719 \$ du résultat net en 2021 (2 119 \$ en 2020). Une baisse de 1 % en 2021 n'aurait eu aucune incidence sur les charges d'intérêts, le taux effectif courant étant le taux plancher de l'accord. Cette analyse suppose que toutes les autres variables demeurent constantes, plus particulièrement les cours de change.

22 Détermination des justes valeurs

Certaines des méthodes comptables et des obligations d'information de la société nécessitent l'établissement de la juste valeur des actifs et des passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées, aux fins de l'évaluation ou de la communication, selon les méthodes décrites ci-après.

Actifs financiers et passifs financiers

Lorsqu'elle établit la juste valeur, la société utilise une hiérarchie des justes valeurs fondée sur les niveaux définis ci-dessous :

- Niveau 1 : données observables, telles que les prix cotés sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont directement ou indirectement observables.
- Niveau 3 : données non observables basées sur peu ou pas de données existantes sur le marché, exigeant que la société établisse ses propres hypothèses.

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers courants se rapproche de leur juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments.

La juste valeur des passifs non courants à taux d'intérêt variable se rapproche de leur valeur comptable, car les passifs portent intérêt à un taux qui varie en fonction du taux du marché.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Le tableau qui suit présente les instruments financiers évalués à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020 :

	Note	Hierarchie des justes valeurs	31 décembre 2021 \$	31 décembre 2020 \$
Avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce	7	Niveau 3	16 616	46 680
Passif au titre de l'option de vente lié à LPP	11	Niveau 3	531	1 036
Placements		Niveau 3	1 148	1 148
Placements		Niveau 1	1 112	1 093
Contreparties éventuelles	4, 11	Niveau 3	3 004	—

Le tableau qui suit présente les variations des éléments de niveau 3 pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 :

	Avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce \$	Passif au titre de l'option de vente lié à LPP \$	Placements \$	Contreparties éventuelles \$
Solde au 31 décembre 2019	51 175	1 453	1 148	8 470
Paiement	—	—	—	(6 000)
Montants résiduels reçus de commerçants, déduction faite des intérêts sur les avances consenties à un tiers	(7 222)	—	—	—
Acquisition	3 240	—	—	—
Réévaluation de la juste valeur	(513)	(417)	—	(2 470)
Solde au 31 décembre 2020	46 680	1 036	1 148	—
Regroupements d'entreprises	—	—	—	3 004
Montants résiduels reçus de commerçants, déduction faite des intérêts sur les avances consenties à un tiers	(6 468)	—	—	—
Règlement d'avances consenties à un tiers	(23 687)	—	—	—
Réévaluation de la juste valeur	91	(505)	—	—
Solde au 31 décembre 2021	16 616	531	1 148	3 004

La réévaluation de la juste valeur est comptabilisée dans les frais de vente et charges générales et administratives. Les hypothèses et les méthodes d'évaluation ayant servi aux évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont décrites ci-après :

- les hypothèses et la méthode utilisées quant à la juste valeur des avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce sont présentées à la note 7;
- les contreparties éventuelles en cours au 31 décembre 2021 tiennent compte des contreparties éventuelles liées à Base et à Mazooma. La juste valeur des contreparties éventuelles est déterminée selon une formule précisée dans la convention d'achat. La principale hypothèse porte sur les prévisions des flux de trésorerie futurs attendus. Les modifications apportées à la répartition initiale du prix d'achat de Base pour refléter les faits et les circonstances qui existaient à la date d'acquisition sont présentées dans la note 4.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Une augmentation ou une diminution de 2 % du taux de croissance estimatif de la contrepartie éventuelle liée à Base aurait eu les effets suivants sur la valeur comptable.

	31 décembre 2021	
	Augmentation	Diminution
	\$	\$
Effet d'une modification des hypothèses sur l'élément suivant :		
Contrepartie éventuelle liée à Base	86	(80)

Une augmentation ou une diminution de 2 % du taux de croissance estimatif ou du taux d'actualisation de la contrepartie éventuelle liée à Mazooma n'aurait eu aucun effet sur la valeur comptable de néant.

- La contrepartie éventuelle liée à LPP a été payée intégralement le 31 mars 2020.

Une augmentation ou une diminution de 2 % du taux d'actualisation des avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce aurait eu les effets suivants sur la valeur comptable.

	31 décembre 2021	
	Augmentation	Diminution
	\$	\$
Effet d'une modification des hypothèses sur l'élément suivant :		
Avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce	(1 108)	999

	31 décembre 2020	
	Augmentation	Diminution
	\$	\$
Effet d'une modification des hypothèses sur l'élément suivant :		
Avances consenties à une organisation commerciale indépendante tierce	(2 895)	3 225

23 Transactions entre parties liées

Transactions avec les principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants se compose de ce qui suit :

	2021	2020
	\$	\$
Salaires et avantages du personnel à court terme	5 861	4 369
Paiements fondés sur des actions	23 895	5 955
	29 756	10 324

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Autres transactions entre parties liées

		Valeur transactionnelle		Solde dû aux 31 décembre	
		2021	2020	2021	2020
		\$	\$	\$	\$
Charges – voyages	i)	305	1 907	28	—
Débetures convertibles non garanties à payer à des actionnaires	ii)	—	15 503	—	—
		305	17 410	28	—

- i) Dans le cours normal des activités, la société reçoit des services d'une entreprise détenue par un actionnaire de la société. Les services reçus consistent en des services de voyages.
- ii) En août 2019, la société a émis des débetures convertibles non garanties à certains actionnaires. Dans le cadre de l'inscription à la cote de la TSX, en septembre 2020, des débetures convertibles non garanties d'un montant de 30 180 \$, capital et intérêts courus, ont été converties en actions ordinaires de catégorie A de la société, et le solde de 93 384 \$ a été remboursé au moyen du produit en trésorerie de l'inscription à la cote de la TSX (note 13).

24 Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

	2021	2020
	\$	\$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Créances clients et autres débiteurs	4 426	(2 091)
Stocks	(1 197)	115
Charges payées d'avance	(3 476)	(1 156)
Actifs sur contrat	(1 720)	(1 853)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	24 951	8 663
Autres passifs courants et non courants	(1 380)	(5 959)
	21 604	(2 281)

25 Informations à fournir sur le capital

L'objectif de la société en matière de gestion du capital est d'assurer une liquidité suffisante pour poursuivre sa stratégie de croissance interne et entreprendre des acquisitions sélectives, tout en maintenant un profil de crédit solide et une structure du capital qui maintient le ratio d'endettement total sous les limites fixées dans le cadre des facilités de crédit de la société. Les objectifs en matière de gestion du capital restent les mêmes que ceux de l'exercice précédent.

Le capital de la société se compose de la dette nette et des capitaux propres attribuables aux actionnaires. La dette nette se compose de la dette portant intérêt diminuée de la trésorerie. Le capital de la société sert à financer les besoins en fonds de roulement, les dépenses d'investissement et les acquisitions d'entreprises. La société finance ces besoins à l'aide des flux de trésorerie générés à l'interne et des montants prélevés sur ses facilités de crédit à long terme.

La principale mesure utilisée par la société pour surveiller son levier financier est son ratio d'endettement total, défini comme étant le rapport entre l'encours de la dette nette consolidée, qui correspond à la dette à long terme moins les liquidités non soumises à restrictions, et le BAIIA ajusté consolidé, calculé conformément aux modalités de l'entente. Aux termes de sa facilité de crédit de premier rang (voir la note 12), la société doit maintenir un ratio d'endettement total inférieur ou égal à 7,50 : 1,00 au 31 décembre 2021. Au 31 décembre 2021, la société se conformait à cette exigence.

Corporation Nuvei

Notes annexes

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la société peut émettre ou rembourser des facilités de prêt et emprunts, émettre des actions, racheter des actions ou entreprendre d'autres activités appropriées selon les circonstances particulières.

La société ne verse actuellement pas de dividendes. À l'heure actuelle, la politique générale de la société en matière de dividendes consiste à conserver des liquidités afin de financer sa croissance.

26 Éventualités

De temps à autre, la société est partie à divers litiges survenant dans le cadre de ses activités courantes. La société est également exposée à de possibles positions fiscales incertaines dans certains territoires. La direction ne s'attend pas à ce que la résolution de l'un de ces litiges ou de leur ensemble ait un effet important sur les états financiers consolidés de la société.

27 Événements postérieurs à la date de clôture

a) Avis d'exercice d'option de vente

Le 4 février 2022, la société a reçu un avis d'exercice de l'option de vente détenue par les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle de LPP qui oblige la société à acquérir la participation restante de 40 % dans LPP à la juste valeur marchande. L'avis prévoit un délai de 60 jours pour conclure la transaction.

b) Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 7 mars 2022, le conseil a approuvé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant l'achat aux fins d'annulation d'un maximum de 6 617 416 actions à droit de vote subordonné, représentant environ 10 % du « flottant » de la société (tel qu'il est défini dans le Guide à l'intention des sociétés de la TSX) des actions à droit de vote subordonné au 28 février 2022. La société est autorisée à effectuer des rachats aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours de la période allant du 10 mars 2022 au 9 mars 2023, conformément aux exigences de la TSX et du Nasdaq et aux lois sur les valeurs mobilières applicables.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ ET LE SECTEUR

Les renseignements qui figurent dans le présent rapport contiennent des données statistiques, des estimations et des prévisions concernant le secteur au sein duquel la Société exerce ses activités, qui se fondent sur des publications spécialisées indépendantes, y compris celles publiées par Euromonitor International Limited (« Euromonitor »), sur des sources tierces, sur des sites Web et sur d'autres sources de renseignements accessibles au public, ainsi que sur les sources internes de la Société et sur sa connaissance générale du secteur et ses attentes à cet égard. Les positions sur le marché, les actions, la taille du marché et les estimations de croissance au sein du secteur qui figurent dans le présent rapport se fondent sur des estimations qui utilisent les publications spécialisées indépendantes susmentionnées, ainsi que sur les données et les estimations internes de la Société qui se fondent sur des données provenant de diverses analyses du secteur, de nos recherches internes et d'ajustements et d'hypothèses que nous estimons raisonnables. Bien que la Société n'ait aucune raison de croire que ces renseignements sectoriels ne sont pas fiables, nous n'avons pas vérifié de manière indépendante les données provenant de publications et d'analyses du secteur, nous ne pouvons garantir leur exactitude ou leur exhaustivité et nous ne faisons aucune déclaration quant à l'exactitude de ces données. De plus, la Société estime que les données concernant le secteur et les positions sur le marché, les actions, la taille du marché et la croissance au sein du secteur fournissent des indications générales, mais sont intrinsèquement imprécises. En outre, ces estimations et hypothèses comportent des risques et des incertitudes et sont susceptibles d'être modifiées en fonction de divers facteurs. Ces facteurs, ainsi que d'autres, pourraient entraîner des résultats sensiblement différents de ceux exprimés dans les estimations et les hypothèses. Les données sur le marché et le secteur sont assujetties à des variations et ne peuvent être vérifiées en raison des limites de la disponibilité et de la fiabilité des données, de la nature volontaire du processus de collecte des données et d'autres limitations et incertitudes inhérentes à toute enquête statistique. En outre, une partie de ces publications, études et rapports ont été publiés avant la pandémie mondiale de COVID-19 et ne reflètent donc pas l'impact de la pandémie de COVID-19 sur un marché spécifique ou au niveau mondial. De plus, nous ne connaissons pas toutes les hypothèses concernant la conjoncture économique générale ou la croissance qui ont été utilisées pour préparer les prévisions à partir des sources invoquées ou citées aux présentes. Par conséquent, les investisseurs ne doivent pas accorder une confiance excessive à ces renseignements.

RENSEIGNEMENTS POUR LES INVESTISSEURS

CAPITAL SOCIAL

Les actions à droit de vote subalterne de Nuvei Corporation sont cotées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « NVEI ».

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Les rapports trimestriels et annuels ainsi que d'autres documents sont offerts sur le site <https://investors.nuvei.com/French/aperçu/default.aspx>.

AUDITEUR

PricewaterhouseCoopers S.R.L. / S.E.N.C.R.L.,
comptables professionnels agréés
Montréal (Québec)

AGENT COMPTABLE DES REGISTRES ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Compagnie Trust TSX
1600-2001 Robert-Bourassa
Montréal (Québec) H3A 2A6
<https://www.tsxtrust.com/?lang=fr>.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE 2022

L'assemblée annuelle générale des actionnaires aura lieu à 10 h (HAE) le jeudi 27 mai 2021.

GOVERNANCE D'ENTREPRISE

Vous pouvez consulter les documents relatifs aux pratiques de gouvernance d'entreprise en vous rendant sur le site Web de Nuvei à l'adresse <https://investors.nuvei.com/French/aperçu/default.aspx>

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS

	CONSEIL D'ADMINISTRATION	COMITÉ D'AUDIT	COMITÉS DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE, DE RESSOURCES HUMAINES ET DE RÉMUNÉRATION*
PHILIP FAYER Président du conseil d'administration et chef de la direction	●		
MICHAEL HANLEY Administrateur principal	●	●	●
DAVID LEWIN	●	●	●
DANIELA MIELKE	●	●	●
PASCAL TREMBLAY	●		●
SAMIR ZABANEH	●	●	

- **PRÉSIDENT**
- **MEMBRE**

* À compter d'avril 2022, le comité de gouvernance, des ressources humaines et de la rémunération fonctionnera comme deux comités distincts, le comité de gouvernance et le comité des ressources humaines et de la rémunération.

ENGLISH VERSION

For the English version of the Annual Report, please contact IR@nuvei.com.

nuvei

La plateforme
de paiement de demain

NUVEI.com